



MARDI 10 NOVEMBRE 2020

POLITIQUE : *100% des politiciens sont des imposteurs. Ils nous font croire qu'ils peuvent diriger une ville, une province ou un pays ayant des millions d'habitants, alors que c'est impossible.*

- ▶ **PROPAGANDE (OFFICIELLE) PRO-RENOUVELABLE** p.1
- ▶ **Le culte de la Covid** p.2
- ▶ **Ron Paul : il n'y a pas de vaccin contre la tyrannie** (publié par Bruno Bertez) p.6
- ▶ **Regardez la plus grande bulle de tous les temps** (Charles Hugh Smith) p.7
- ▶ **Colonialisme vs. nationalisme énergétique** (Antonio Turiel) p.11
- ▶ **Le problème de la narration après le pic pétrolier** (Tim Watkins) p.17
- ▶ **Le Danemark est-il sur le point d'exporter une forme plus dangereuse de COVID-19 ?** (Kurt Cobb) p.28
- ▶ **Les énergies renouvelables sont toxiques pour l'éternité** (Michel Gay) p.29
- ▶ **1 milliard d'êtres humains en 2100 ?** p.32
- ▶ **Tuer des animaux pour se sauver du Covid** (Biosphere) p.38
- ▶ **HOURRRA HOUUURRRRAA POUR IOSSIF IOSSIFEVITCH BIDENOFF !!!** (P. Reymond) p.39
- ▶ **Souvenir souvenir** (Patrick Reymond) p.40
- ▶ **Le bug humain** (Didier Mermin) p.41

SECTION ÉCONOMIE

- ▶ **Jon Case vient de publier ce TERRIBLE AVERTISSEMENT concernant les Etats-Unis** p.48
- ▶ **Egon von Greyerz: "Cryptos, Planche à Billets, Covid ou pas,... tout finira par s'effondrer !" p.49**
- ▶ **La plupart des gens n'ont pas d'épargne ou sont endettés et ce sont eux qui souffriront lorsque les gouvernements feront faillite** p.51
- ▶ **Les banques centrales ne réussiront pas à sauver le système. Elles font même tout le contraire** p.52
- ▶ **« Covid-21 et confinement sans fin... ! » (Charles Sannat)** p.52
- ▶ **Les conséquences économiques du re-confinement** (Jacques Sapir) p.58
- ▶ **Une destruction pas créative pour un sou** (François Leclerc) p.62
- ▶ **L'économie du re-confinement : Ubu roi** p.69
- ▶ **Essai : pour vous faire comprendre pourquoi il est nécessaire que vous viviez dans la peur.** (Bruno Bertez) p.73
- ▶ **Éditorial. La situation de blocage politique US va produire, si elle se réalise, une nouvelle bulle mondiale.** (Bruno Bertez) p.74
- ▶ **Etats-Unis divisés, marchés comblés ?** (Bruno Bertez) p.78

<<>> <<>> <<>> <<>> (0) <<>> <<>> <<>> <<>>

PROPAGANDE (OFFICIELLE) PRO-RENOUVELABLE

Jean-Pierre 10 novembre 2020

ICI TÊLÊ

À la une Émissions Horaire Cinéma Blogue télé Recettes Applications mobiles Participer ou assister

ÉPISODE DU DIMANCHE 8 NOVEMBRE 2020

Découverte

De l'or noir à l'or bleu

00:44 42:42

f t +

Cette semaine à Découverte, la première centrale géothermique au Canada: les énergies renouvelables progressent, détecter une cellule cancéreuse de façon précoce par une simple prise

<https://ici.radio-canada.ca/tele/decouverte/site/episodes/492310/energie-photocpieur-cancer-xenobot-nord-cussac-sepulture>

Jean-Pierre : notre télé nationale (radio-canada) est devenue une usine de propagande pro-renouvelable. Ce programme télé est supposé être scientifique. Or, nous ne voyons aucun argument CONTRE les centrales géothermiques, alors qu'*une approche scientifique et objective exige des contre-arguments* (être vérifié par un comité de lecture scientifique). Tous ce qui est avancé dans cet épisode est à sens unique : POUR le développement des énergies (non)renouvelables. **Les centrales géothermiques ne valent absolument rien et n'ont aucun avenir**, sauf si vous êtes assis sur un volcan comme en Islande.

Charles Tisseyre lève-toi et marche.

Le culte de la Covid

Par CJ Hopkins – Le 13 octobre 2020 – Source [The Consent Factory](#)

L'une des caractéristiques du totalitarisme est la conformité de masse à un récit officiel psychotique. Pas un récit officiel régulier, comme les récits de «guerre froide» ou de «guerre contre le terrorisme». Un récit officiel totalement illusoire qui n'a que peu ou pas de lien avec la réalité et qui est contredit par une prépondérance de faits.



Le nazisme et le stalinisme sont les exemples classiques, mais le phénomène est mieux observé dans les cultes et autres groupes sociaux sous-culturels. De nombreux exemples viennent à l'esprit : la famille Manson, le Temple du Peuple de Jim Jones, l'Église de Scientologie, Heavens Gate, etc. chacun avec son propre récit officiel psychotique : Helter Skelter, le communisme chrétien, Xenu et la Confédération galactique, etc.

En regardant dans la culture dominante – ou dans le passé pour les nazis – la nature délirante de ces récits officiels est manifestement évidente pour la plupart des gens rationnels. Ce que beaucoup de gens ne parviennent pas à comprendre, c'est que pour ceux qui en sont la victime – qu'il s'agisse de membres individuels, de sectes, ou de sociétés totalitaires entières – de tels récits ne sont pas enregistrés comme psychotiques. Au contraire, ils se sentent tout à fait normaux. Tout dans leur «réalité» sociale réifie et réaffirme le récit, et tout ce qui le défie ou le contredit est perçu comme une menace existentielle.

Ces récits sont invariablement paranoïaques, dépeignant la secte comme menacée ou persécutée par un ennemi maléfique ou une force antagoniste dont seule une conformité inconditionnelle à l'idéologie de la secte peut sauver ses membres. Peu importe que cet antagoniste soit la culture dominante, les esprits du corps, les contre-révolutionnaires, les juifs ou un virus. La question n'est pas l'identité de l'ennemi mais l'atmosphère de paranoïa et d'hystérie que génère le récit officiel, qui maintient les membres de la secte, ou la société, dociles.

En plus d'être paranoïaques, ces récits sont souvent incohérents par eux-mêmes, illogiques et... enfin, complètement ridicules. Cela ne les affaiblit pas, comme on pourrait le supposer. En fait, cela augmente leur pouvoir, car cela oblige leurs adhérents à tenter de concilier leur incohérence et leur irrationalité, et dans de nombreux cas l'absurdité, afin de rester en règle avec le culte. Une telle réconciliation est bien sûr impossible, et pousse les esprits des membres de la secte à court-circuiter et à abandonner tout semblant **de pensée critique**, ce qui est précisément ce que veut le chef de la secte.

De plus, les chefs de secte changeront souvent radicalement ces récits sans raison apparente, forçant les membres de leur secte à abandonner brusquement, et souvent même à dénoncer comme «hérétiques», les croyances qu'ils avaient auparavant été forcés de professer, et à se comporter comme s'ils n'avaient jamais cru en elles, ce qui provoque un court-circuit de leur esprit, jusqu'à ce qu'ils finissent par abandonner l'idée même d'essayer de penser rationnellement, et simplement répéter stupidement, comme un perroquet, tout ce charabia absurde que le chef de la secte bourre dans leur crâne.

De plus, le charabia insensé du chef de la secte n'est pas aussi absurde qu'il y paraît au premier abord. La plupart d'entre nous, face à un tel charabia, supposeront que le chef de la secte essaie de communiquer et que quelque chose ne va pas du tout dans son cerveau. Le chef de la secte n'essaie pas de communiquer. Il essaie de désorienter et de contrôler l'esprit de l'auditeur. Écoutez Charles Manson dans son «rap». Pas seulement ce qu'il dit, mais comment il le dit. Notez comment il saupoudre des bribes de vérité dans son flot d'absurdités

librement associées, et son utilisation répétitive de clichés qui anesthésient la pensée. Cette méthode est décrite par Robert J. Lifton ainsi :

« Le langage de l'environnement totalitaire est caractérisé par le poncif de la fin de la pensée. Les problèmes humains les plus vastes et les plus complexes sont compressés en phrases brèves, hautement sélectives et définitives, faciles à mémoriser et à exprimer. Il s'agit ici de l'alfa et omega de toute analyse idéologique. » –
_ Thought Reform and the Psychology of Totalism : A Study of "Brainwashing" en Chine, 1961

Si tout cela vous semble familier, tant mieux. Parce que ces mêmes techniques que la plupart des chefs de sectes utilisent pour contrôler l'esprit des membres de leurs cultes sont utilisées par les systèmes totalitaires pour contrôler l'esprit de sociétés entières : contrôle du milieu, langage chargé, science sacrée, exigence de pureté et autres techniques standard de contrôle de l'esprit. Cela peut arriver à pratiquement n'importe quelle société, tout comme n'importe qui peut devenir la proie d'une secte, si les circonstances s'y prêtent.

Cela arrive à la plupart de nos sociétés en ce moment. Un récit officiel est en cours de mise en place. Un récit officiel totalitaire. Un récit officiel totalement psychotique, non moins délirant que celui des nazis, ou de la famille Manson, ou de tout autre culte.

La plupart des gens ne peuvent pas voir que cela se produit, pour la simple raison que cela leur arrive sournoisement. Ils sont littéralement incapables de le reconnaître. L'esprit humain est extrêmement résistant et inventif lorsqu'il est poussé au-delà de ses limites. Demandez à quiconque ayant lutté contre la psychose, ou pris trop de LSD. Nous ne reconnaissons pas le moment où nous entrons dans l'insanité. Lorsque la réalité s'effondrera complètement, l'esprit créera un récit délirant, qui apparaîtra tout aussi «réel» que notre réalité normale, parce que même une illusion est meilleure que la terreur du chaos total.

C'est ce que les totalitaires et les chefs de sectes exploitent pour implanter leurs récits dans nos esprits, et c'est aussi pourquoi les rituels d'initiation réels – par opposition aux rituels purement symboliques – commencent par attaquer l'esprit du sujet avec la terreur, la douleur, l'épuisement physique, les drogues psychédéliques, ou d'autres moyens d'effacer la perception de la réalité chez le sujet. Une fois que cela est réalisé, et que l'esprit du sujet commence désespérément à essayer de construire un nouveau récit pour donner un sens au chaos cognitif et au traumatisme psychologique qu'il subit, il est relativement facile de «guider» ce processus et d'implanter le récit que vous voulez, en vous convaincant que vous avez fait votre devoir.

Et c'est pourquoi tant de gens – des gens qui sont capables de reconnaître facilement le totalitarisme dans les cultes et les pays étrangers – ne peuvent pas percevoir le totalitarisme qui prend forme maintenant, juste sous leurs yeux – ou, plutôt, dans leur esprit. Ils ne peuvent pas non plus percevoir la nature délirante du récit officiel de la «Covid-19», pas plus que ceux de l'Allemagne nazie n'ont pu percevoir à quel point leur récit officiel sur la «race des maîtres» était complètement illusoire. De telles personnes ne sont ni ignorantes ni stupides. Elles ont été initiées avec succès dans une secte, qui est l'essence du totalitarisme, mais à l'échelle de la société.

Leur initiation au culte « Covidien » a commencé en janvier, lorsque les autorités médicales et les médias de masse ont activé **La Peur** avec des prévisions de centaines de millions de morts et des photos truquées de personnes tombant mortes dans les rues. Le conditionnement psychologique dure depuis des mois. Les masses mondiales ont été soumises à un flux constant de propagande, d'hystérie fabriquée, de spéculations sauvages, de directives contradictoires, d'exagérations, de mensonges et d'effets théâtraux farfelus. Confinements. hôpitaux de campagne et morgues d'urgence, chants et danses des dirigeants du Service National de santé, camions de la mort, unités de soins intensifs débordées, Bébés Covid morts, statistiques manipulées, escouades de crétins en tenue de scaphandriers, masques. Et tout le reste.

Huit mois plus tard, nous y voilà. Le chef du programme des urgences sanitaires de l'OMS a confirmé, le 8 octobre, un taux de décès de 0,14%, approximativement le

même que la grippe saisonnière. Et voici les dernières estimations du taux de survie du **Center for Disease Control aux États-Unis :**

- 0 à 19 ans... 99,997%
- 20 à 49 ans... 99,98%
- 50 à 69 ans... 99,5%
- 70 ans et plus... 94,6%

L'argument de la «science» est officiellement démoli. Un nombre croissant de médecins et d'experts médicaux rompent les rangs et expliquent comment l'hystérie de masse actuelle sur les «cas» – qui comprennent désormais des personnes en parfaite santé – est essentiellement une propagande dénuée de sens, par exemple sur la chaîne allemande de télé de grande audience ARD.

Et puis il y a l'existence de la Suède et d'autres pays qui ne jouent pas le jeu du récit officiel de la Covid-19, et qui se moquent de l'hystérie en cours.



Je ne vais pas continuer à démystifier le récit. Le fait est que les faits sont tous disponibles. Pas sur des sites Web de «théoriciens du complot», mais dans les principaux journaux et chez les experts médicaux et même chez ce putain de **Center of Disease Control**.

Mais cela n'a aucune importance pour les membres du culte Covidien. Les faits n'intéressent pas les totalitaires et les membres des sectes. Ce qui compte, c'est la loyauté envers la secte ou le parti.

Ce qui veut dire qu'il y a un sérieux problème, depuis huit mois, pour ceux d'entre nous qui pensons que les faits comptent encore, et qui ont essayé de les utiliser pour convaincre les sectaires Covidiens qu'ils se trompent sur le virus...

S'il est essentiel de continuer à rapporter les faits et à les partager avec le plus grand nombre de personnes possible – ce qui devient de plus en plus difficile en raison de la censure des médias alternatifs et sociaux – il est important d'accepter ce à quoi nous sommes confrontés. **Nous ne sommes pas confrontés à un malentendu**

ou à un argument rationnel sur des faits scientifiques. C'est un mouvement idéologique fanatique. Un mouvement totalitaire mondial... le premier du genre dans l'histoire de l'humanité.

Ce n'est pas le totalitarisme national, parce que nous vivons dans un empire capitaliste mondial, qui n'est pas gouverné par des États-nations, mais plutôt par des entités supranationales et le système capitaliste mondial lui-même. Et ainsi, le paradigme culte / culture a été inversé. Au lieu d'un culte existant en tant qu'ilot dans la culture dominante, le culte est devenu la culture dominante, et ceux d'entre nous qui n'ont pas rejoint le culte sont devenus des archipels isolés en son sein.

J'aurais aimé pouvoir être plus optimiste et peut-être proposer une sorte de plan d'action, mais le seul parallèle historique auquel je puisse penser est la façon dont le christianisme a «converti» le monde païen... ce qui n'est pas vraiment de bon augure pour nous. Lorsque que vous serez assis à la maison pendant les confinements de la «deuxième vague», vous voudrez peut-être revenir sur cet historique.

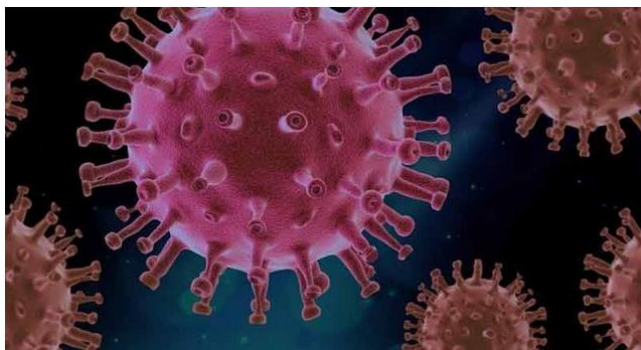
Ron Paul : il n'y a pas de vaccin contre la tyrannie

Publié par [Bruno Bertez](#) le [06/11/2020](#)

Ron Paul : il n'y a pas de vaccin contre la tyrannie

PAR [JADE](#) · PUBLIÉ 5 NOVEMBRE 2020

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a récemment admis que les confinements causent plus de mal que de bien. Suite à cette annonce, on aurait pu s'attendre à ce que les politiciens américains mettent immédiatement fin aux mesures d'enfermement. Après tout, les déclarations de l'OMS sont considérées comme infaillibles, à tel point que les sites de médias sociaux réduisent au silence quiconque ose défier la grande et toute puissante OMS. Pourtant, les gouverneurs, maires et autres responsables gouvernementaux de tout le pays ignorent la position anti-confinement de l'OMS.



Au lieu d'admettre que le verrouillage était une erreur, beaucoup dans la classe politique, qui comprend un nombre inquiétant de professionnels de la santé dont les positions et le prestige dépendent du gouvernement, affirment que nous ne pouvons pas revenir à la normale tant qu'un vaccin contre le coronavirus n'est pas largement déployé. Cela donne à penser que les personnes qui, parmi la majorité des Américains, ne souhaitent pas être vaccinées resteront enfermées ou seront forcées de se faire vacciner contre leur gré.

L'atteinte à notre liberté ne s'arrêtera pas avec le déploiement et l'utilisation d'un vaccin. Moncef Slaoui, le conseiller principal de l'opération Warp Speed de l'administration Trump, un "partenariat public-privé" chargé de produire et de fournir un vaccin contre le coronavirus, a déclaré que les personnes qui

recevront un vaccin seront suivies par des “systèmes de suivi incroyablement précis”. M. Slaoui a également indiqué que les géants technologiques Google et Oracle aideront le gouvernement à garder un œil sur les personnes vaccinées. Ainsi, le programme de vaccination conduira à une augmentation de la surveillance gouvernementale !

Slaoui n'est que le dernier “expert” à approuver le fait de forcer le peuple américain à renoncer aux quelques bribes de vie privée qui lui restent pour stopper le coronavirus. Le Dr Anthony Fauci et Bill Gates ont préconisé le développement d'un certificat numérique pour les personnes vaccinées contre le coronavirus. Les personnes ne possédant pas ce certificat verraient leur liberté sévèrement restreinte.

Ceux qui pensent que le nouveau système de surveillance sera limité au coronavirus devraient se rappeler que les numéros de sécurité sociale ne devaient être utilisés que pour administrer le programme de sécurité sociale. Ils devraient également considérer que l'extension des écoutes téléphoniques sans mandat prévue par la loi PATRIOT devait se limiter à arrêter les terroristes. Cependant, ces pouvoirs ont été utilisés à des fins très diverses. Chaque fois qu'un gouvernement se voit attribuer le pouvoir d'abuser de nos droits pour une raison donnée, il l'utilise inévitablement pour en abuser pour d'autres raisons également.

Le certificat numérique de Fauci pourrait être, et sera probablement, élargi pour inclure la preuve que les personnes ont reçu une variété d'autres vaccins et traitements médicaux. Le certificat numérique pourrait même s'étendre à la surveillance des choix de vie d'une personne au motif que des habitudes malsaines la rendent plus vulnérable aux maladies.

Le certificat numérique pourrait également être associé à un futur système de vérification électronique obligatoire pour refuser aux personnes non vaccinées le droit d'occuper un emploi. Ceux qui considèrent cette “paranoïa” devraient considérer que la Grande-Bretagne est déjà en train de développer un passeport covid.

La liberté perdue dans la “guerre contre le covid” ne sera pas rendue volontairement lorsque la menace du coronavirus prendra fin – en supposant que le gouvernement ne cesse jamais de déplacer les postes de but et déclare que la menace du coronavirus est terminée. Au lieu de cela, le peuple doit être prêt à reprendre sa liberté aux politiciens. Heureusement, nous avons encore la possibilité de le faire par des moyens pacifiques, en éduquant nos concitoyens et en faisant pression sur nos élus pour qu'ils fassent marche arrière. Nous devons tous faire ce que nous pouvons pour utiliser ces outils pacifiques avant que nous ne soyons dans un “hiver noir” de l'autoritarisme.

Traduction de [The Ron Paul Institute for Peace & Prosperity](#) par [Aube Digitale](#)



Regardez la plus grande bulle de tous les temps

Alors, profitez de la plus grande bulle de tous les temps, mais attention à l'heure.

Les fans de sport débattent pour savoir qui est qualifié de « plus grand de tous les temps » : au basket-ball; Kobe, Jordan, Kareem, Magic ; à la boxe; Ali, etc.



Ce que nous avons aujourd'hui, c'est la plus grande **bulle <financière>** de tous les temps. Il ne fait aucun doute que c'est « le plus grand de tous les temps » comme le montrent les graphiques ci-dessous.

Les bulles ont **quelques caractéristiques uniques** qui ne peuvent être saisies par des mesures financières. *La plus importante de ces caractéristiques est que les gestionnaires financiers traditionnels ne la considèrent pas comme une bulle.* Pour ceux qui admettent que les évaluations peuvent être un peu tendues (heh), ces professionnels haussent les épaules et disent que puisque la musique continue de jouer, ils doivent continuer à danser, c'est-à-dire que oui, il peut y avoir une bulle mais qu'elle n'éclatera pas de sitôt.

L'autre caractéristique d'une bulle est qu'elle continue à s'étendre bien au-delà des lignes rouges de l'évaluation historique, comme si rien dans le monde réel (gains, multiples, etc.) n'avait d'importance. Quiconque proclame que de tels extrêmes sont insoutenables est ridiculisé à mesure que les extrêmes deviennent plus extrêmes, et ceux qui parient contre le tsunami d'une confiance euphorique que ce n'est pas une bulle se retrouvent blottis dans une boîte en carton sous le viaduc de l'autoroute, suppliant une poignée de Cheetos.

Une autre caractéristique à noter est l'accélération de la durée, de l'amplitude et de la volatilité des bulles lorsqu'elles atteignent leur zénith. Ainsi, alors que les taureaux <bulls> acclament le plus grand rassemblement post-électoral depuis 73 ans (ou était-ce 743 ans ? 2 743 ans ? Peu importe...), ils devraient trembler dans leurs bottes de créateur pour ce que les rassemblements de plus en plus maniaques signalent : c'est sur le point d'éclater, bébé.

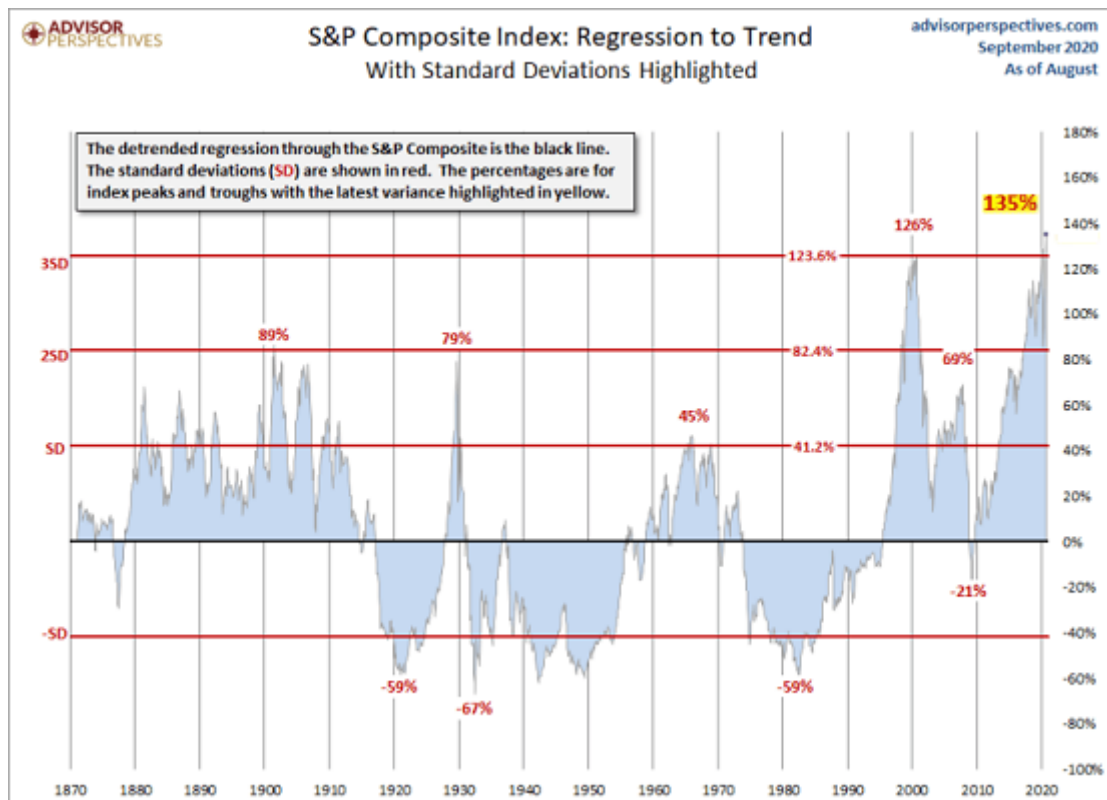
Jesse Felder, de TheFelderReport.com, a résumé succinctement les arguments en faveur du BCAH dans This Is The Textbook Definition Of "Late Cycle" In The Stock Market (Zero Hedge).

Les graphiques ci-dessous étayent l'argument (douloureusement évident) selon lequel il s'agit de la plus grande bulle de tous les temps.

Capitalisation boursière totale de Wilshire par rapport au PIB nominal : déconnexion record du PIB.



Régression par rapport à la tendance : record absolu. (via advisorperspectives.com)



Actifs financiers du secteur privé en pourcentage du PIB : un niveau record.

Chart 2: US private sector financial assets % of GDP at all-time highs



Source: BofA Global Investment Strategy, Federal Reserve Board, Q2 Private Sector Financial Assets estimated by regressing mutual fund AUM on Household financial assets and regressing institutional mutual fund AUM on Nonfinancial corporation financial assets

Chaque hausse prend moins de temps et atteint des extrêmes plus importants :



Profitez donc de la plus grande bulle de tous les temps, mais attention à l'horloge. Ces gains de Cendrillon s'évanouissent à minuit.

Colonialisme vs. nationalisme énergétique

Antonio Turiel Dimanche 8 novembre 2020

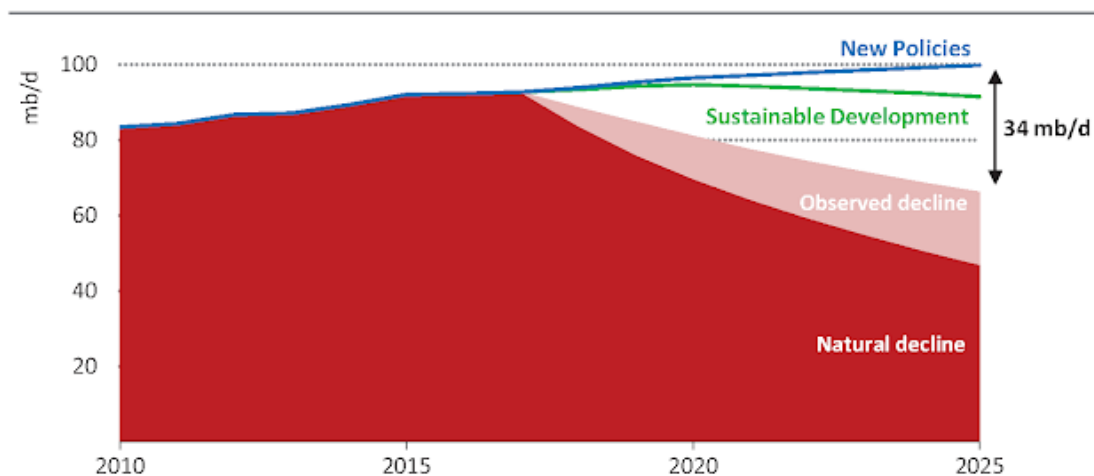


Chers lecteurs :

Il y a quelques semaines, nous avons déclaré que l'intérêt actuel et croissant de l'Europe pour l'hydrogène vert a beaucoup à voir avec une tentative d'appropriation des ressources énergétiques d'autres pays, et cette volonté se manifeste plus clairement dans les annonces répétées de projets de grandes entreprises pour développer des trains à hydrogène, alors que l'électrification de lignes ferroviaires non encore électrifiées serait beaucoup plus efficace... sauf, bien sûr, si ce que nous avons l'intention de transporter de l'hydrogène vert depuis le cœur de l'Afrique (pour plus de détails, vous pouvez consulter le post que j'ai lié ci-dessus).

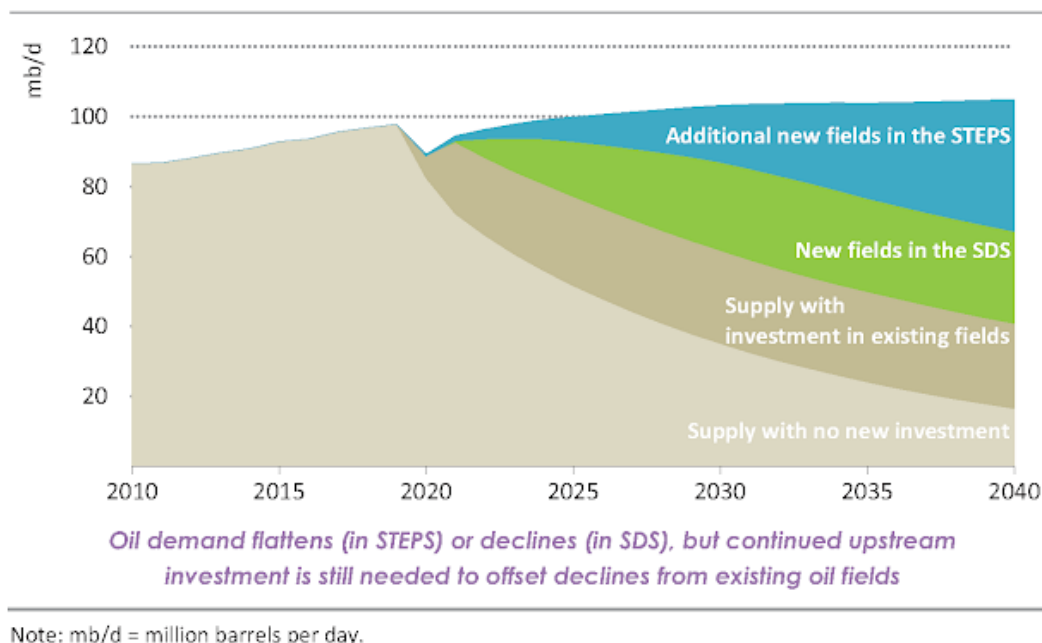
Tout d'abord, il est important de se rappeler où nous en sommes. Si **dans son rapport annuel de 2018, l'Agence internationale de l'énergie (AIE) prévoyait qu'en 2025, nous pourrions avoir un déficit pétrolier d'au moins 13 % et peut-être jusqu'à 34 %, dans le dernier rapport <2020> elle nous a montré un scénario encore plus inquiétant.**

Figure 1.19 ▸ Declines in current oil production and demand in the New Policies and Sustainable Development scenarios



Observed and natural declines in oil production are much faster than the drop in demand in the Sustainable Development Scenario: new upstream investment remains crucial

Figure 7.3 ► Global oil demand by scenario and declines in supply from 2019



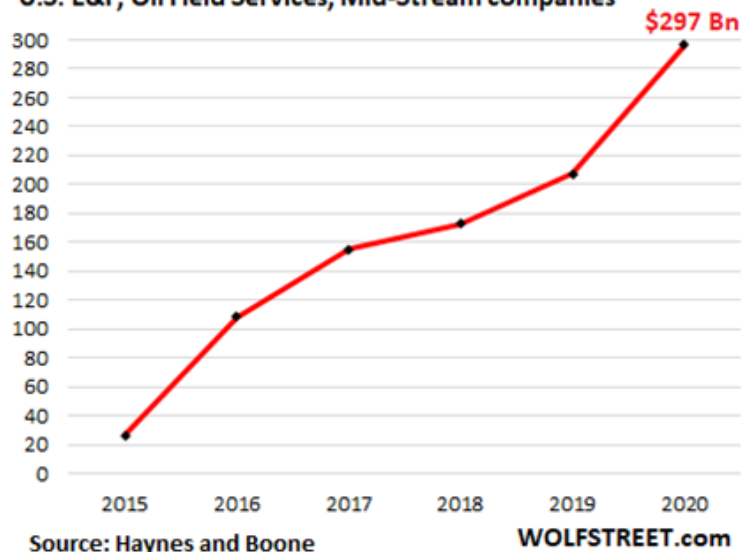
La bande marron clair représente l'évolution de la production de pétrole sans investissement supplémentaire. La bande marron plus foncée représente l'évolution de la situation si nous investissons simplement dans le maintien et l'extension des champs existants. Le vert est la production de nouveaux champs pétrolifères qui seraient mis en service si le scénario de développement durable du dernier rapport annuel de l'AIE était respecté. Enfin, la bande bleue représente les nouveaux champs de pétrole qui entreraient en exploitation en plus de ceux du scénario précédent si le scénario des politiques annoncées était respecté.

Pour ceux d'entre vous qui souhaitent donner une interprétation positive au graphique ci-dessus, permettez-moi de vous rappeler les coopérations maximales de Grice en matière de communication : lorsque vous dites quelque chose, on considère que vous mettez l'accent sur ce que vous pensez être important pour l'auditeur. Jusqu'à il y a quelques années, lorsque l'AIE a présenté ses graphiques sur les scénarios de production de pétrole, elle a mis en évidence les types d'hydrocarbures liquides qui étaient inclus dans cette catégorie, car, comme nous le savons, ils ne sont pas tous équivalents, et l'AIE a jugé pertinent d'indiquer la quantité de pétrole brut conventionnel, de biocarburants, de pétrole extra lourd, etc. Depuis 2018, toute cette distinction a été effacée et l'AIE nous dit combien de pétrole va être produit en fonction des investissements. Cela, tout en reconnaissant (par exemple, dans le rapport 2018) qu'il y a une baisse des investissements, ou dans le rapport de cette année, où il avertit qu'il pourrait y avoir des problèmes d'approvisionnement ("*problèmes de sécurité énergétique*", disent-ils) en raison du manque d'investissements. Il est donc clair que ce qui est considéré comme le plus important maintenant est de clarifier ce que sera le scénario d'investissement pour les prochaines années, en particulier lorsque nous passons actuellement du pire au deuxième pire scénario, comme le montre ce graphique de Rystad Energy :

The Great American Oil Bust

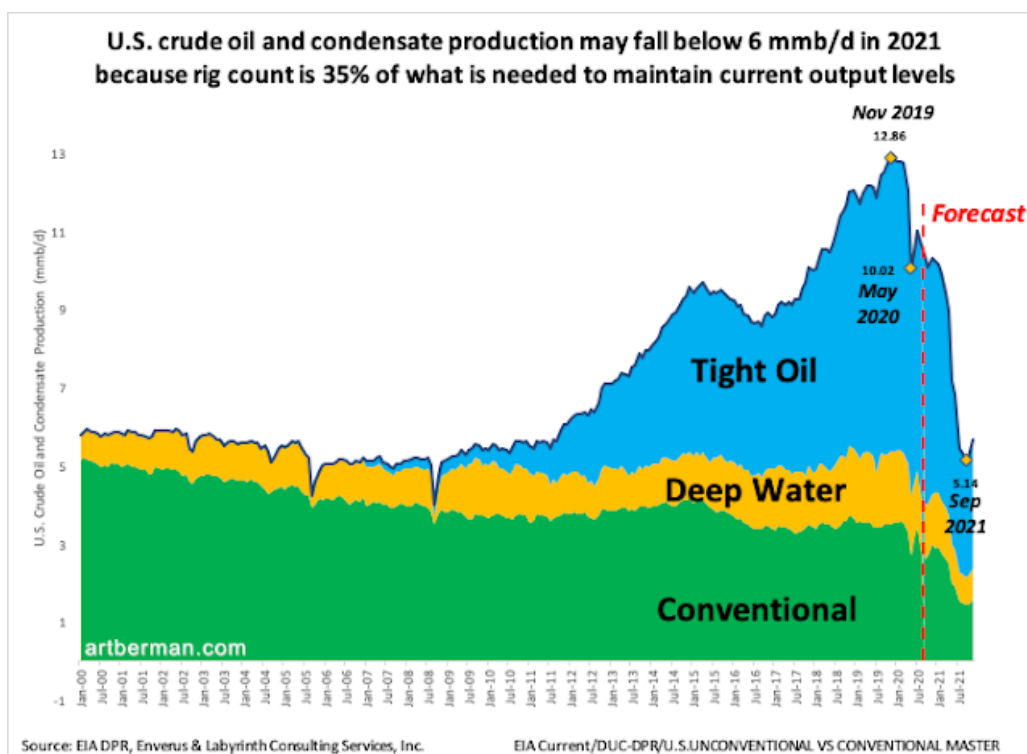
Cumulative Bankruptcy Debt, Billion \$

U.S. E&P, Oil Field Services, Mid-Stream companies



Il convient de rappeler que le rapport de l'AIE de 2018 indiquait que pour éviter les pires scénarios, la production américaine de fracturation devrait être multipliée par 3. Cependant, le secteur de la fracturation n'a pas été rentable pendant des années et a accumulé les faillites, et cette année les faillites ont explosé et ont touché certaines des plus importantes sociétés de fracturation, comme Chesapeake ou Chaparral : la dette accumulée dans les faillites du secteur pétrolier américain atteint déjà 300 milliards de dollars.

Le fait est que, par la simple diminution du nombre de puits forés, on peut déjà être assuré que l'année prochaine, la production pétrolière américaine passera des 13 millions de barils par jour (Mb/j) qu'elle avait atteint de manière éphémère à la fin de l'année dernière à **seulement 6 Mb/j l'année prochaine.**



Les États-Unis ont été le seul pays à empêcher le monde d'atteindre le pic pétrolier en 2015. Les États-Unis, qui ont dû éviter les pires scénarios de déclin du pétrole d'ici 2025 en triplant leur secteur de la fracturation. Ces mêmes États-Unis voient leur secteur pétrolier s'effondrer. Et avec elle, celle de tous les autres.

C'est pourquoi Antonio Brufau, président de la compagnie pétrolière espagnole REPSOL, affirme aujourd'hui que "*le capitalisme ne fonctionne plus*". Dans les prochaines années, pour éviter les pires scénarios, il faudra que les États agissent. Et qu'ils le fassent de manière très décisive. Les mécanismes du marché ne suffisent pas : les administrations doivent agir pour éviter une forte baisse de la production pétrolière et une véritable catastrophe économique et sociale.

Que peuvent faire les États pour remédier à cette situation ? Tout dépend si l'on parle d'États de pays producteurs ou de pays consommateurs de pétrole, bien qu'il existe un certain nombre de mesures qui pourraient être communes. L'un d'eux est la promotion des investissements dans ce secteur stratégique. Le problème est qu'étant donné le peu de temps dont nous disposons pour agir (dans quelques années, nous allons commencer à remarquer sérieusement les effets de la baisse de la production), les instruments habituels (incitations fiscales telles que les exonérations d'impôt, les crédits à faible taux d'intérêt...) ne vont pas être très efficaces, surtout lorsque les investisseurs sont déjà échaudés d'avoir subi de grosses pertes dans les compagnies pétrolières, notamment dans le domaine du fracturage et du pétrole extra lourd. Ainsi, il est très probable que tous les États interviennent directement, d'une manière ou d'une autre, dans les industries liées au pétrole, de l'extraction (dans le cas où l'on dispose de gisements *<et nous n'en disposons pas>*) au raffinage et à la distribution ; dans les cas les plus extrêmes, il y aura des nationalisations de ces installations que personne ne veut reprendre. Une autre mesure qui sera probablement mise en œuvre dans le monde entier est une sorte de **rationnement**, qui diffère d'un pays à l'autre. Le rationnement est nécessaire pour les pays exportateurs, afin de s'assurer qu'ils ont plus de pétrole à exporter ; et il est nécessaire dans les pays importateurs, pour faire face aux pénuries. La manière dont le rationnement s'articule en fonction des différents contextes est très complexe, et **je crains que dans de nombreux cas les gouvernements ne soient aveugles à la nature exceptionnelle et "inattendue" de la situation, à l'instar des erreurs qui ont été commises dans la gestion de la crise du CoVid-19.**

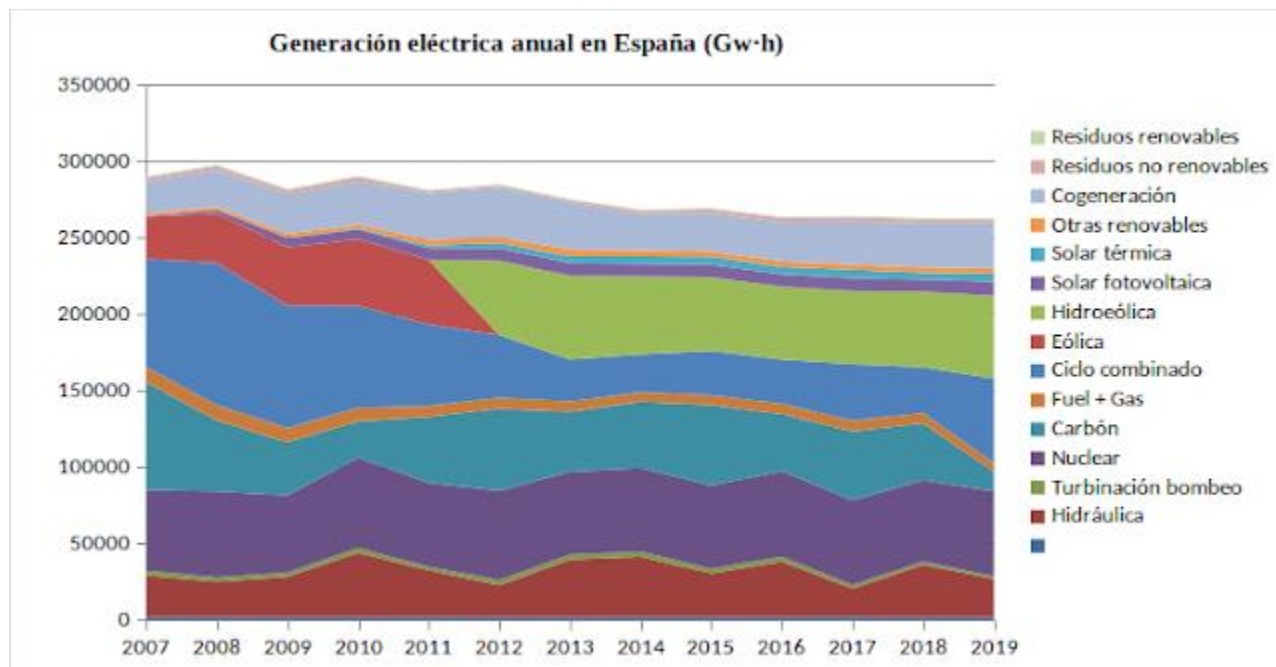
Une **politique de rationnement**, outre le fait qu'elle produit toujours des effets indésirables tels que le marché noir, **est un véritable poison pour l'activité économique**. Les politiques économiques expansionnistes ne sont pas compatibles avec un accès limité et restreint à l'énergie : **avec le rationnement, il n'y a pas de croissance**. Mais la foi dans la religion de la croissance est trop forte chez nos dirigeants et la croissance n'est donc pas remise en question. Ainsi, acculés par une réalité qui, dans quelques années, nous conduira au déclin énergétique, certains gouvernements occidentaux cherchent des alternatives, des moyens de se procurer suffisamment d'énergie pour garantir leur croissance.

Dans le cas spécifique de l'Europe, une de ces stratégies concerne le train de l'hydrogène et l'appropriation de l'énergie hydroélectrique produite au cœur de l'Afrique que j'ai commentée au début du poste, mais c'est un plan à moyen-long terme. À court terme, il faut trouver des solutions de rechange pour redresser la situation. Et c'est là que l'Espagne est appelée à jouer un rôle de premier plan.

Avec 108 gigawatts (GW) de puissance électrique installée dans un pays dont la consommation moyenne est d'environ 30 GW et la consommation maximale de 45 GW en juillet 2008, l'Espagne a clairement un excédent de capacité électrique installée : l'Espagne a le potentiel de produire plus d'électricité qu'elle ne peut en consommer, et ce même en tenant compte du facteur de puissance des différents systèmes. En effet, avec 70 ou au maximum 80 GW de potentiel électrique installé, l'Espagne pourrait parfaitement couvrir ses besoins actuels

en électricité. Pire encore : la consommation d'électricité de l'Espagne est en baisse depuis la crise de 2007, de sorte que la capacité de production excédentaire s'aggrave au fil des ans.

Graphique; Production d'électricité dans l'Espagne péninsulaire 2017-2019 (Source : Red Eléctrica Española, élaboration de l'auteur) La modification des critères de REE divise la catégorie de vent en 2011 et génère un étrange coin au milieu du graphique.



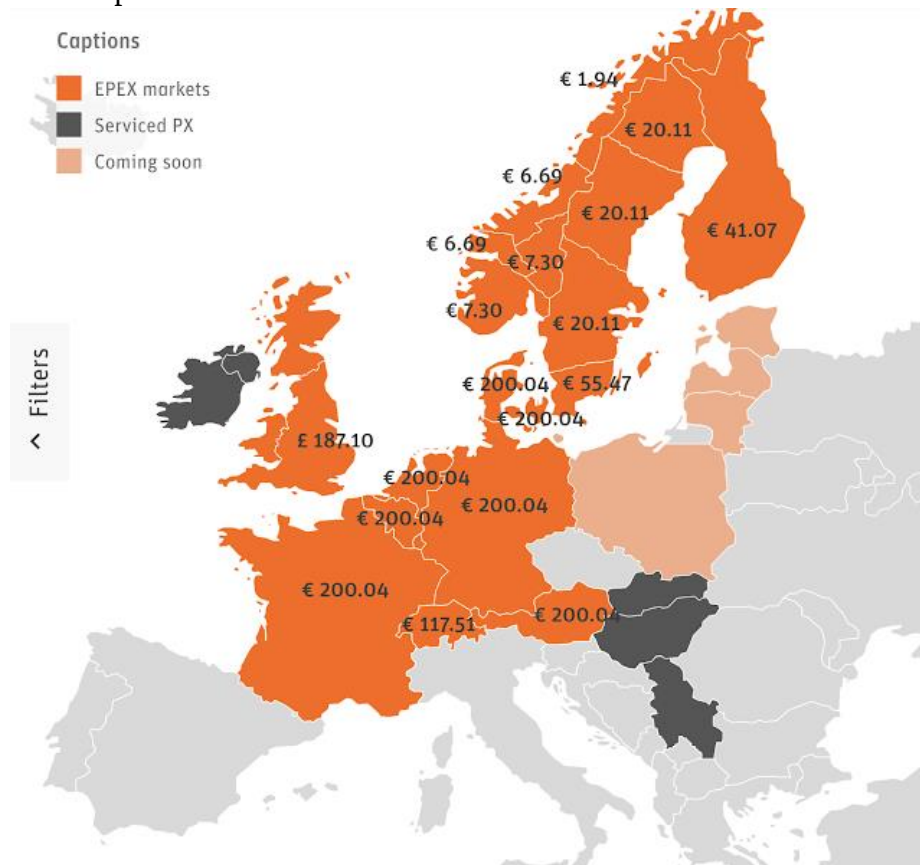
Si vous regardez, nous sommes passés des 290 TW-h produits en 2008 à un peu plus de 260 TW-h en 2019, soit une baisse de plus de 10 %, et en plus de cela cette année, avec le CoVid, nous sommes allés encore plus bas. Nous avons une capacité de production d'électricité excédentaire parce que nous n'avons pas de marché pour cela. Pire encore, avec la crise de la consommation qui a débuté en 2008 et qui n'est évidemment pas terminée, la demande d'électricité continue de baisser progressivement.

Malgré cela, l'année dernière, avec l'arrivée du gouvernement socialiste, les demandes de nouvelles installations photovoltaïques, surtout et aussi d'énergie éolienne, ont augmenté en Espagne. Quel sens cela a-t-il dans un pays qui est surapprovisionné en électricité et qui connaît une crise de consommation qui mine, précisément, l'utilisation de l'électricité ?

Le contexte, bien sûr, est la forme que prend le Green New Deal européen, et plus récemment la manière dont le fonds de sauvetage européen est articulé pour atténuer les effets économiques du CoVid-19. Alors que les fonds destinés à atténuer la situation sociale générée par cette maladie sont maintes fois contestés par divers pays et retardés dans leur approbation, la partie faisant référence à la reprise économique a été beaucoup plus facile à approuver. Le plus curieux est qu'il est clairement indiqué que ces fonds doivent être consacrés à la promotion de l'économie verte et numérique et à la transition énergétique. Et cela vaut également pour l'Espagne. Surtout pour l'Espagne et les autres pays du sud de l'Europe.

Mais qu'est-ce que l'Espagne a à gagner en installant plus de systèmes de production d'énergie renouvelable, alors que son système électrique dispose déjà de plus de systèmes de production qu'il n'en faut ? À quoi cela va-t-il servir, si en plus de cela, la consommation d'électricité diminue ?

C'est un secret de plus en plus souvent dévoilé (au point qu'il n'est plus un secret) que la France a un sérieux problème avec sa production d'électricité nucléaire : actuellement, seulement 53% de son parc nucléaire est opérationnel (et nous savons déjà pourquoi). La situation est tellement tendue que la pénurie d'électricité en France fait monter à plusieurs reprises le prix des pays les plus interconnectés avec elle, comme cela s'est produit par exemple le 21 septembre à 19 heures.



Il est intéressant de noter qu'en Espagne, le prix a été maintenu à l'époque à 50 euros/MW-h, précisément en raison du peu d'interconnexions avec la France. L'idée que l'électricité en Espagne est parmi les plus chères d'Europe va bientôt devenir obsolète, car la situation en France ne semble pas devoir s'améliorer, voire s'aggraver. C'est pourquoi la France est l'un des pays qui encourage le plus l'idée de l'hydrogène vert : les plans d'interconnexion avec l'Espagne ne se déroulent pas comme prévu et il faudrait beaucoup plus d'interconnexions et de capacités pour drainer le surplus espagnol. **Il y a aussi le petit problème du transport d'électricité sur de longues distances et son impact sur la perte de synchronisation de la tension** (un sujet passionnant que Beamspot abordera, dans le cadre plus général de la fièvre de l'hydrogène, dans le prochain billet). Voici donc, encore une fois, l'hydrogène vert.

L'Europe vise à installer 6 GW de puissance dans des usines d'électrolyse d'ici 2024 (ce court délai rappelle également les difficultés liées au pétrole que nous avons mentionnées au début du post), et à atteindre 40 GW en 2030, dont 4 en Espagne (10% du total, ce qui est similaire au pourcentage de surface et de population qu'elle représente sur l'ensemble de l'UE). **Malgré la nature ruineuse du processus (au moins 50 % de l'énergie sera perdue dans toute la chaîne de transformations et d'utilisations)**, l'utilisation de l'hydrogène vert pourrait permettre de maintenir le parc de machines lourdes dont dispose l'UE, mais avec des adaptations nombreuses et coûteuses. Comme l'hydrogène, même à haute pression (750 bars), a trois fois moins d'énergie par litre que le gaz naturel (à pression ambiante), compte tenu des pertes d'énergie dans les processus, le coût par calorie de l'hydrogène est très élevé. En bref, l'Europe parie sur une méthode très coûteuse mais essentielle

pour faire fonctionner ses machines lourdes. Et dans cette manœuvre, l'Espagne, avec ses excédents électriques, joue un rôle fondamental, alors que l'hydrogène du Congo n'est pas encore arrivé.

Cette stratégie est-elle la meilleure pour les intérêts de l'Espagne ?

Les installations d'électrolyse sont coûteuses et difficiles à entretenir (et ont un impact environnemental élevé, qu'elles utilisent de l'eau de mer - en raison des autres sous-produits de la réaction - ou de l'eau potable - qui est très nécessaire pour d'autres usages et qui est rare en Espagne). Dans le même temps, *l'Espagne a électrifié plus de 64 % de ses chemins de fer, et il serait beaucoup moins cher, plus facile à entretenir et avec moins d'impact d'électrifier la plupart de ce qui manque*. De cette manière, l'Espagne pourrait faire pivoter le transport de marchandises sur le train *<même si ça ne vaut rien puisque les trains ne se rendent pas à domicile>*, face à la situation d'urgence qui s'approche et à laquelle nos voisins du nord se préparent à leur manière (une manière qui n'est pas nécessairement la meilleure pour l'Espagne). Le pétrole que nous pouvons encore acheter serait réservé aux transports locaux et aux machines essentielles, alors que nous mettons en place de nombreuses mesures, des solutions partielles, allant de la production coûteuse et écologique des "hydrocarbures dérivés du charbon" à partir du charbon domestique, à la production de biocarburants et de biogaz en quantités limitées, ou même d'hydrogène à une échelle réduite pour des applications spécifiques.

Pour les compagnies d'électricité, l'approche adoptée avec le Green New Deal européen leur semble réellement bénéfique, et c'est pourquoi elles soutiennent aveuglément l'hydrogène vert et tout son attirail, notamment parce qu'il rendra le prix de l'électricité beaucoup plus cher et augmentera leurs profits. Pour le reste des entreprises en Espagne, et pour l'ensemble des citoyens, *le pari de tout sur l'hydrogène vert est ruineux*, du moins relevé à cette échelle et dans cette intention.

Quelle est la meilleure chose pour l'Espagne, maintenant que l'heure de vérité approche ? Suivre des politiques européennes qui, comme toujours, nous considèrent comme une ressource à exploiter à leur convenance - alors qu'elles nous accusent de paresse et d'incompétence ? Ou se lever et décider que la politique énergétique est stratégiquement dans l'intérêt national et donc de notre compétence exclusive ? Voulons-nous être une colonie énergétique de nos voisins du nord, au prix de l'achèvement de notre économie, ou allons-nous réaffirmer notre droit de gérer notre destin à notre meilleure convenance ?

Voilà la question. Il reste à voir si quelqu'un aura le courage d'y répondre correctement.

Le problème de la narration après le pic pétrolier

Tim Watkins 6 novembre 2020

THE CONSCIOUSNESS OF SHEEP
The storm is coming - will you be ready?



Dans les années 1970, les pays développés ont été secoués par la pénurie de pétrole. Bien que largement artificiels - le résultat de la flexion des muscles de l'OPEP, et plus tard de la guerre Iran-Irak - les chocs pétroliers ont brièvement fait prendre conscience à la population de la perspective de manquer de pétrole. Le choc a été d'autant plus profond que, à l'exception des États-Unis, tous les pays développés avaient achevé la transition de leur économie du charbon au pétrole durant les années 1953-1973, qui ont connu un boom sans précédent. En Grande-Bretagne, par exemple, le réseau ferroviaire national alimenté au charbon, qui aurait pu atténuer l'impact des chocs pétroliers s'il avait suivi l'Europe et avait été électrifié, a été sauvagement coupé en 1963. Au lieu de cela, la Grande-Bretagne a suivi l'exemple des États-Unis en construisant un nouveau réseau d'autoroutes à trois voies et en mettant en place une flotte massive de camions de fret pour remplacer une grande partie du fret ferroviaire.

Le passage du charbon au pétrole a été principalement motivé par l'énorme valeur apportée par la densité énergétique supplémentaire du pétrole et par les avantages du stockage et du transport des combustibles liquides. L'hypothèse selon laquelle les réserves de pétrole seraient - à toutes fins pratiques - infinies n'a cependant pas été exprimée. Si un champ pétrolifère s'épuisait, les géologues en trouveraient un autre tandis que les ingénieurs fourniraient les moyens de l'extraire.

C'est ce qui s'est passé dans les années 70. Oui, les économies des États développés ont été frappées par l'inflation. Mais l'augmentation du coût du pétrole a ouvert la voie à **de nouveaux gisements en Alaska, en mer du Nord et dans le golfe du Mexique**. Et si les prix ne sont jamais revenus à leur niveau d'avant les années 1970, ils ont suffisamment baissé au milieu des années 1980 pour permettre le début d'une nouvelle phase d'expansion économique.

En 1956, cependant, un géologue travaillant pour la compagnie pétrolière Shell a publié un rapport qui montrait, entre autres, que le processus de découverte, de forage et d'extraction d'un gisement de pétrole prenait environ quatre décennies. Il s'ensuit que si nous calculons le point auquel la quantité maximale de pétrole dans un pays est découverte, nous pouvons nous attendre à ce que son taux d'extraction commence à diminuer quatre décennies plus tard. Cela, a-t-il affirmé, est un problème particulier pour les États-Unis, dont le pic de découverte de pétrole a été atteint en 1930. Cela laisse supposer que le pic de production des États-Unis sera atteint vers 1970.

Bien qu'en 1970, les médias se soient moqués de cette prévision, c'est précisément ce qui s'est passé ; et cela a précipité les chocs pétroliers des années 70. Mais ce qui s'est passé n'est pas ce que les partisans de la "théorie du pic pétrolier" disaient qu'il allait arriver. Cela est dû en grande partie au fait que les premiers pics-pétroliéristes étaient des géologues et des ingénieurs. Et comme tant de scientifiques modernes, une fois qu'ils ont découvert que **les économistes sont - à quelques exceptions notables près - des imbéciles complets**, ils ont conclu à tort que l'économie n'avait pas d'importance... ou du moins, que l'économie s'adapterait simplement à la nouvelle situation.

La géologie du pétrole américain aurait pu être simple ; l'économie était un peu plus délicate. Au cours de la Seconde Guerre mondiale, les États-Unis ont fourni six barils de pétrole sur sept consommés. Le Venezuela a fourni la majeure partie du septième baril, avec une petite contribution de la Perse britannique et du Caucase soviétique. Les sources de pétrole de l'Allemagne étaient insuffisantes pour alimenter son économie civile ; et son échec à capturer et à mettre en ligne le pétrole du Caucase en 1942 est la principale raison pour laquelle elle a perdu la guerre.

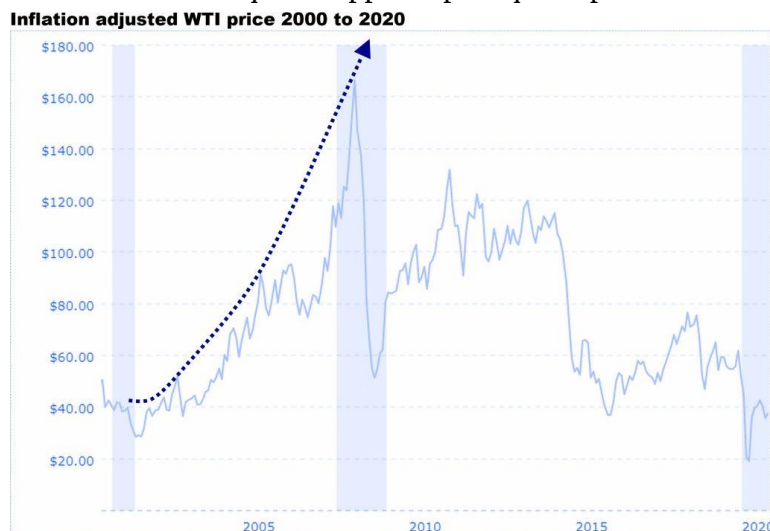
Les économies déchirées par la guerre qui ont émergé des cendres de la guerre en 1945 étaient donc presque entièrement dépendantes du pétrole des États-Unis. Et cela a permis à un cartel pétrolier américain interne - la Texas Railroad Commission - d'étendre sa fixation des prix au monde entier. Tant que le pétrole américain représentait une grande partie de la production mondiale et tant que les champs pétroliers américains avaient une capacité excédentaire, la CVR pouvait réguler le prix mondial du pétrole. Si les prix commençaient à monter trop haut, la CVR ordonnerait aux compagnies de produire plus de pétrole. Si les prix chutaient trop bas, la CVR ordonnerait des réductions de production. En conséquence, tout au long des années de boom de 1953 à 1973, le prix mondial du pétrole est resté stable à environ 25 dollars le baril (aux prix actuels).

Lorsque les champs de pétrole conventionnel américains ont atteint leur maximum en 1970, la CVR a perdu sa capacité à empêcher les prix de monter en augmentant la production. Ce fut une aubaine pour les producteurs du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord dont les coûts de production étaient plus élevés que ceux des États-Unis. Et bien que **le premier choc pétrolier - 1973** - ait été en partie une réponse au soutien occidental à Israël dans la guerre israélo-arabe, tôt ou tard, l'OPEP nouvellement habilitée allait réduire l'offre pour faire monter les prix.

Il est ironique qu'un système capitaliste qui prétend être fondé sur la concurrence et le libre marché ne se soit avéré stable que pendant les périodes où sa source de valeur - l'énergie - a été contrôlée par des cartels. Une fois que la stabilité des prix sous l'égide de l'OPEP a été retrouvée au milieu des années 1980, **le décor était planté pour le boom de la dette mondiale des années 1990 et du début des années 2000**. Et avec la chute de l'Union soviétique et l'apparente conversion de la Chine au capitalisme d'État, le monde a semblé satisfait pendant un bref instant.

Mais le pic pétrolier n'avait pas disparu, il avait simplement été reporté. La Grande-Bretagne l'a découvert à la dure après que ses gisements de la mer du Nord - qui avaient autrefois produit plus de pétrole que le Koweït - aient atteint leur pic en 1999. En 2005 - l'année où l'extraction mondiale de pétrole conventionnel a atteint son maximum - la Grande-Bretagne était devenue un importateur net de pétrole et de gaz. Aujourd'hui, les gisements britanniques de la mer du Nord produisent 60 % de pétrole en moins qu'en 1999 ; et le prix prévu du pétrole restant ne suffit pas à couvrir les coûts de démantèlement.

Mais en 2005, si nous l'avions su à l'époque, nous aurions dû faire face à des problèmes plus importants. L'expérience des chocs pétroliers des années 1970 a convaincu de nombreux exploitants que lorsque le pic de l'extraction pétrolière mondiale aurait été atteint, les prix augmenteraient sans remords en raison du déséquilibre entre l'offre et la demande. C'est en effet ce qui est apparu après que le pic de 2005 ait été atteint :



En 2012, Michael Kumhof et Dirk V Muir du Fonds monétaire international prévoyaient que le prix mondial du pétrole dépasserait 200 dollars le baril d'ici 2020. Mais ce n'est pas ce qui s'est passé. Au lieu de cela, à partir de 2014, le prix du pétrole a chuté et a suivi une tendance à la baisse constante depuis lors. La raison en est que **le pic pétrolier ne se limite pas à la géologie et à l'ingénierie.**

En effet, de nombreux exploitants de puits pétroliers font la même erreur que les économistes en traitant le pétrole - et l'énergie en général - comme un simple facteur de production relativement peu coûteux. La masse salariale, par exemple, est toujours beaucoup plus élevée que les coûts énergétiques de l'exploitation d'une entreprise. Mais comme l'explique l'économiste Steve Keen, "le capital sans énergie est une statue, le travail sans énergie est un cadavre". Ou comme l'explique le professeur d'ingénierie **Jean-Marc Jancovici : "l'énergie est ce qui quantifie le changement"**. Rien ne se passe dans le monde sans énergie. Et lorsque le coût de la plus grande source d'énergie primaire du monde - le pétrole - commence à grimper en flèche, les répercussions se font sentir dans tous les domaines de notre vie.

L'histoire du **krach de 2008** est généralement racontée en termes financiers, et est utilisée pour blâmer les victimes. La cause de la crise, nous dit-on, est que les emprunteurs dits "subprimes" ont contracté des hypothèques qu'ils ne pouvaient pas rembourser. Sauf, bien sûr, qu'avant 2008, ils les remboursaient. Alors que s'est-il passé pour que leur situation change et qu'ils ne puissent plus rembourser leurs dettes ? La réponse est la hausse des taux d'intérêt. Les banques avaient basé leurs prêts sur l'hypothèse que l'économie était stable, que l'inflation augmenterait d'environ 2 % et que les taux d'intérêt resteraient relativement bas. Les prix de l'immobilier étant censés continuer à augmenter et les risques ayant été titrisés, les banques - avec l'aide des gouvernements - ont pu étendre l'accession à la propriété aux masses. Mais à partir de 2006, les banques centrales ont augmenté les taux d'intérêt, faisant basculer les emprunteurs dans le défaut de paiement.

Pourquoi les banques centrales ont-elles augmenté les taux d'intérêt ? Parce qu'à partir de 2005, l'inflation a commencé à sortir de la fourchette de 1 à 3 % qu'elles étaient chargées de maintenir. Selon tous les manuels qui leur ont été remis, les banquiers centraux ont appris que la façon de maîtriser l'inflation était de relever les taux d'intérêt. Mais ils avaient tort, tout comme les manuels d'économie. Ce qu'ils croyaient être de l'inflation - trop de monnaie pour trop peu de biens - était en fait une économie qui s'ajustait à son premier choc du côté de l'offre depuis les années 1970.

Cette distinction n'est pas évidente, car pour la plupart des gens ordinaires, le résultat des chocs du côté de la demande et de l'offre est le même : la hausse des prix. Mais la cause d'un choc du côté de la demande est simplement que trop de monnaie circule (ou circule à la mauvaise vitesse) pour rester en équilibre avec l'économie réelle. Le plus souvent, lorsque les gouvernements et les banques créent plus de monnaie qu'il n'y a d'activité économique pour l'absorber. Dans ces circonstances, les consommateurs cherchent à dépenser l'excédent de monnaie et à faire monter les prix. En augmentant les taux d'intérêt, on peut réduire l'offre de devises et faire baisser les prix. En revanche, en cas de choc du côté de l'offre, le stock de monnaie reste stable alors qu'un facteur de production est en pénurie, ce qui fait augmenter le prix de tout ce qui en dépend. Lorsque cela se produit, une hausse des taux d'intérêt ne peut pas résoudre le problème car la pénurie persiste quelle que soit la quantité de monnaie en circulation.

Le choc de l'offre de 2005 a été particulièrement profond car il a eu des répercussions sur **notre source d'énergie primaire, le pétrole**. Regardez autour de vous et vous aurez du mal à trouver une seule chose qui n'ait pas été fabriquée à partir du pétrole, construite à l'aide de machines fonctionnant au pétrole ou transportée sur des véhicules fonctionnant au pétrole. Il en va de même pour tous les ménages et les entreprises du monde développé. Ainsi, lorsque le prix du pétrole augmente, le prix de tout le reste augmente aussi. Et la solution à

ce problème n'est pas de relever les taux d'intérêt, mais de laisser l'économie s'adapter aux nouvelles conditions. Comme l'explique **Frank Shostak de l'Institut Mises** :

"Si le prix du pétrole augmente et si les gens continuent à utiliser la même quantité de pétrole qu'auparavant, cela signifie que les gens sont maintenant obligés d'allouer plus d'argent au pétrole. Si la masse monétaire des gens reste inchangée, cela signifie que moins d'argent est disponible pour d'autres biens et services, toutes choses étant égales par ailleurs. Cela implique bien sûr que le prix moyen des autres biens et services doit baisser.

"Notez que l'argent global dépensé pour les biens ne change pas. Seule la composition des dépenses a changé ici, avec plus de pétrole et moins d'autres biens. Par conséquent, le prix moyen des biens ou de l'argent par unité de bien reste inchangé".

En relevant les taux d'intérêt face à un choc d'offre qu'ils ne comprenaient pas, les banquiers centraux ont déclenché la chaîne d'événements qui a fait s'effondrer l'ensemble du système bancaire et financier mondial. Le jeu correct - mais douloureux - aurait été de laisser le choc pétrolier se propager dans l'économie. Il en aurait résulté un abandon radical de la consommation discrétionnaire, les entreprises et les ménages étant obligés de dépenser davantage pour des produits de première nécessité comme la nourriture, les services publics, le logement et la location et, bien sûr, l'énergie. Après tout, c'est là que nous nous sommes finalement retrouvés... avec le coût supplémentaire du renflouement et l'obligation plus ou moins permanente de garantir le système financier.

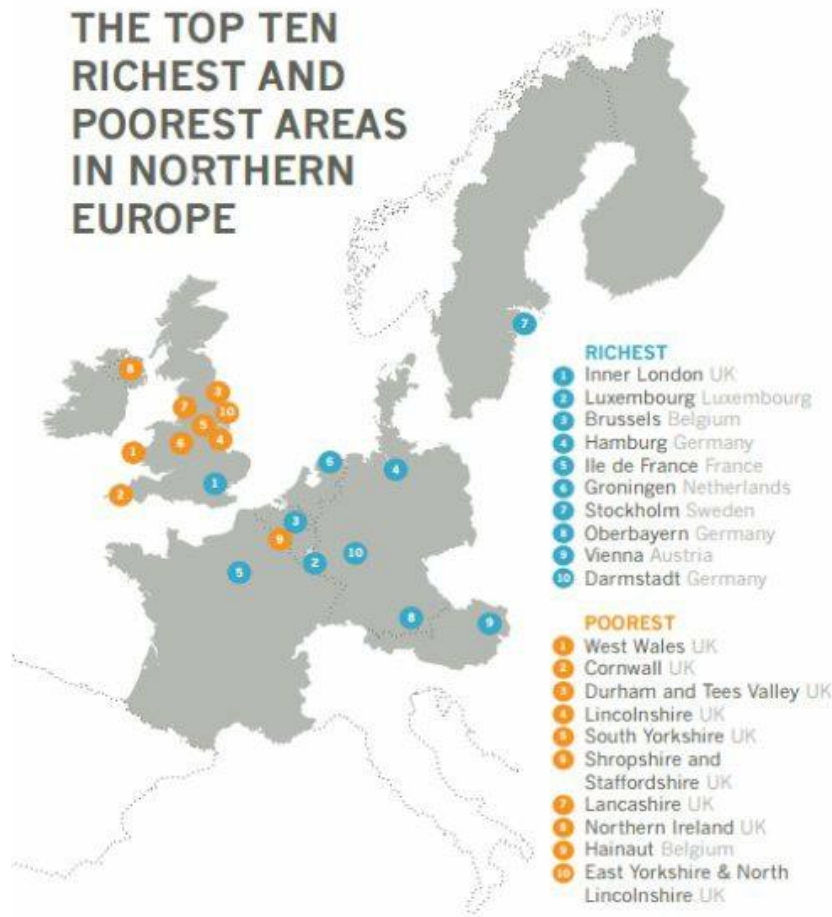
Au niveau mondial, la croissance économique anémique qui a suivi le krach a été le résultat d'un endettement massif - et finalement insoutenable. Comme l'explique **Tim Morgan** :

"Sur la période 1999-2019, la production économique mondiale ... s'est élevée en moyenne à 3,2 %, pour une augmentation totale de 95 %, soit 64,5 billions de dollars. Au cours de cette même période, cependant, les emprunts annuels, exprimés en pourcentage du PIB, se sont élevés en moyenne à 9,6 %, la dette totale ayant augmenté de 193 milliards de dollars, soit 177 %, entre 1999 (109 milliards de dollars) et 2019 (302 milliards de dollars).

"On peut aussi dire que chaque dollar de "croissance" signalée s'accompagnait de 3 dollars de nouvelle dette nette. Même cette comparaison sous-estime la gravité de la situation, dans la mesure où elle ne tient pas compte des augmentations considérables des engagements de retraite et autres sur deux décennies, la situation globale s'étant nettement aggravée après la crise financière mondiale de 2008".

Au Royaume-Uni, le salaire moyen (hors bonus) était le même en 2019 qu'en 2010. Au cours de la même période, les dépenses des ménages se sont considérablement déplacées vers des articles non discrétionnaires, alimentant ainsi l'apocalypse du commerce de détail qui décimait déjà ce secteur avant l'arrivée du SRAS-CoV-2. L'impact a cependant été ressenti différemment selon la classe et le lieu. Le Royaume-Uni comprend à la fois les régions les plus riches et neuf des dix régions les plus pauvres d'Europe du Nord :

THE TOP TEN RICHEST AND POOREST AREAS IN NORTHERN EUROPE



Explaining the data

This data was produced by Eurostat, the data agency of the European Union. They measured GDP per head in regions across the EU, taking into account the different prices in different regions. The full data is available from http://epp.eurostat.ec.europa.eu/cache/ITY_PUBLIC/1-27022014-AP/EN/1-27022014-AP-EN.PDF

What does this mean?

In the UK we think of ourselves as having similar standard of living to other countries in Northern Europe like France, Germany, Belgium, Holland and the Nordic Countries. These are our nearest neighbours. They share a similar economic history to us, and have experienced similar political stability since the second world war. We also have close ties as members of the European Union.

However, the poorest UK regions are by far the poorest in Northern Europe. This is because the UK is much more unequal than other countries, where there is nowhere as rich as London, but nowhere as poor as our poorest regions.

Les classes moyennes métropolitaines vivant à Londres et dans l'archipel des villes universitaires de premier plan ont continué à bénéficier d'une prospérité croissante tout au long de la période. Pendant ce temps, de larges pans de l'ancienne industrie, de la côte délabrée et des petites villes rurales de Grande-Bretagne ont vu leur niveau de vie décliner. Mais comme les médias de l'establishment, le gouvernement permanent et les divers groupes de pression sont composés de membres des classes moyennes métropolitaines, on ne s'est guère soucié des besoins de la majorité dont le niveau de vie et les perspectives d'avenir étaient écrasés. C'est pour cette raison, plus que pour toute autre, que le vote en faveur du Brexit a eu lieu en 2016.

L'autre grande distorsion qui a découlé de la réaction de la banque centrale au krach de 2008 est la chute des revenus d'investissement. Avant le pic du pétrole conventionnel, les taux d'intérêt se situaient autour de 4,5 %. En réaction au choc pétrolier, ils ont dépassé les 6 %. Mais après le krach, ils sont tombés à moins de 1 %. Et malgré les assurances périodiques selon lesquelles les taux allaient bientôt augmenter, seule la Réserve fédérale américaine a relevé ses taux ; et l'impact a été tel qu'elle les a très vite réduits à nouveau.

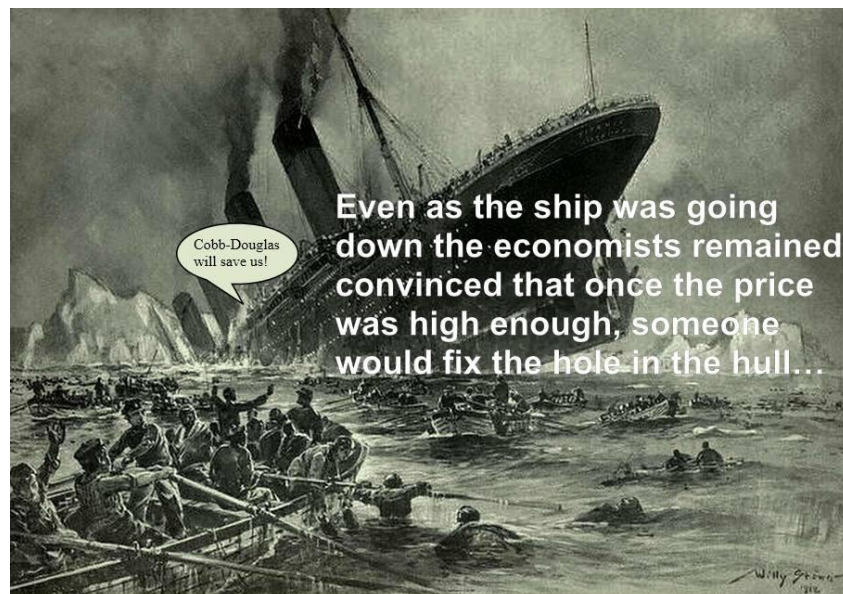
Les taux d'intérêt historiquement bas ont incontestablement maintenu des millions d'entreprises et de ménages "zombies" en vie. Dans le même temps, ils ont écrasé les revenus des investisseurs institutionnels comme les fonds de pension et d'assurance qui ont besoin de rendements supérieurs à 5 % (et parfois plus de 8 %) pour remplir leurs obligations. Une conséquence imprévue de cette situation est que les années après 2008 ont vu une "recherche de rendement" dans laquelle les investisseurs sont devenus beaucoup plus enclins à acheter des

obligations dites "de pacotille". Et l'une des industries qui a tiré profit de cette tendance a été la fracturation hydraulique américaine.

Le pétrole non conventionnel - c'est-à-dire cher et difficile - des zones de schiste américaines **et des sables bitumineux canadiens** et vénézuéliens n'était économiquement viable que parce que les investisseurs étaient prêts à dépenser des milliards de dollars pour produire des millions de dollars de pétrole et de gaz. Mais bien qu'elle n'ait pas été économiquement viable à long terme, au cours de la dernière décennie, elle a conduit l'extraction pétrolière mondiale à de nouveaux sommets.

Le mythe de l'"Amérique saoudite" et du "siècle de l'indépendance énergétique" est né. **Mais des analystes plus sobres ont souligné que les puits de fracturation ont la fâcheuse habitude de s'épuiser à 90 % en seulement trois ans.** Cela a engendré une sorte de "syndrome de la reine rouge" dans lequel les frackeurs doivent forer de plus en plus de puits juste pour maintenir le flux de pétrole. Loin d'un siècle de pétrole et de gaz, les frackers auraient la chance de pouvoir continuer pendant plus d'une décennie.

Mais malgré toute **l'irrationalité de la fracturation**, elle a effectivement fait taire les inquiétudes concernant le pic pétrolier. L'existence même de la fracturation et des sables bitumineux semblait confirmer le mythe des économistes sur la substituabilité infinie - selon lequel chaque fois qu'une ressource s'épuise, les augmentations de prix conduisent à la mise en place d'une alternative :

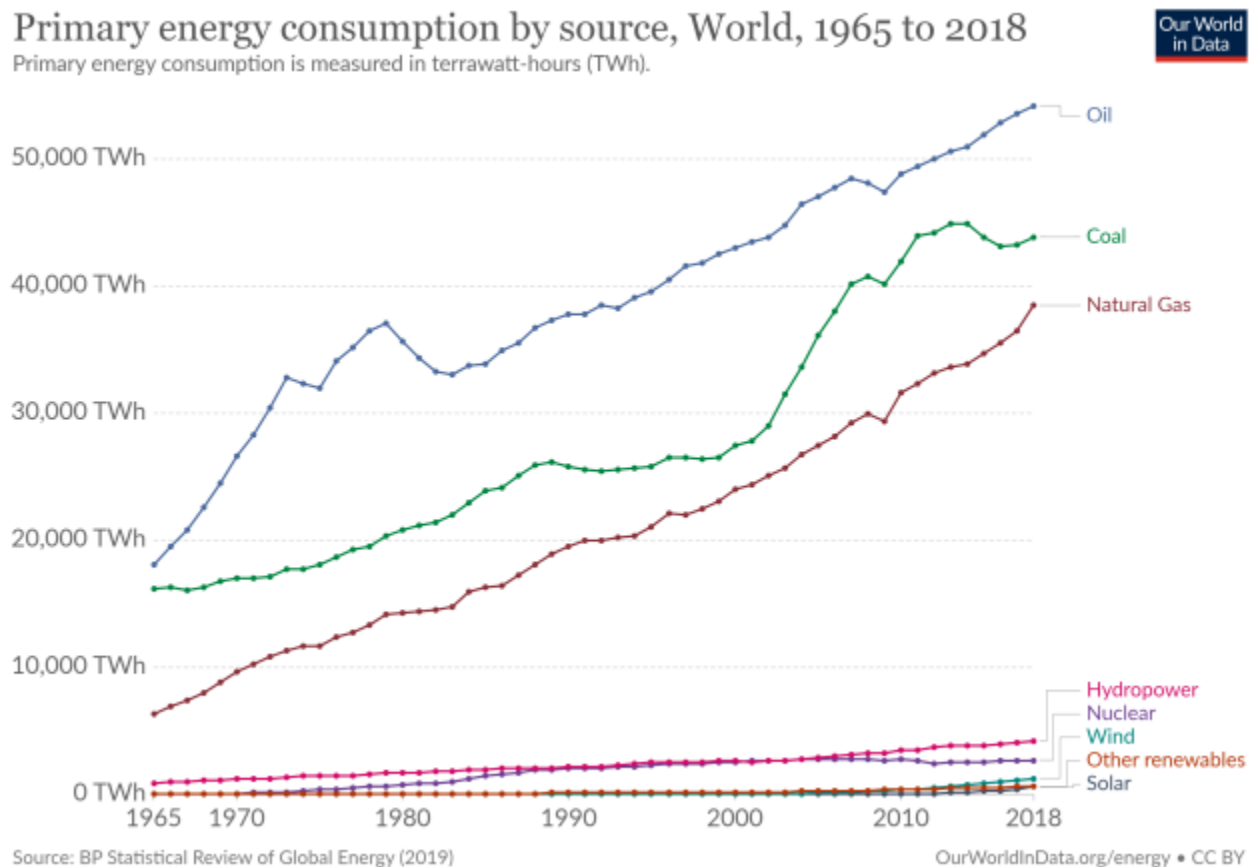


Pendant la majeure partie de la dernière décennie, on nous a vendu un conte de fées techno-utopien sur la "demande de pétrole de pointe". Au lieu de "s'épuiser", le problème pour l'industrie pétrolière, nous a-t-on dit, était que le passage à une "énergie propre" et à des technologies comme les voitures électriques et les bus à hydrogène signifiait que la demande de pétrole diminuait. D'ici une dizaine d'années, ont-ils affirmé, notre besoin de pétrole disparaîtra complètement, car nous aurons inauguré une **"quatrième révolution industrielle"** basée sur des produits et services numériques alimentés par des énergies renouvelables.

Comme pour tous les récits, il y a juste assez de vérité dans cette histoire pour lui donner un vernis de crédibilité. La demande de pétrole par habitant - et, de fait, de combustibles fossiles en général - a diminué. **Vous êtes donc un libéral métropolitain de classe moyenne - le genre de personnes qui éditent et écrivent pour les médias de l'establishment - vous regardez autour de vous et vous remarquez que vos amis conduisent des voitures électriques ; vous avalez sans esprit critique les déclarations de presse des propriétaires d'éoliennes ; et**

vous observez la baisse de la consommation de pétrole par habitant ; et vous vous dites que c'est la demande de pétrole maximale en action.

Les données disent quelque chose de très différent :



Malgré un effort herculéen pour mettre en ligne les technologies de récolte des énergies renouvelables non renouvelables, elles représentent toujours moins de cinq pour cent de la consommation mondiale d'énergie primaire. Pire encore, elles n'ont pas remplacé les combustibles fossiles ; elles ont simplement été ajoutées au mélange mondial. Et si des pays développés comme l'Allemagne et le Royaume-Uni ont fait un grand pas vers la décarbonisation de leur production d'électricité domestique, une grande partie de leur véritable pollution a été délocalisée en Asie. Ce n'est que s'ils sont prêts à renoncer à tous les produits à base de combustibles fossiles qu'ils importent qu'ils peuvent réellement prétendre se lancer dans une nouvelle révolution industrielle. Jusqu'à là, le "green new deal" n'est qu'un autre nom pour désigner le même vieil impérialisme qu'ils ont toujours pratiqué.

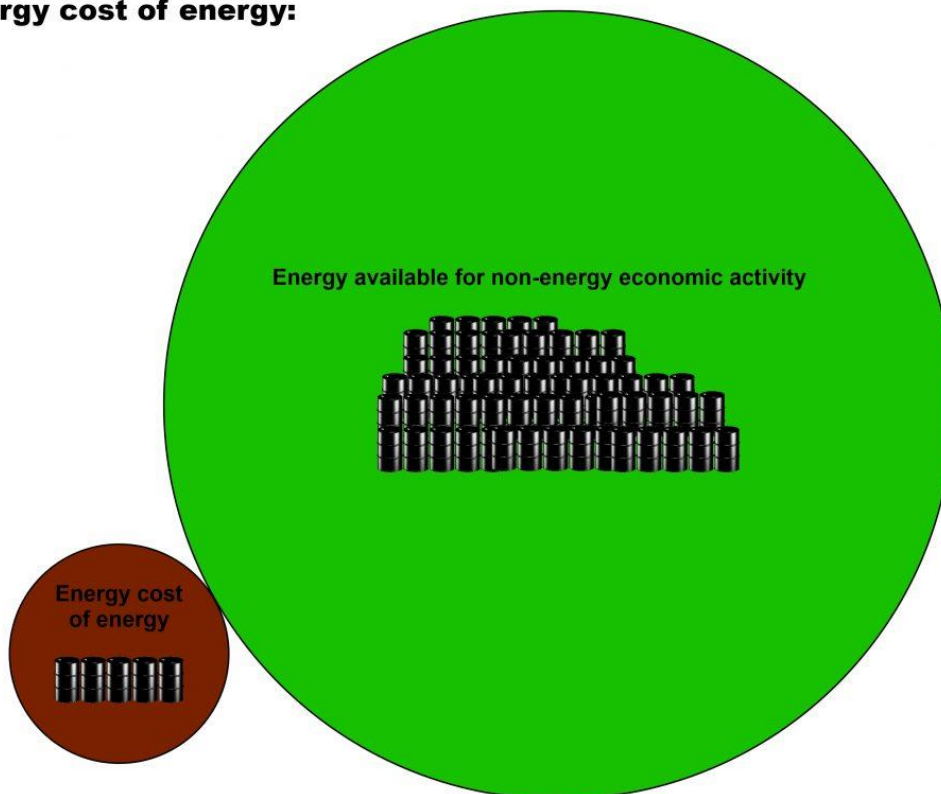
Le pic pétrolier - y compris celui de la fracturation et des sables bitumineux - a finalement eu lieu en 2018.

Personne ne l'a remarqué, car - comme cela s'est produit aux États-Unis en 1970 - tout le monde a supposé que ce serait un coup de théâtre temporaire. L'extraction de pétrole en 2019 n'a pas été sensiblement inférieure à celle de 2018 ; mais il n'y a pas eu de mois en 2019 où l'extraction a été plus élevée qu'en novembre 2018. Et, bien sûr, en 2020, le monde a découvert des problèmes plus urgents dont il fallait s'inquiéter. Néanmoins, l'extraction de pétrole - et la demande de pétrole - ont chuté en raison des différentes réponses des États à la pandémie. Certains puits seront fermés définitivement car le coût de leur réouverture est trop élevé. D'autres seront réouverts, mais seulement si le prix du pétrole augmente considérablement. Les pipelines et les raffineries devront également être réparés. Du côté de la demande, même les économistes et les politiciens les

plus optimistes ont cessé de parler de "reprise en V". L'Europe et certaines régions des États-Unis ayant entamé les mesures de bouclage d'avant Noël, la demande dans l'ensemble de l'économie mondiale devrait être écrasée. Le prix du pétrole devrait donc diminuer au lieu d'augmenter au cours des deux prochaines années.

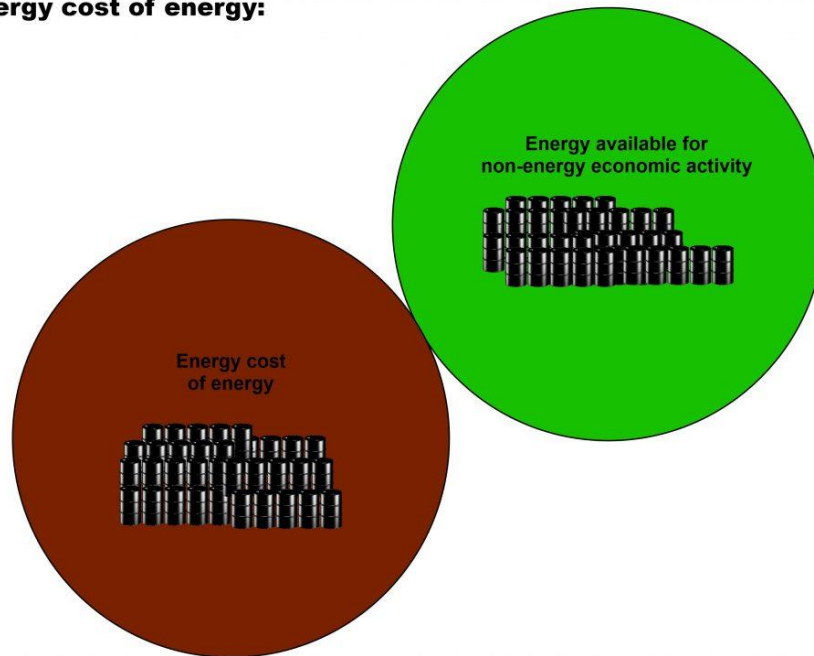
C'est en cela que nous entrevoyons la partie de l'histoire du pic pétrolier qui a souvent été négligée par les premiers exploitants. La simple hypothèse selon laquelle la baisse de la production pétrolière entraînerait une hausse des prix du pétrole n'a pas permis d'examiner l'impact des prix du pétrole sur l'économie au sens large. Néanmoins, l'économie est avant tout un système énergétique sur lequel l'économie financière secondaire n'est qu'une revendication. Plutôt que d'examiner le prix du pétrole, nous devons comprendre son coût énergétique. Si nous commençons avec une certaine quantité d'énergie, une fraction doit être consacrée à la garantie de l'énergie future. Une autre fraction doit être réservée à l'entretien des infrastructures nécessaires au fonctionnement du système. Une troisième fraction doit être mise de côté pour investir dans l'approvisionnement énergétique futur. Ces investissements ne représenteront toutefois qu'une petite partie de l'énergie dont nous disposons. Le reste alimentera l'économie non énergétique, beaucoup plus vaste, qui comprend presque tous les biens et services que nous consommons :

Low energy cost of energy:



Si, par conséquent, le coût de l'énergie augmente - c'est-à-dire que nous devons détourner davantage d'énergie de l'économie non énergétique - l'économie non énergétique doit se contracter :

High energy cost of energy:



Cela a un impact considérable sur le niveau de vie de la majorité de la population. D'une part, leurs revenus sont comprimés car les secteurs non énergétiques de l'économie luttent pour rester rentables. D'autre part, l'augmentation du coût des biens et services non discrétionnaires à forte intensité énergétique (logement, transport, services publics, alimentation, etc.) les oblige à réduire leur consommation.

Comme **Gail Tverberg** l'a maintes fois averti, c'est la consommation plutôt que la production qui est le moteur de l'économie pétrolière de l'après-pétrole. En d'autres termes, bien que l'industrie pétrolière ait besoin de prix plus élevés pour rester rentable, c'est le manque collectif de pouvoir d'achat des consommateurs qui fait baisser les prix. Les hausses de prix temporaires, comme celles qui ont eu lieu immédiatement après le krach de 2008, sont inabordables. Comme les consommateurs doivent payer plus cher les produits de première nécessité, ils réduisent leurs dépenses discrétionnaires, ce qui entraîne l'apocalypse du commerce de détail et oblige les fabricants à réduire leur production... ce qui fait baisser la demande de pétrole. Les prix du pétrole sont donc contraints de baisser jusqu'à un niveau que les consommateurs peuvent se permettre :



Si, d'un point de vue libéral métropolitain, cette baisse de la demande de pétrole peut sembler être une bonne chose, elle indique en fait un effondrement majeur de l'économie mondiale dans un avenir proche, car une grande partie de l'économie non énergétique que nous avons construite depuis la Seconde Guerre mondiale ne peut plus être maintenue.

Dans sa récente présentation, Simon Michaux de l'Office géologique finlandais souligne la tendance à la baisse des prix du pétrole depuis le krach de 2008 :



Une autre façon de voir les choses est que tous les efforts de la banque centrale en matière d'assouplissement quantitatif et de taux d'intérêt toujours plus bas n'ont pas réussi à résoudre les conséquences du pic pétrolier. Il ne reste pas assez de personnes ayant un revenu disponible (après paiement des factures) pour consommer suffisamment pour faire monter le prix du pétrole à un point où l'industrie peut rester rentable.

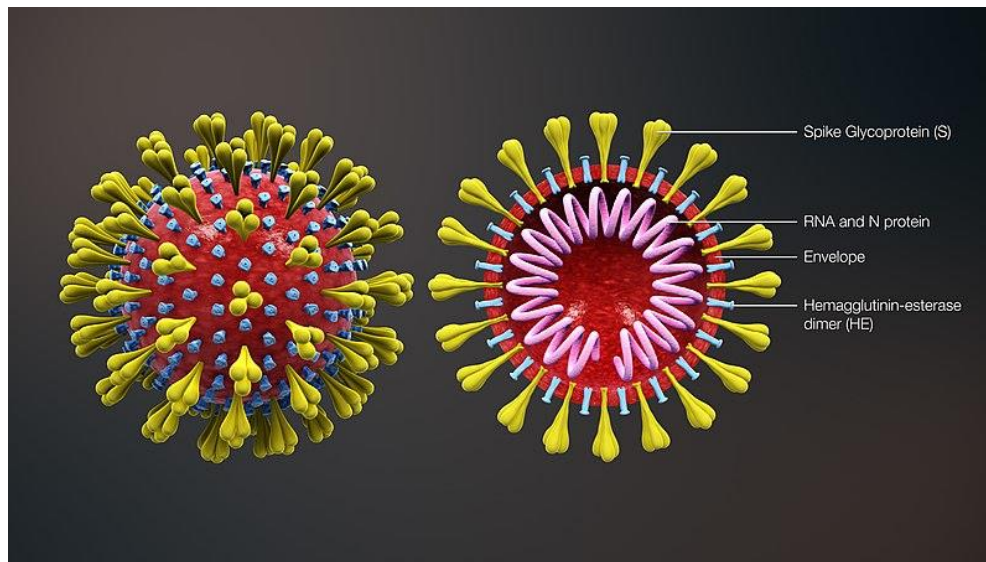
Ironiquement, l'une des réponses de l'industrie pétrolière à ce problème a été de passer au "vert". Les compagnies énergétiques utilisent des technologies de récolte d'énergie renouvelable non renouvelable pour réduire le coût énergétique de leurs opérations, dans une ultime tentative de faire baisser le prix du pétrole pour qu'elles puissent être rentables. Mais même cela ne peut être qu'une solution à court terme si le pouvoir d'achat discrétionnaire de l'économie au sens large continue de diminuer. **L'interprétation la plus sobre des tendances post-2008 est peut-être que lorsque ces deux lignes de tendance se rencontrent, la civilisation industrielle est terminée.**

Pour l'instant, cependant, la chute continue des prix du pétrole sera considérée par les économistes, les politiciens et les journalistes des médias d'information comme la preuve que la transition des combustibles fossiles aux énergies renouvelables s'accélère. Par conséquent, au lieu de tenter sérieusement d'atténuer les dommages que causeront les graves pénuries d'énergie, ils continueront à faire croire que leur mythique quatrième révolution industrielle est bien engagée.

Oui, l'humanité finira par revenir à l'"énergie verte", mais pas de la manière dont les fantasmes techno-utopiens l'imaginent. Au contraire, lorsque la base énergétique de l'économie industrielle s'effondrera, ceux qui survivront se retrouveront principalement avec des technologies énergétiques comme les roues à eau, les moulins à vent et les voiles pour compléter la force de travail humaine et animale à un niveau économique qui n'est pas différent, au mieux, de celui du début du XIXe siècle... c'est exactement ce qui arrive quand on tombe en panne d'essence !

Le Danemark est-il sur le point d'exporter une forme plus dangereuse de COVID-19 ?

Par Kurt Cobb, publié à l'origine par Resource Insights le 8 novembre 2020



Le Danemark est célèbre pour ses exportations de fromage et de porc. Moins connu est le rôle du pays en tant que premier producteur mondial de peaux de vison et donc, sans surprise, en tant que "plaque tournante mondiale pour le commerce de la fourrure". Malheureusement pour les visons et l'industrie du vison, le gouvernement danois s'est maintenant engagé à tuer tous les visons du Danemark afin d'éradiquer une souche mutante de COVID-19 transportée par le vison et transmissible à l'homme. Cela signifierait l'envoi de quelque 17 millions d'animaux en peu de temps.

Pourquoi les Danois sont-ils si paniqués ? Parce que cette souche mutante "n'est pas facilement arrêtée par les anticorps de la souche dominante du virus". Cela pourrait signifier que les vaccins actuellement mis au point pour cette souche dominante n'auront que peu ou pas d'utilité pour traiter les personnes atteintes de la souche mutante.

Le nombre de cas humains à ce jour est faible, 12 cas chez les travailleurs d'une exploitation agricole. Il convient de rappeler que le 26 février dernier, le président Trump a déclaré au public qu'il n'y avait que 15 cas aux États-Unis, que des mesures drastiques pour contenir le virus, telles que des fermetures, n'étaient pas encore nécessaires et que "15 [cas] dans quelques jours vont être ramenés à près de zéro". Fin mars, une grande partie du pays était en état d'urgence, les infections grimpant en flèche. Et même maintenant, les nouvelles infections quotidiennes aux États-Unis atteignent de nouveaux records alors que la hausse saisonnière longtemps attendue des cas de COVID-19 arrive.

La vérité générale est que de nombreux pays avancés, mais pas tous, ont été pris par surprise par l'avancée rapide du virus. Si la réaction danoise à l'épidémie de vison et aux infections humaines qui l'ont accompagnée peut sembler extrême, une telle action agressive est probablement la seule chose qui permettra d'arrêter la souche mutante. Le gouvernement danois impose également des restrictions extraordinaires aux habitants du Jutland du Nord où l'épidémie s'est déclarée.

En juin, j'ai écrit dans "Notre conversation avec un coronavirus" que nous, les humains, étions probablement beaucoup trop optimistes quant aux possibilités d'un vaccin efficace. Dans cet article, j'ai dit "Nous n'apprendrons pas à vivre avec la réalité d'un monde enclin aux pandémies en supposant simplement qu'une armée de scientifiques et de sociétés pharmaceutiques nous protégera". J'ai suggéré que les politiques et les modes de vie qui conduisent à une santé solide pour TOUS étaient la clé de l'adaptation à notre monde enclin aux pandémies. Par définition, la prochaine pandémie ne sera pas accompagnée de son propre remède. Notre meilleure protection en tant qu'individus et en tant que sociétés est la santé.

Nous pouvons souhaiter aux Danois de réussir dans leurs tentatives d'éradiquer cette souche mutante de COVID-19. Mais je ne pense pas que nous puissions être assurés qu'une autre souche mutante de ce type ne surgira pas ailleurs ou que cette souche n'a pas déjà fait son chemin au-delà de la frontière danoise.

Alors que la pandémie mondiale met à nu toutes les faiblesses de notre mode de vie moderne, nous avons l'occasion de repenser notre relation avec le monde naturel. Le premier ajustement devrait consister à accepter que nous faisons effectivement partie de ce monde, c'est-à-dire que nous sommes des organismes dans un environnement comme tous les autres organismes.

Les énergies renouvelables sont toxiques pour l'éternité

Par Michel Gay¹. 9 novembre 2020 Contrepoints.org



Les quantités de déchets provenant du renouvelable sont éternellement toxiques.

Les quantités de déchets provenant de l'éolien et du solaire photovoltaïque, notamment, sont beaucoup [plus importantes](#) que ceux du nucléaire pour une même quantité d'électricité produite.

Et ces déchets « renouvelables » sont éternellement toxiques, contrairement aux déchets radioactifs dont la dangerosité décroît avec le temps.

L'électricité nécessite des moyens de production

L'électricité est toujours issue de moyens (éoliennes, panneaux, barrages, centrales,...) générant des déchets lors de leur construction (extraction des matières premières du sol), de leur exploitation et de leur démantèlement.

Une partie seulement des déchets éoliens et photovoltaïques est [recyclée](#), le reste (les déchets ultimes) est abandonné dans des décharges, brûlé ou [enfoui](#).

Ainsi, pour l'éolien, le béton et le ferrailage des socles ne sont pas retirés du sol, et certaines pales sont [enfouies dans des décharges](#), ou brûlées avec émissions de molécules toxiques organochlorées ([dioxines](#)).

Les quantités de matières premières (principalement béton, acier, aluminium et cuivre) et de déchets doivent être comparées à l'aune de la production d'électricité de chaque moyen de production.

Ainsi, pour une même puissance installée, un réacteur nucléaire, à présent prévu pour fonctionner 60 ans, produit annuellement en France environ 4 fois plus d'électricité (piloteable, elle...) qu'une éolienne dont la durée de vie est de l'ordre de 20 ans. Il faudra donc construire successivement trois éoliennes pour atteindre les 60 ans.

Pour une même production d'électricité que le nucléaire, la [consommation de matériaux](#) de construction des éoliennes doit donc être **multipliée par 12** (4 x 3), ce qui engendre autant de déchets.

Pour les panneaux photovoltaïques, [le gâchis écologique](#) est encore pire. Leur temps de fonctionnement équivalent pleine puissance en Europe (facteur de charge) est d'environ 1000 heures, soit 7,5 fois moins que le nucléaire. Leur durée de vie étant de 30 ans, ils consomment **15 fois plus de matériaux que le nucléaire** pour une même production d'électricité.

Le nucléaire est considérablement moins gourmand en matières premières et laisse beaucoup moins de déchets que l'éolien et les panneaux photovoltaïques pour une même quantité d'électricité produite, et c'est là un [avantage considérable](#).

De plus, les matières premières nécessaires au développement de l'éolien et du solaire photovoltaïque sont peu présentes dans le sous-sol de l'Europe qui devra donc les importer et s'inscrire dans une compétition internationale pour s'en procurer. Ce « détail » a visiblement échappé aux zéloteurs des énergies renouvelables.

Et des métaux « critiques »

L'éolien et le solaire utilisent aussi des métaux qui leur sont spécifiques, dits [critiques](#) (terres rares), notamment dans les aimants permanents des génératrices d'électricité.

Ainsi, les éoliennes en mer (durée de vie 20 ans) utilisent environ 200 kg de néodyme et de dysprosium par mégawatt (MW) installé, soit 600 kg sur une durée de 60 ans (10 grammes par mégawattheure (MWh) produit).

[Ces terres rares](#), bien que ni toxiques ni radioactives par elles-mêmes, sont séparées avec des produits chimiques agressifs de minerais contenant des éléments radioactifs (thorium, uranium et leurs descendants). Leur exploitation accumule donc des quantités importantes de déchets ultimes toxiques ou radioactifs mal gérés, à l'origine de graves [problèmes sanitaires](#), notamment en Chine.

Quelle consommation ?

Si le nucléaire consomme environ 20 grammes de combustible uranium par MWh, seule une petite partie ([un gramme par Français](#) et par an) constitue des déchets ultimes potentiellement dangereux. Ils sont définis avec

précision, parfaitement confinés et gérés en France par l'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs ([ANDRA](#)).

Mais l'opinion publique en a peur à cause des déclarations anxiogènes incessantes des médias qui soulignent complaisamment, à tort, les progrès du recyclage des déchets issus du démantèlement de l'éolien et du photovoltaïque.

Or, l'éolien consomme 250 grammes de composites et de fibre de verre non recyclés par MWh.

En effet, [plus 20 tonnes](#) de ces matériaux carbonés sont nécessaires pour la fabrication des pales d'une seule éolienne de 2 MW (produisant 80 000 MWh en 20 ans, soit 60 tonnes pour produire 240 000 MWh sur une période de 60 ans).

Pour les panneaux photovoltaïques, le [silicium](#) (encore 90 % des panneaux actuels) est extrait industriellement de silice issue des rares filons de quartz très pur, et non à partir du sable des plages.

Le tellure (un des éléments les plus rares de l'écorce terrestre) et le cadmium font partie des éléments toxiques qui sont intimement liés à leur support. Leur recyclage est donc [difficile et insuffisant](#). La durée de vie infinie de ces déchets qui s'accumulent les rend potentiellement plus dangereux que ceux du nucléaire.

100 % renouvelables avec du stockage ?

Si, en plus, comme [l'ADEME l'envisage](#), l'électricité éolienne et photovoltaïque devait être stockée avec de l'hydrogène ou du méthane « vert », alors il serait nécessaire de construire 4 fois plus d'éoliennes ou de panneaux solaires, multipliant ainsi les déchets (à ajouter à ceux de la chaîne de production de l'hydrogène ou du méthane) pour une même quantité d'électricité fournie au consommateur.

Il y aurait donc environ 50 fois plus (4 x 12 pour l'éolien ou 4 x 15 pour le solaire) de matières premières à extraire et de déchets à traiter qu'avec des centrales nucléaires pilotables... qui ne peuvent être remplacées que par d'autres centrales également pilotables à gaz et à charbon, [comme en Allemagne](#).

Or, ces dernières émettent de grandes quantités de CO2, de méthane, et aussi [d'uranium](#), de cendres, de particules fines et de polluants atmosphériques dangereux, dont une grande partie est dispersée dans l'air et restent pour toujours dans les sols jusqu'à de grandes distances des lieux d'émission !

La désinformation de l'opinion publique sur le nucléaire par certains politiciens « verts », avec la complicité de la plupart des grands médias, souligne uniquement ses dangers potentiels (notamment ceux des déchets) et passent sous silence ceux, bien plus importants, des autres modes de production d'électricité, ainsi que leur dépendance aux matières premières nécessaires.

En revanche des associations écologistes semblent apprécier le gaz [importé de Russie](#) comme énergie dite de transition. Mais elles restent étonnamment discrètes sur la toxicité chimique **permanente** (et donc éternelle) de l'arsenic, du cadmium, du fluor, du mercure, du cuivre, du cadmium, du tellure, et des polymères incrustés dans le verre... présents dans les éoliennes et les panneaux photovoltaïques, avec encore bien d'autres éléments non recyclables dangereux pour la santé.

Or, la forte toxicité de ces éléments et de leurs composés non recyclés ne décroît pas avec le temps et s'accumulent.

En définitive, par rapport au nucléaire, pour disposer d'une même quantité d'électricité, l'éolien et le solaire consomment beaucoup plus de matières premières et sèment beaucoup plus de déchets toxiques... pour l'éternité !²

1. Article établi à partir du Chapitre 11 du [document](#) « Éolien et photovoltaïque : la trahison des clercs » de

Bernard Durand et Jean-Pierre Riou.

2. **Annexe**

Les déchets nucléaires sont-ils dangereux ?

Non, s'ils sont rigoureusement gérés comme c'est [actuellement le cas](#).

La radioactivité est présente depuis toujours [partout dans notre environnement](#). Il y a des éléments radioactifs naturels dans l'atmosphère, les rivières, les sols, le béton de nos habitations, le bois de nos meubles, dans presque tous nos aliments et, bien sûr, dans les engrais potassiques épandus dans les champs.

Il y a aussi de l'uranium 238 et du thorium 232 naturels par dizaines de kilogrammes (la teneur peut varier de 0,1 kg à 50 kgs par tonne) dans les premiers mètres du sous-sol de nos jardins, avec leurs descendants radioactifs, dont le radon 222 et le polonium 210. Le Rhône charrie environ 30 tonnes d'uranium chaque année.

Les organismes, dont le nôtre, ont développé des mécanismes de défense cellulaire efficaces (jusqu'à une certaine dose). Notre corps contient des éléments radioactifs comme le carbone 14 et le potassium 40 (10 à 20 mg) dont la demi-vie (le temps nécessaire pour que la moitié se désintègre) est de plus d'un milliard d'années !

L'espérance de vie des Français n'est [pourtant pas diminuée](#), ni celle des habitants de la Bretagne, du massif-central ou des Alpes, car les doses de radioactivité reçues sont faibles et [probablement bénéfiques](#).

L'important n'est pas la durée de vie des déchets radioactifs (dont la radioactivité est d'autant moins intense et dangereuse qu'elle dure longtemps), mais les doses susceptibles d'être reçues.

Or, celles provenant de la production d'électricité nucléaire et de ses déchets sont, et seront, très faibles et ponctuelles (et le plus souvent nulles) devant celles provenant de la radioactivité naturelle généralisée partout dans la nature (sols, rivières, air, mers,...).

1 milliard d'êtres humains en 2100 ?

<https://www.climfacts.org/> , Lesinio , 2020-10-09

Depuis un peu plus d'un an une information est diffusée sur de nombreux sites, les réseaux sociaux et lors d'interviews à la télévision.

Le changement climatique entraînerait un bouleversement tel que la Terre ne pourrait accueillir plus qu'un milliard, voire 500 millions, d'humains en 2100 si le scénario business as usual du GIEC se poursuivait.

Avec [cette recherche](#) on retrouve quelques sites ayant diffusé cette information.

On remarque notamment des reprises par des sites anglo saxons populaires traitant du changement climatique :

- Voice of action : [‘Collapse of civilisation is the most likely outcome’: top climate scientists](#) (juin 2020)
- Climate code red : [At 4°C of warming, would a billion people survive? What scientists say.](#) (août 2019)
- Ecohustler : [Could climate change REALLY kill six billion people by 2100?](#) (décembre 2019)

Ainsi qu'en France par :

- Résistance climatique : [Guide de formation / Guide de l'animateur INVBC \(p. 16\)](#)

Modification (14 octobre 2020) : Suite à notre sollicitation, Résistance climatique a indiqué qu'ils allaient corriger le guide INVBC prochainement.

- La fresque du climat dans une interview sur BFMTV :



D'où vient cette information ?

Cette information provient d' [un article du Guardian](#) dont voici un extrait :

À partir de 2030, plus de la moitié de la population vivra sous les tropiques, une région qui représente un tiers de la planète et qui est déjà aux prises avec les effets du climat. Pourtant, d'ici 2100, la plupart des basses et moyennes latitudes seront inhabitables en raison du stress thermique ou de la sécheresse ; malgré des précipitations plus importantes, les sols plus chauds entraîneront une évaporation plus rapide et la plupart des populations lutteront pour obtenir de l'eau douce. Nous devons vivre sur une surface de terre plus petite avec une population plus nombreuse.

En effet, les conséquences d'un monde plus chaud de 4C sont si terrifiantes que la plupart des scientifiques préfèrent ne pas les envisager, et encore moins élaborer une stratégie de survie.

Rockström n'aime pas nos chances. "Il est difficile de voir comment nous pourrions accueillir un milliard de personnes ou peut-être même la moitié de ce nombre", dit-il. "Il y aura une riche minorité de personnes qui survivront avec un style de vie moderne, sans doute, mais ce sera un monde turbulent, en proie aux conflits."

Johan Rockström est directeur du *Potsdam Institute for Climate Impact Research* en Allemagne et professeur internationalement reconnu sur les problématiques climatiques.

Une information solide ?

Tout porte à croire que cette information venant d'un éminent scientifique est fiable. Sauf que..

En réalité, cette information a été [corrigée par le Guardian](#).

Il s'agissait en fait d'une erreur du journaliste qui a confondu *"a"* et *"eight"* :

Cet article a été modifié le 28 novembre 2019. En raison d'un malentendu apparent, la citation "Il est difficile de voir comment nous pourrions accueillir huit milliards de personnes ou peut-être même la moitié de ce nombre" a été initialement publiée comme "Il est difficile de voir comment nous pourrions accueillir un milliard de personnes ou même la moitié de ce nombre".

En effet si on regarde l'[archive web de l'article](#) en date du 20 novembre 2019 donc juste avant la correction par le Guardian, on retrouve bien cette erreur.

Il semblerait que ce soit Michael Shellenberger qui ait remarqué cette erreur en demandant confirmation à Rockström, comme il l'explique dans [cet article](#) du 4 décembre 2019 :

Pour aller au fond de l'affirmation "des milliards vont mourir", j'ai interrogé M. Rockström par téléphone. Il m'a dit que le journaliste du Guardian l'avait mal compris et qu'il avait dit : "Il est difficile de voir comment nous pourrions accueillir huit milliards de personnes ou même la moitié de ce nombre", et non "un milliard de personnes". M. Rockström a dit qu'il n'avait pas vu la citation erronée jusqu'à ce que je lui envoie un e-mail, et qu'il avait demandé une correction, que le Guardian a faite jeudi dernier. Malgré cela, Rockström a maintenu sa prédiction de quatre milliards de morts".

Note: Concernant Michael Shellenberger, évitons les attaques ad hominem, le personnage étant controversé. La seule pertinence de le citer ici est qu'il est a priori à l'origine de la correction de l'erreur.

La reprise à la télévision britannique

Cette simple erreur de retranscription oral/écrit a eu un certain retentissement, à l'origine surtout chez nos amis britanniques, notamment car elle a été reprise par des membres d'Extinction Rebellion sur la BBC à deux reprises.



- Une fois par Roger Hallam (août 2019)



- Et une autre fois par Sarah Lunnon (par suggestion de la journaliste) (octobre 2019)

Une fois la correction effectuée par le Guardian et ces interviews parues à la BBC, les partisans de l'écomodernisme tel que le [Breakthrough Institute](#) et [Environmental Progress](#) se sont alors jetés sur l'occasion pour essayer de discréditer les fondations scientifiques d'Extinction Rebellion. Cet épisode est bien rapporté dans cet [article d'Extinction Rebellion](#).

Pour résumer, une petite erreur journalistique a été reprise abondamment et continue aujourd'hui à forger une certaine vision des impacts du changement climatique.

Quelles leçons en tirer ?

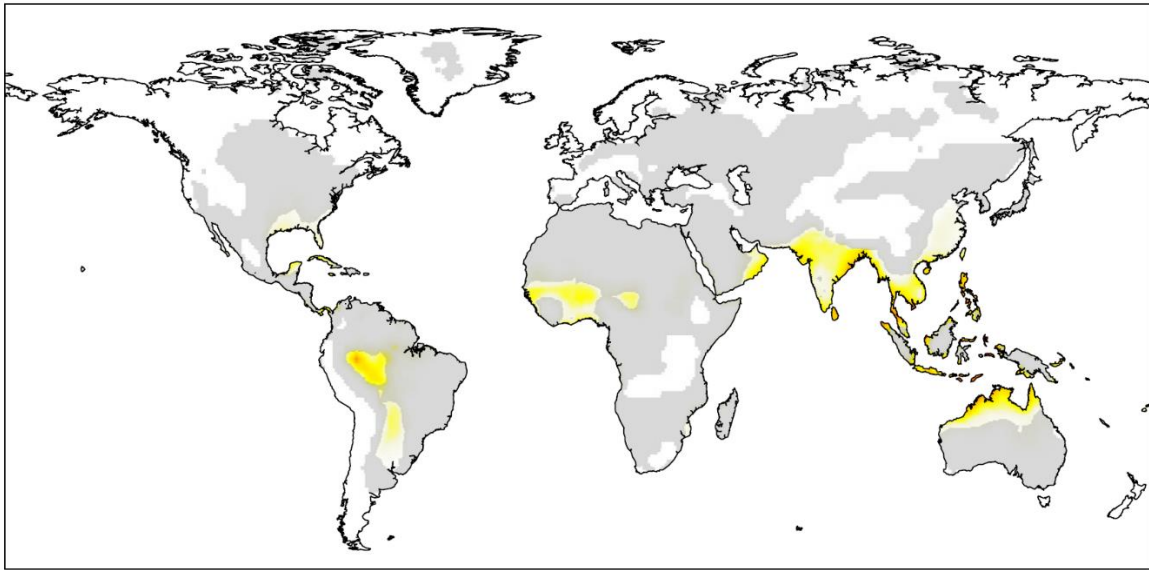
- Est-ce que la planète va mieux qu'on le pensait et il n'y a vraiment pas de quoi s'inquiéter ?
- Est-ce que les revendications d'Extinction Rebellion ne sont pas fondées scientifiquement ?
- Peut-on faire confiance aux scientifiques travaillant sur le changement climatique ?

1/ Rappel : Le changement climatique est une réalité scientifique

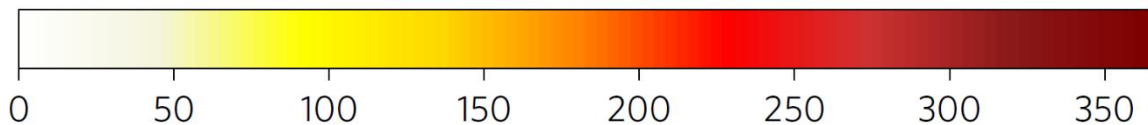
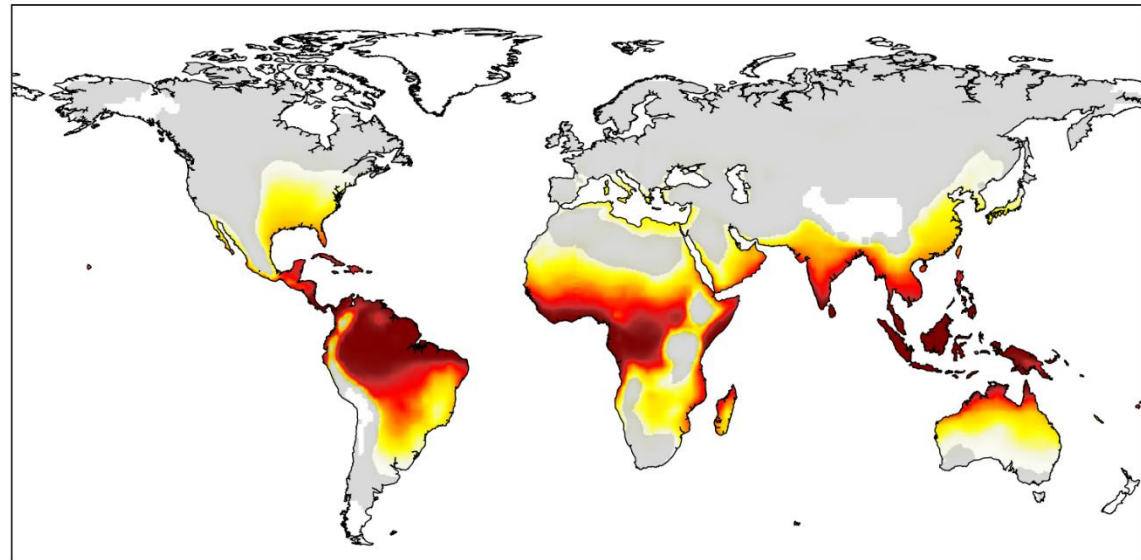
- Voir les rapports du GIEC. Notamment le résumé à l'intention des décideurs du dernier rapport de synthèse, [en anglais](#) ou [en français](#). Et les innombrables ressources sur internet.
- L'environnement qui attend l'humanité dans un scénario tel que celui du Business as usual (RCP 8.5) est apocalyptique, une simple publication scientifique pour soutenir ceci : [Global risk of deadly heat](#) (ou sur [SciHub](#) si vous n'avez pas d'accès à Nature)

Et notamment cette figure qui montre le nombre de jours létaux pour l'Homme dans les conditions de température et d'humidité de l'air (comprendre des jours pendant lesquels un nombre significatif de personnes meurent du fait de vagues de chaleur intenses) historiquement et à l'horizon 2100 dans un scénario RCP 8.5.

Historical



Number of days per year above lethal threshold historically
RCP 8.5



Number of days per year above deadly threshold

Number of days per year above deadly threshold in 2100 in scenario RCP 8.5

Cette figure nous montre qu'environ 30% de la population mondiale est actuellement exposée à plus de 20 jours par an à des vagues de chaleur intenses (relatives à l'humidité) provoquant une surmortalité.

Et qu'à l'horizon 2100, si rien n'est fait pour réduire les émissions de gaz à effet de serre, se sera 74% de la population mondiale qui sera exposée à de tels conditions climatiques. Plus précisément, les moyennes latitudes (40° nord ou sud, comme New-York ou Paris) subiront ces conditions 60 jours par an, contre presque l'année entière dans les régions tropicales humides.

Des milliards de personnes vivront donc presque toute l'année dans des conditions de températures et d'humidité caniculaires intenses provoquant une surmortalité.

Sans tenir compte donc des baisses de rendement agricoles, qui méritent d'être mieux étudiées, même si abordées par l'[un des derniers rapports spéciaux du GIEC](#), combien y aura-t-il de morts et de réfugiés climatiques ?

Difficile à prédire.

2/ Johan Rockström a partagé son sentiment d'expert

Johan Rockström a partagé au Guardian son sentiment en tant qu'expert du climat, que la Terre ne devrait être capable d'accueillir que 4 à 8 milliards d'habitants dans ces conditions. Mais il faut bien distinguer cette déclaration subjective, même si venant d'un expert, des rapports du GIEC qui font office de consensus scientifique. Il y a déjà bien assez à s'inquiéter avec ces rapports, sans avoir besoin de recourir à des arguments d'autorité.

3/ Les erreurs journalistiques

Faisons attention aux chiffres, tous les chiffres, mais spécialement ceux dont l'ordre de grandeur paraît en décalage avec ceux que nous avons déjà en tête. Vérifions l'information. Vérifions en l'origine scientifique, au sens de publication scientifique revue par les pairs.

Dans le cas qui nous intéresse ici, la source d'information était un article de blog qui a repris une information citée par quelqu'un dans une émission de télévision qui lui même l'a repris d'une interview dans un journal grand public ...

4/ Visitions des sites de fact checking

Enfin, visitons les sites de vérification de l'information ayant une grande rigueur scientifique tels que [Climate Feedback](#), qui avait [debunké cette info](#) bien avant qu'elle n'ait été corrigée par le Guardian.

Un autre excellent site de fact checking est [Climate Tipping Points](#) (avec une [traduction en français](#) par Loïc Giaccone).

Conclusion

Une simple erreur humaine de retranscription oral/écrit, dans un journal à forte audience, des propos d'une personne faisant autorité dans un domaine peut avoir une répercussion énorme à l'ère d'internet et des réseaux sociaux.

Il se peut que cette erreur ait modelé en profondeur la représentation mentale que beaucoup se font du monde en 2100 dans un scénario RCP 8.5.

Et ce serait bien normal. En effet nous n'imaginons pas du tout le même monde avec une population soutenable d'1 milliard d'individus ou avec celle-ci se situant quelque part entre 4 et 8 milliards d'individus.

Il est important de garder une grande rigueur scientifique, non pas seulement de la part des producteurs de connaissance (les scientifiques), non pas seulement de la part des journalistes, dont c'est le métier de relayer

l'information, mais également de la part de chaque citoyen qui se voit donner le même pouvoir que chaque journaliste avec les réseaux sociaux et leur énorme pouvoir de propagation de l'information.

Car la rigueur scientifique est la meilleure arme et le meilleur bouclier que possède la lutte contre le changement climatique. Si nous ne la gardons pas, que nous baissons notre garde, nous risquons de le payer très cher. Car nos détracteurs ne manqueront pas une occasion nous mettre une flèche en plein coeur.

Merci à [Loïc Giaccone](#) pour sa relecture de l'article et ses suggestions de correction.

Tuer des animaux pour se sauver du Covid

Michel Sourrouille 7 novembre 2020 / Par [biosphere](#)



Pour mieux lutter contre le Covid-19, sommes-nous prêt à sacrifier des animaux quand on est écolo ? Les modèles animaux, qui permettent de tester « in vivo » les traitements avant de les dispenser aux humains, sont paraît-il cruciaux dans la phase préclinique de la lutte contre le SARS-CoV-2. Dès le mois de mars, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a rassemblé chaque semaine, en vidéo, un groupe international d'experts afin qu'ils sélectionnent les cobayes les plus pertinents. Des visons aux chiens, des chats aux cochons, des poulets aux canards, tous les animaux qui pouvaient avoir un intérêt ont ainsi été utilisés dans le cadre d'expériences. L'équipement d'imagerie exceptionnel rassemblé à Fontenay-aux-Roses permet par exemple de suivre les lésions mais aussi la réponse inflammatoire des animaux malades, « et bientôt l'évolution du pathogène lui-même ». Autant d'observations pratiquement impossibles chez l'humain mais essentielles pour comprendre les vicissitudes du virus. Quelques commentaires sur [lemonde.fr](#), qui l'emporte entre les POUR et les CONTRE l'expérimentation animale ?

Ouuuups : Lectrice assidue du Monde, je me permets pour la première fois d'exprimer mon étonnement quant au traitement journalistique d'un article. Les termes qui sont ici employés s'agissant du sujet délicat de l'expérimentation animale mettent en avant une réification des animaux, les ramenant à de simples « boîtes à outils » et le recours à différents jeux de mots dans les titres voire à une sorte d'humour (« trois espèces se partagent le soin d'accomplir le dernier tour de piste »...) pour désigner les résultats d'expériences sur quatre espèces animales, qui ont nécessairement enduré stress et souffrances dans ce cadre, me laisse perplexe... Si je peux entendre que l'épidémie rend nécessaire ce type de recherches et ne remets pas en cause l'intérêt de l'article, un traitement plus respectueux des animaux (et des lecteurs soucieux de la condition animale) aurait été apprécié...

Alazon : Je suggère que les gens qui sont contre les expérimentations animales se placent dans un grand fichier de refus des médicaments validés grâce à elles. Les médecins consultant celle liste sauront alors qu'il faut les laisser crever plutôt que de leur donner les dits médicaments.

Marioniet : Où sont les vegans, végétariens, végétaliens, pro animaux, défenseurs des animaux, « brigittebardotistes » et autres « aimant-les-animaux »...dont je suis ? Incapable d'écraser un insecte, même

méchant, je déplore que l'on exploite la race animale pour connaître ce virus 19 qui s'éteindra de lui-même, comme celui de la grippe espagnole qui, ELLE, a fait des millions de morts.

pierre marie : C'est votre choix, Marionnet. Vous pouvez refuser tous les traitements. Il est toutefois plus complexe d'en priver les autres... La grippe espagnole a surtout fait des morts car nous ne disposions pas à l'époque des médicaments qui permettait de soigner ces effets secondaires. Aujourd'hui, cette grippe n'aurait pas été un problème majeur.

Anti-démago : Il est honteux de faire souffrir des animaux innocents pour sauver des humains. Ça ne montre que le complexe de supériorité de l'humain, qui de plus en plus se retourne contre lui.

Pelayo Decovadonga @ Anti-démago : Le lion qui a mangé le petit Mamadou avait le même complexe de supériorité. Pourquoi l'Homme serait-il la seule espèce à ne pas avoir le droit de mettre le reste de la nature à son service ? Vous croyez à sa singularité dans le monde animal ? A sa supériorité ?

avec le temps @anti-démago : je te rappelle que la TOTALITE des médicaments, aliments, boissons, vêtements, produits de première ou seconde nécessité, sont testés sur des animaux, avant d'être commercialisés. si tu refuses ces tests, il te faut refuser la TOTALITE des produits commercialisés. il te faut donc t'habiller de feuilles et aller chercher des racines ou fruits « naturels » pour te nourrir...

GuillaumeS : Pourquoi ne pas tester sur des primates humains moins évolués que le hamster : les électeurs de trump ?

Danielito Cevenas : Mais qu'en disent les anti-specistes? Les Bardot et autres écolos animalistes?

Kryssy @Cevenas : L'humain sauve sa peau. C'est logique. Il a supériorité pour lui aujourd'hui (pour combien de temps ?). L'expérimentation animale nous est malheureusement (et je l'écris au sens littéral) indispensable pour sauver notre peau. Nous le faisons au détriment d'êtres vivants à qui on nie l'empathie, les émotions et la souffrance.

HOURRRA HOUUURRRRAA POUR IOSSIF IOSSIFEVITCH BIDENOFF !!!

7 Novembre 2020 , Rédigé par Patrick REYMOND

Le camarade Iossif iossifevitch Bidenoff, vient d'être élu indiscutablement président des USA, même les morts, les chiens, les chats, les pas citoyens votent pour lui ([et même les cailloux](#)) :

"Dans certains états gouvernés par des démocrates, on a des taux de participations qui feraient pâlir d'envie Staline (source: RealClearPolitics) :

- Nevada: 125%
- Pennsylvanie: 109%
- Minnesota: 107%
- Caroline du Nord: 106%
- Wisconsin: 105%
- Michigan: 105%
- Arizona: 101%
- Georgie: 96%"

En parfait filsappaparatchik, Iossif iossifevitch Bidenoff, accède au soviet suprême dans la force de l'âge (d'un géronte) à 77 ans. On le sortira de temps en temps de son sous sol, ou on fera appel à quelques doublures, comme le regretté IV. Staline. Ce sera facile, la doublure devra garder le silence.

Oui, parce quand le vrai parle, il dit que des [conneries](#), [du genre](#), "j'ai truqué les élections comme un salaud". Ce qui est faux, parce qu'il n'en était pas capable, mais qu'on l'a fait pour lui. Des mauvaises langues mettent [en doute sa santé](#).

[Les locataires des kroutchevka](#) ont voté massivement pour lui, étant dans la misère et aspirant à l'augmentation du salaire minimum.

[Les grincheux](#) koulaks rentreront dans le rang : "*Je crains que, si Trump perd cette élection. Le Trumpisme ne fera que [croître](#) et rendre les États-Unis ingouvernables*". Et le raz de marée bleu a emporté chambre des représentants et Sénat. (A l'oreillette on me dit le contraire, et il paraît même que les démocrates ont perdu un état).

"[Les observations](#) de Dreher s'adaptent singulièrement bien à la situation actuelle parce qu'elles suggèrent 1) que cette situation a déjà largement atteint et dépassé ce qu'on peut considérer comme un point de non-retour ;

2) que dans la dynamique ainsi décrite, l'élection n'est qu'une étape parmi d'autres, qui ne fixe rien, qui ne clôt rien du tout, qui ne résout absolument rien ;

3) que dans les diverses circonstances décrites, les personnages, les acteurs principaux font preuve d'une surprenante grandeur dans leur médiocrité, comme grandeur invertie bien entendu, tendue vers le bras, plongée dans le trou noir des agitations sans nombre relevant des activités courantes du crime organisé."

Si le vote par correspondance n'est plus autorisé, n'est pas autorisé ou a été [supprimé](#), c'est qu'il est, intrinsèquement, porteur de fraudes. Point barre.

[Le vote par correspondance](#), en France a été aboli, en 1975, pour lutter contre la [fraude électorale](#). Là aussi, loin d'un "retour à la normal", une présidence Biden sous un président gâteaux, un Brejnev en moins digne, indiquerait une nouvelle aggravation de la crise.

Comme je l'ai dit, une bonne indication de l'Amérique, ce sont les séries. Les [séries catastrophes](#) se portent bien, tout un signe.

SOUVENIR SOUVENIR

9 Novembre 2020 , Rédigé par Patrick REYMOND

[D'une époque](#) que les jeunes ne peuvent connaître. Le temps où l'on votait par [correspondance](#) en France.

"Mais on oublie trop souvent qu'il y a une base partisane. Et je pense particulièrement à certains département où les élus sont entièrement au service de partis fortement centralisés, structurés et organisés. Le terrain est alors favorable à la fraude."

"Michel Poniatowski, [détaillait](#) le type de fraudes relevées aux quatre coins de la France : bourrages d'urnes, "oubli" de bulletins dans le pli envoyé aux électeurs, faux certificats médicaux (à l'époque nécessaire pour voter par correspondance), etc. La loi fut définitivement votée le 19 décembre."

A l'époque étaient visées essentiellement 3 partis, les plus structurés, le PCF, le RPR, et le parti bonapartiste en Corse.

Dans le déclin du PCF, on a parlé du "baiser de la mort de Mitterrand", mais on a oublié la fin du vote par correspondance, qui fit perdre au PCF (et aux autres) des marges importantes, mais beaucoup plus au PCF qu'aux autres...

Pas pour le bousculer totalement, mais pour le faire reculer localement, surtout dans les municipalités acquises par stratégie d'union de la gauche et le priver du surplus supplémentaire pour conserver des positions locales, et afficher son 22 % réglementaire au niveau national...

Une fois perdu le contrôle de la municipalité, on perd le contrôle des employés municipaux, embauchés grâce à la carte. Et on perd, aussi, leur renouvellement. Une spirale de la mort s'enclenche.

Il n'en parut presque rien les premiers temps, jusqu'en 1982, seul le mauvais score de G. Marchais en 1981 aurait pu faire dresser l'oreille.

La moralité ? Ce qui ici fut sujet à fraude, l'est partout. On peut oublier les bulletins, les remplacer, "trouver" des électeurs. Il y a eu aux USA, officiellement 67 millions de votes par correspondance, essentiellement dans les grandes villes, là où la fraude est la plus facile. N'oublions pas qu'aux USA, la carrière et les revenus de certains dépendent des élections. Et que, en dehors de la politique, ils ne savent rien faire.

Le cinéma américain, d'ailleurs, est train instructif. Sur les magouilles électorales, regardez "gangs of New York", ou le [ring de Tammany hall](#), décide AVANT le vote, qui sera élu.

Les républicains ? Pour beaucoup comme Romney, Christie, ils sont aussi corrompus par le système que leurs soi-disant adversaires.

En même temps, la tempête parfaite risque fort de se lever. La production de pétrole, qui avoisinait les 13 millions de barils, est descendu à 11, en attendant de tomber à 7, dans un contexte de faillites accélérées non seulement des entreprises travaillant dans le schiste, mais aussi, de grandes inquiétudes sur la trésorerie, l'endettement et les résultats des majors.

Il est clair qu'un lobby qui ne peut plus tenir ses promesses, n'est plus un lobby. Il perd toute force, et d'abord, une grande part de sa force qu'est la corruption. Comme les grandes zones productrices de fossiles sont des zones "rouges", républicaines, et les déclarations malheureuses de Joe-le-débris, sur le retour à l'accord de Paris, et la politique de culpabilisation du fossile (raciste et nazi, il faut le dire), il va s'en dire que cela risque de chauffer des esprits déjà surchauffés au rouge, au niveau de l'incandescence.

Le "train de vie américain", avec 7 millions de barils, un Mexique au bout de ses ressources, un Venezuela hostile et en déclin, et la [production canadienne](#) apparaît en chute libre, elle qui exportait massivement aux USA. Il va s'en dire, que sa production, pour une bonne partie, n'est pas plus rentable que [celle du schiste](#) aux USA.

Pour peu que quelqu'un décide que le dollar ne vaut plus rien, en cas de politique extérieure trop agressive, les sources d'approvisionnements externe, en tous, risquent de se tarir.

Pour ce qui est de la débilité mentale profonde, il faut citer William Jefferson Clinton, qui trouvait que l'économie allait très bien à la fin de ses 2 mandats. le déficit extérieur était passé de 50 milliards de \$ à 500. Vouloir récupérer le pouvoir, à tous prix, est sans doute une vision totalement surréaliste.

Le bug humain

Didier Mermin 10 novembre 2020



Du striatum à la folie des grandeurs.

Quand nous avons découvert « [Le Bug humain](#) » de Sébastien Bohler en septembre 2019, il nous avait laissé plutôt indifférent, mais [Thibault Gardette](#) vient de le réduire en poussières dans [un article](#) sur le blog de Bonpote, et cela change tout. Parce que sa critique est orientée vers le souci de « démontrer » qu'il n'y a pas de fatalité, et qu'il est toujours possible de « faire quelque chose » pour « sauver la planète », alors que la thèse de Bohler incite à penser le contraire.

La thèse de Bohler

Thibault Gardette lui reproche donc de faire le jeu du *statu quo*, d'en revenir à « la nature humaine », de contredire certaines études scientifiques, d'en extrapoler d'autres et d'ignorer celles qui dérangent. Autant de travers qui font que ce livre est trompeur, il l'écrit en gras : « Ainsi, [Bohler] donne l'impression que ce dont il parle est bien connu et accepté par la communauté scientifique : ce n'est pas le cas. » Mais voyons comment lui-même présente « la thèse de Bohler ». Pour cela, il choisit la fin de l'introduction qu'il cite ainsi :

« Ce que j'ai découvert m'a glacé. Ce cerveau [...] est en réalité un organe au comportement largement défectueux, porté à la destruction et à la domination, ne poursuivant que son intérêt propre et incapable de voir au-delà de quelques décennies. Nous sommes emportés dans une fuite en avant de surconsommation, de surproduction, de surexploitation, de suralimentation, de surendettement et de surchauffe, parce qu'une partie de notre cerveau nous y pousse de manière automatique, sans que nous ayons actuellement les moyens de le freiner. »

Il est quand même curieux que le [striatum](#), cet organe essentiel au « [système de récompense](#) » puisqu'il relie la motivation à l'action, n'apparaisse pas dans la thèse de Bohler selon Gardette, alors qu'il est au cœur de l'ouvrage selon le [résumé sur Babelio](#). En fait, il a cité ce qu'il voulait réfuter, mais qui n'est pas du tout la thèse incriminée, seulement sa conséquence.

Il est évident que le cerveau n'est pour rien dans la « destruction de la planète », ce n'est qu'un raccourci stylistique. **Il nous pousse seulement à vivre**, les destructions sont des « effets collatéraux » qui résultent des lois de la nature, notamment celle de la [diffusion](#). Personne n'émet des GES pour réchauffer le climat, mais tout le monde veut se déplacer, se chauffer, faire tourner des machines, produire moult biens et en tirer profits, et tout cela produit mécaniquement du CO₂. Quant à savoir si « notre cerveau » est « coupable » ou non, un QCM à deux questions suffit pour répondre :

- Quelle espèce est en train de « détruire la planète » ?

- Les humains.
- Les orangs-outangs.
- Autre.
- Un humain peut-il faire quelque chose sans utiliser son cerveau ?
 - Non.
 - Oui.
 - Ne sait pas.

Il est évident que tout ce que nous faisons, connaissons et imaginons, provient de notre cerveau, des choses les plus minuscules aux plus lourdes de conséquences. Cette vérité de La Palice est difficile à admettre parce qu'elle semble insuffisante, Thibault Gardette le dit explicitement :

« Mais [ce livre] n'est pas un outil suffisant pour comprendre la complexité de notre situation et s'en extirper. Cela s'illustre parfaitement dans son explication de l'origine de la crise écologique, qui occulte l'histoire environnementale, économique, anthropologique, et bien d'autres. On lui préférera donc des ouvrages tels que Aux Racines de l'Anthropocène ou encore Le Capitalocène. »

La thèse de Bohler ne porte pas sur « la complexité de notre situation », mais sur **une seule cause basique, matérialiste et universelle : la recherche de récompenses.**¹ Il n'est pas utile de comprendre « la complexité de notre situation » pour deviner que l'on fonce dans le mur, et si l'on plonge dans les sciences humaines pour en savoir davantage, l'on découvre que **tout conduit à des récompenses** (ou des punitions). Le statut social ? Récompense la plus prisée. Les contacts humains ? Récompense la plus naturelle et la plus vitale, en être totalement privé peut rendre fou. Les enfants ? Récompense pour ses vieux jours. Les rapports de force ? Récompenses pour les plus forts. État de droit et législation ? Récompenses sous forme de sécurité. Les discriminations ? Refus d'accorder à certains les récompenses qu'on accorde à d'autres. Infrastructures et services publics ? Récompenses sous forme de commodités. Revenus, rentes, dividendes, *stock options* ? Récompenses, récompenses, récompenses ! Le foot et le loto ? Récompenses ! Les religions et leur paradis ? Récompenses ! Les 72 vierges qui attendent les martyrs du djihad ? La Grande Récompense ! La taxe sur les carburants ? Punition ! Le gouvernement ne voulait punir personne, mais **les faits ont parlé** : les GJ l'ont perçue ainsi, leur striatum les a fait descendre dans la rue, et ils ont enduré les violences policières pour obtenir des récompenses politiques.

La tyrannie du striatum

Il est possible que Bohler se soit débrouillé comme un manche pour défendre sa thèse, mais cela n'implique pas qu'elle est fausse. Le « [système de récompense](#) » joue effectivement un rôle crucial dans la vie de chacun. Un nouveau-né privé d'affection tombe malade et meurt, ce qui signifie qu'il ne suffit pas de prendre soin de son corps, il faut aussi nourrir son esprit. Pour les scientifiques, « *tout est récompense* », même dans la vie la plus proche de la nature :

*« Ce système de « récompenses » est **indispensable à la survie**, car il fournit la **motivation** nécessaire à la réalisation d'actions ou de comportements adaptés, permettant de préserver l'individu et l'espèce (prise de risque nécessaire à la survie, recherche de nourriture, reproduction, évitement des dangers, etc.) »*

A considérer l'infinie diversité des conditions humaines, tout peut « *faire récompense* » : les plus petites choses quand la survie est en jeu, les plus grandes quand on est riche, les plus abstraites quand on est intellectuel ou scientifique. Cependant, dans tous les cas, **le système de récompense ne peut pas s'arrêter**, car le plaisir et la satisfaction qu'il procure sont éphémères. Après qu'un but a été atteint, le striatum exige qu'il soit réitéré. C'est pourquoi [Amélie Nothomb](#) « *publie un ouvrage par an depuis son premier roman* », et pourquoi chacun s'efforce, tout au long de sa vie, de la gagner le mieux possible. Bien qu'il décline avec l'âge, **l'impérieux besoin de récompenses ne s'arrête qu'avec la vie.**

L'addiction n'est qu'un épiphénomène lié aux récompenses immédiates, faciles à obtenir et à renouveler. Le facteur déterminant tient au fait qu'un individu privé de récompenses fera tout son possible pour combler son manque, et c'est ainsi qu'il s'exposera à la drogue ou la délinquance. Quant à celui qui dispose déjà de tout, il continuera à en chercher sous peine de devenir dépressif. Il n'y a là **aucun excès**, seulement « *la tyrannie du striatum* » qui pousse à la survie, empêche le suicide et l'abandon de soi, et s'exerce en **toutes circonstances**, aussi bien pour l'Inuit chassant le phoque que le trader en mal de profits. Pour bien saisir cette « *tyrannie* », il faut s'imaginer dans la peau du chasseur devant traquer une proie pendant des jours. Il ne peut pas dire : « *Oh zut ! C'est trop dur ! Je laisse tomber !* » Lui et sa famille ont le ventre vide, manger est une question de vie ou de mort. **Il doit parvenir coûte que coûte à la récompense**, de la même façon qu'un alpiniste endure des conditions dantesques pour vaincre un sommet. Et que la majorité des humains se contentent de peu ne signifie pas que leur striatum serait moins dictatorial : il l'est tout autant, c'est pourquoi des agriculteurs se suicident quand on leur retire le peu qu'ils ont.

Tout cela montre l'existence d'un lien de causalité bien réel du « *système de récompense* » biologique vers la quête perpétuelle de récompenses, mais il n'est pas déterministe comme la force produit le mouvement. Ici, **l'effet est contingent**, car il dépend de chaque individu et de son contexte.

La folie des grandeurs

Nous allons maintenant montrer que l'on doit l'extraordinaire développement de l'humanité au seul « *système de récompense* » des individus. Nous avons vu que « *tout peut faire récompense* », mais chaque individu « *filtre* » ce qui peut ou non le motiver. Prenons le cas d'un prince saoudien dont la vie luxueuse fait le bonheur des gazettes : il habite un palais immense, se passionne pour les faucons, les courses et les voitures de luxe, affrète des Boeing pour ses voyages internationaux, etc. Quelles récompenses peut-il encore trouver ? Par quels buts peut-il encore être **motivé** puisqu'il a déjà tout ce dont on peut rêver ? La question se pose pour tous les grands de ce monde, des empereurs d'antan aux milliardaires d'aujourd'hui. Animés comme tout un chacun d'une soif continuelle de récompenses, ils ne peuvent pas faire moins que leurs prédécesseurs, il leur faut innover, faire mieux et plus grand. Tous n'y parviennent pas, évidemment, mais c'est à ce phénomène que l'on doit la Grande Muraille et les mausolées des empereurs chinois, les pyramides d'Égypte, la basilique Saint Pierre, les cathédrales, les gratte-ciel, et jusqu'à l'idée saugrenue de coloniser la planète Mars.

Notre cerveau serait « *incapable de voir au-delà de quelques décennies* » selon Bohler : il se trompe lourdement. C'est au contraire parce que les humains ont imaginé des « *récompenses à long terme* », impossibles à obtenir en quelques jours et sans rapport avec leurs besoins vitaux, qu'ils en sont arrivés à construire le monde moderne. Ils ont même imaginé des récompenses *post mortem* : la vie éternelle et bienheureuse au paradis, et l'honneur de laisser un souvenir dans la mémoire des générations futures, à l'aide de moult artifices : tombes, mausolées et autres édifices, mais aussi l'écriture qui a permis la mémorisation à long terme de leurs pensées et de leurs exploits.

Mais il n'y a pas que les « *grands hommes* » et leur soif de gloire, le phénomène se manifeste dans **tous les domaines**. On lui doit rien moins que le progrès dont le principe consiste à « *faire mieux qu'avant* », mieux ou plus selon un paramètre quelconque : plus haut, plus grand, plus rapide, plus petit, plus beau, plus pratique, plus puissant, plus économe, plus luxueux, plus tout ce qu'on peut imaginer. **La mémoire ayant enregistré les prouesses du passé**, les ambitieux n'ont d'appétence que pour « *faire plus* » et « *dépasser les limites* ». Ne pas faire mieux ou différent n'intéresse personne, ce n'est pas digne d'intérêt, il n'y a aucune raison de s'en réjouir, c'est du déjà vu : il faut du nouveau, du changement, que ce soit pour le plaisir ou pour répondre à un besoin. De là cette « *fuite en avant* » dont parle Bohler, et cette « *folie des grandeurs* » qui semble s'être emparé de l'homme moderne, mais qui résulte du seul empilement des récompenses ternies du passé, inscrites dans notre environnement comme un paysage sans attrait.

Morale de l'histoire

N'en déplaise à Thibault Gardette, ce n'est pas en niant cette réalité que l'on pourra sauver le monde. C'est d'autant plus regrettable que les vraies solutions, celles qui ont une chance d'aboutir, ne peuvent venir que d'une connaissance non déformée du réel. Il ne s'agit donc ni de « *changer les gens pour changer le monde* », ni de « *changer le monde pour changer les gens* », (de toute façon le monde change tout seul), mais de changer les récompenses et leur répartition. Il y a peu de chances qu'on y parvienne en temps raisonnable et de façon contrôlée, mais c'est une autre histoire.

Paris, le 9 novembre 2020

NOTE : [1](#) Sébastien Bohler propose aussi des solutions, mais elles ne sont pas au goût de Thibault Gardette. Évidemment, a-t-on envie d'ajouter, car chacun voit midi à sa porte. C'est drôlissime dans ce contexte, car chacun veut « *sauver la planète* » mais avec ses propres solutions, jamais celles des autres qui ne marcheront jamais !

Illustration : [Youtube](#) : « *Coupe du monde 2018 les bleus Champs Élysées patrouille de France* »

Plus de publications sur Facebook : [Onfonedanslemur](#)

SECTION ÉCONOMIE



Charles Sannat: "Covid-21 et le confinement sans fin ! Je n'ai pas de très bonnes nouvelles à vous annoncer !!"

Publié le 9 novembre 2020 à 12:23:32 / [35 commentaires](#) / 4 790 vues

Nous sommes à un moment un peu particulier de cette pandémie. Cela sera peut-être une fausse alerte et il est à espérer que la situation soit rapidement maîtrisée,... Lire la suite



Egon von Greyerz: "Cryptos, Planche à Billets, Covid ou pas,... tout finira par s'effondrer !"

Publié le 9 novembre 2020 à 12:19:49 / [1 commentaire](#) / 1 521 vues

Egon von Greyerz: "Nous allons évoquer le Covid, sa controverse ainsi que toutes ses conséquences sur l'économie, et vous savez c'est d'une telle inconsistance... Lire la suite



Des millions de New-Yorkais n'ont plus d'argent pour se nourrir décemment ! La famine menace-t-elle New-York ?

Publié le 22 octobre 2020 à 18:00:57 / [1 commentaire](#) / 793 vues

Au septième mois de la pandémie de Covid-19, la ville de New York est toujours plus qu'ébranlée, avec plus d'un demi million de résidents au chômage alors que... Lire la suite



Retard de paiements: le coronavirus a amplifié le fléau dans les entreprises

Publié le 9 novembre 2020 à 13:00:59 / 0 commentaire / 169 vues

Conséquence de la crise sanitaire, les entreprises ont de plus en plus de difficultés à régler leurs factures à temps. Le phénomène provoque un véritable effet... Lire la suite



La plupart des gens n'ont pas d'épargne ou sont endettés et ce sont eux qui souffriront lorsque les gouvernements feront faillite

Publié le 9 novembre 2020 à 10:00:32 / 7 commentaires / 671 vues

Ci-dessous, la Pyramide de richesse montre comment 0,7% de la population mondiale contrôle 45% de la richesse mondiale, alors que 8% en détient 85%. Il

s'agit... Lire la suite



Les banques centrales ne réussiront pas à sauver le système. Elles font même tout le contraire !!

Publié le 9 novembre 2020 à 08:00:16 / 0 commentaire / 234 vues

Il est intéressant de voir que les banques centrales échouent constamment dans leurs tentatives de contrôler, ou plutôt de manipuler, le cycle économique. Le système... Lire la suite



Coronavirus: "Nous sommes effondrés" même si "on comprend" le couvre-feu, réagit le PDG du groupe Accor

Publié le 9 novembre 2020 à 07:00:48 / 1 commentaire / 711 vues

Le groupe a préféré céder une partie de son parc immobilier plutôt que de prendre un prêt garanti par l'État. Il prévoit de 1 000 à 1 200 suppressions de... Lire la suite



Des milliers de britanniques se rassemblent dans tout le Royaume-Uni pour dénoncer le confinement !

Publié le 8 novembre 2020 à 23:37:36 / 0 commentaire / 853 vues

L'Angleterre a mis en place son deuxième confinement ce jeudi. Parmi les inquiétudes, la réémergence du Covid en septembre et en Octobre a entraîné une flambée des... Lire la suite



Grèce: Affrontements violents avec la police, les villes se vident alors que le 2nd confinement se met en place !

Publié le 8 novembre 2020 à 16:54:22 / 0 commentaire / 1 633 vues

Au cours des dernières semaines, un certain nombre de pays à travers le monde, dont la France, Israël et, plus récemment, le Royaume-Uni, ont été plongés dans un... Lire la suite



Olivier Delamarche: "Elon Musk est passé 4ème Fortune mondiale en vendant 300 000 bagnoles les gars ! On vit sur du rêve, c'est une arnaque Totale !!"

Publié le 8 novembre 2020 à 16:20:19 / 18 commentaires / 2 301 vues

Elon Musk, à mi-chemin entre inventeur talentueux et communicant excentrique qui manipule les cours de bourse, nous rend souvent perplexe

quant à sa capacité à faire de... Lire la suite



Coronavirus: Scandale en Grèce, il faut recevoir un SMS des autorités pour pouvoir sortir ! Alors, c'est pas chouette la nouvelle technologie ? Bientôt la 5G !

Publié le 8 novembre 2020 à 14:30:34 / 3 commentaires / 712 vues

Reconfinement en Grèce: la population devra désormais se signaler aux autorités par sms pour sortir et attendre le feu vert. COVID19 : en Grèce, il faut

recevoir un SMS... Lire la suite

Jean-Pierre Chevallier: "Les banques sont au bord de la faillite pratiquement ! On est dans de la Pure Cavalerie !!"

Le 08 Nov 2020 à 07:40:42 / 10 commentaires / 4 903 vues



Olivier Pichon et Pierre Bergerault reçoivent Jean-Pierre Chevallier : business économiste, monétariste et analyste financier. "Nos amies" les banques européennes et françaises toujours trop endettées. Le tsunami n'a pas eu lieu mais le rapport fonds propres sur dettes reste très inquiétant (Société Générale par exemple). L'utilisation abusive de l'effet de levier (leverage) a conduit la BCE à injecter 1 900 milliards d'euros dans le système. Le problème est que ces

milliards sont de la pure création monétaire dispensés par Mme Lagarde via le fameux QE (assouplissement quantitatif). Pour l'heure, pas d'inflation consécutive à cette planche à billets mais une lourde menace demeure. En revanche, l'Amérique a distribué des liquidités à partir d'emprunts sur les marchés et les a distribués aux citoyens américains. Ces sommes sont revenues vers les banques sur les comptes courants et les comptes d'épargne très liquide, de telle sorte que les banques ne sont pas menacées, aux USA, par ce fameux tsunami, d'autant que le ratio fonds propres / engagements reste dans des limites raisonnables. Tout ceci devrait conforter le rôle du dollar car la dette américaine est fortement demandée sur les marchés. Il n'est pas encore venu le temps d'enterrer le dollar et la puissance de l'oncle Sam selon Jean-Pierre Chevallier.

Jon Case vient de publier ce TERRIBLE AVERTISSEMENT concernant les Etats-Unis

Source: [Kingworldnews](https://www.kingworldnews.com) Le 09 Nov 2020



Alors que nous nous approchons d'une fin d'année 2020 extrêmement compliquée, Jon Case vient de publier cet avertissement sur les Etats-Unis.

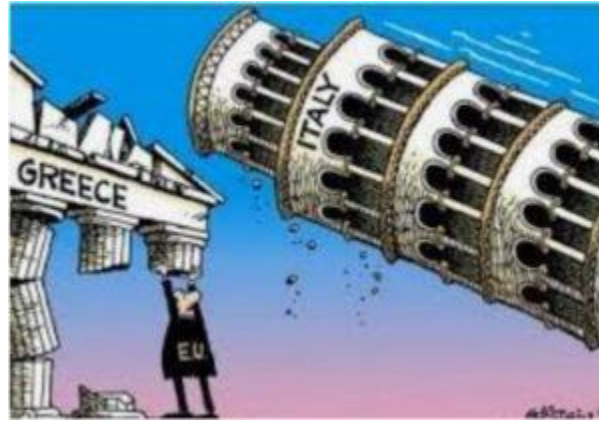
Jon Case, lead manager chez CI Global Asset Management, qui gère 189 milliards de dollars d'actifs a déclaré ceci: *"La dette que nous cessons d'accroître ne pourra jamais être remboursée mais en réalité, elle réduit également le niveau ultime du PIB ! Nous sommes en train de voler l'avenir de nos enfants et de nos petits enfants. Dans les années 80, 1 dollar de dette était utilisé pour créer environ 60 cents de croissance. De nos jours, cela représente 24 centimes, pour chaque dollar imprimé. S'endetter toujours davantage fait de moins en moins progresser le Pib. C'est un problème structurel. Donc, comme nous avons de plus en plus de dettes, ça n'aide pas vraiment. Ainsi, le poids de la dette ne cesse d'augmenter. Certes, cela fait exploser l'activité à court terme, mais à long terme, les perspectives de croissance diminuent toujours davantage.*

Je sais que l'on dépense énormément d'argent aux Etats-Unis. Oui, cela crée de l'activité sur une année ou deux, mais en fin de compte, la dette ne cesse de s'accumuler. Et lorsque la dette augmente plus rapidement et que votre croissance économique diminue, le ratio dette / PIB augmente. Et le tapis sur lequel nous courrons actuellement s'accélère dangereusement, et quelqu'un va finir par tomber, ce qui revient à un risque systémique qui augmente, et c'est là que les gens souscrivent de plus en plus à des assurances sous la forme d'or, qui est la seule valeur tangible."

Eric King: *"Jon, juste un mot sur cette dette. Ne pensez-vous pas que même si les gens utilisent le dollar américain comme monnaie de réserve internationale, que cette gigantesque dette devient tout simplement trop problématique au point où le dollar commence à se déprécier ce qui pourrait avoir de graves répercussions ?"*

Jon Case: *"Eh oui, c'est la question à 1 million de dollars, n'est-ce pas ? Est-ce que les investisseurs vont rester encore longtemps avec des dollars ? On peut regarder où on en est aujourd'hui et faire des comparaisons sur ce qui s'est passé à travers l'histoire. Chaque année, nous avons pris les données du Congressional Budget Office des Etats-Unis, c'est-à-dire les projections internes de la dette du gouvernement américain, et nous venons de les présenter sans rien modifier de manière à être le plus clair possible concernant les derniers résultats. Tout le monde en entend parler, mais quand vous voyez les chiffres, là c'est carrément choquant.*

Et nous avertissons nos clients depuis 2018 que même si vous prenez les projections du Congressional Budget office, qui ont été présentés depuis des lustres de manière excessivement optimistes, eh bien même dans ce cas, ils projettent des déficits annuels de 5% qui feraient passer le ratio dette/PIB de 100% à 128% d'ici 2028. Et un ratio dette/Pib de 125%, c'est lorsque l'Italie a commencé à basculer.



Donc, il y a deux ans, nous examinions une anticipation sur 10 ans. A l'époque, le clignotant était à l'orange, et désormais, le clignotant rouge est juste devant nous.

Depuis cette étude, à peine 2 ans se sont écoulés, or le ratio dette/ PIB est passé cette année à 126% – en 12 mois seulement ! C'est absolument surréaliste d'observer toute cette accumulation de dette cette année. C'est juste là où se trouve l'Italie. Nous savons tous ce qui se passe ensuite quand on se réfère à l'histoire et lorsque vous avez trop de dette. Les Etats-Unis n'ont bien entendu rien à voir avec la situation de l'Italie, mais l'Amérique est tout de même un pays qui, à un moment donné, entraînera (sérieusement) une érosion complète de la confiance envers le dollar américain.

Grâce à 900 ans d'histoire, nous savons tous ce qui se passe avec les monnaies fiduciaires dans une telle situation et ce qui va se passer par la suite. Que l'on soit en 2020 ou en 1920, c'est la même chose. L'exemple le plus emblématique en termes d'impression monétaire et de ses conséquences, c'était la République de Weimar en Allemagne. Et je pense qu'il y a aujourd'hui beaucoup de parallèles avec ce qui s'était passé il y a 100 ans...

Date:	German Marks needed to buy one ounce of gold
Jan 1919.....	170.00
Sept 1919.....	499.00
Jan 1920.....	1,340.00
Sept 1920.....	1,201.00
Jan 1921.....	1,349.00
Sept 1921.....	2,175.00
Jan 1922.....	3,976.00
Sept 1922.....	30,381.00
Jan 1923.....	372,477.00
Sept 1923.....	269,439,000.00
Oct 2, 1923.....	6,631,749,000.00
Oct 9, 1923.....	24,868,950,000.00
Oct 16, 1923.....	84,969,072,000.00
Oct 23, 1923.....	1,160,552,882,000.00
Oct 30, 1923.....	1,347,070,000,000.00
Nov 5, 1923.....	8,700,000,000,000.00
Nov 30, 1923.....	87,000,000,000,000.00

Egon von Greyerz: “Cryptos, Planche à Billets, Covid ou pas,... tout finira par s'effondrer !”

BusinessBourse.com Le 09 Nov 2020



Egon von Greyerz: *“Nous allons évoquer le Covid, sa controverse ainsi que toutes ses conséquences sur l'économie, et vous savez c'est d'une telle inconsistance la façon dont de nombreux pays agissent pour essayer de contenir ce virus, que personne n'agit vraiment de la même manière. L'Allemagne, par exemple utilise des tests PCR et ils ne font pas autant de tests que les autres pays car ils considèrent qu'ils sont plus proches de la réalité en faisant bien moins de ces tests. On voit aussi que l'OMS est complètement perdu.*

Le système financier était malade bien avant le COVID-19

Journaliste: *“Alors aux Etats-Unis, des experts en médecine ont donné des chiffres qui sont intéressants: sur une population mondiale de 7,8 milliards d'individus, il y a 41 millions de cas confirmés et un peu plus d'un million de décès dans le monde aujourd'hui, ce qui veut dire que nous avons un taux de létalité d'environ 2,4 %, ce qui veut dire aussi que 98% de ceux qui l'ont contracté, ne sont pas décédés du virus. Donc le taux réel des décès dans le monde est de 0,003 % et quand on observe cela, nous sommes très loin de la peste noire. Il faut garder à l'esprit que les données économiques impactent également des vies et quand par un simple déclin économique, ce sont des personnes qui peuvent tout perdre, l'emploi, le logement, les pensions etc...”*

Egon Von Greyerz: *“bon , on sait que plus 40 millions d'emplois ont été perdus depuis le Covid-19, que 3,3 millions de petites entreprises ont fait faillite, et 40% d'entreprises tenues par des noirs ont fermées. Il y a donc beaucoup de conséquences par rapport aux politiques menées en fonction de la pandémie. Encore une fois, je ne veux pas passer pour quelqu'un d'insensible quand je parle avec des chiffres précis.*

Alors concernant, toutes ces conséquences humaines et donc aussi financières, le Covid a donné davantage d'oxygène aux banques centrales pour imprimer encore plus d'argent qu'elle allaient imprimer de toutes les façons. C'est même depuis août qu'ils déversent d'énormes quantités de liquidités. Mais c'est encore pire, de très nombreuses industries n'arrêtent pas de fermer. L'industrie des loisirs, les voyages, les hôtels, les compagnies aériennes, et en revanche, certains fabricants de voitures continuent d'avoir besoin d'aides financières, mais pas plus que d'habitude, donc ce n'est pas si mal. Non globalement, il y a une pression économique généralisée, et la dette ne cesse de s'accroître de manière exponentielle. Alors qui va payer pour tout ça ? Personne ne pourra rembourser ! Il n'y a pas de solution, sauf de continuer à imprimer, c'est une réponse extrêmement simple pour une question si complexe. La situation ne va que s'aggraver et on aura de l'inflation à court terme à cause de la planche à billets sur les 12 mois à venir, et impossible sur du long terme de créer de la richesse avec plus d'argent imprimé, et impossible de rembourser de la dette avec encore plus de dettes.

En France, au Royaume-Uni, les entreprises ferment et c'est le cas dans beaucoup d'autres pays européens. Bon maintenant tout le monde parle du fameux nouveau Bretton Woods, une nouvelle monnaie (crypto-monnaie) avec une nouvelle solution pour un vieux problème de dettes...

Quand on y pense, 10, 11 ans après la dernière crise financière, le monde tient toujours debout, enfin selon votre situation, je veux dire les riches ne cessent de s'enrichir et les pauvres ne cessent de s'appauvrir et ils ne s'en rendent pas toujours compte. Mais peu important comment ils appellent cela, plus de billets, une nouvelle

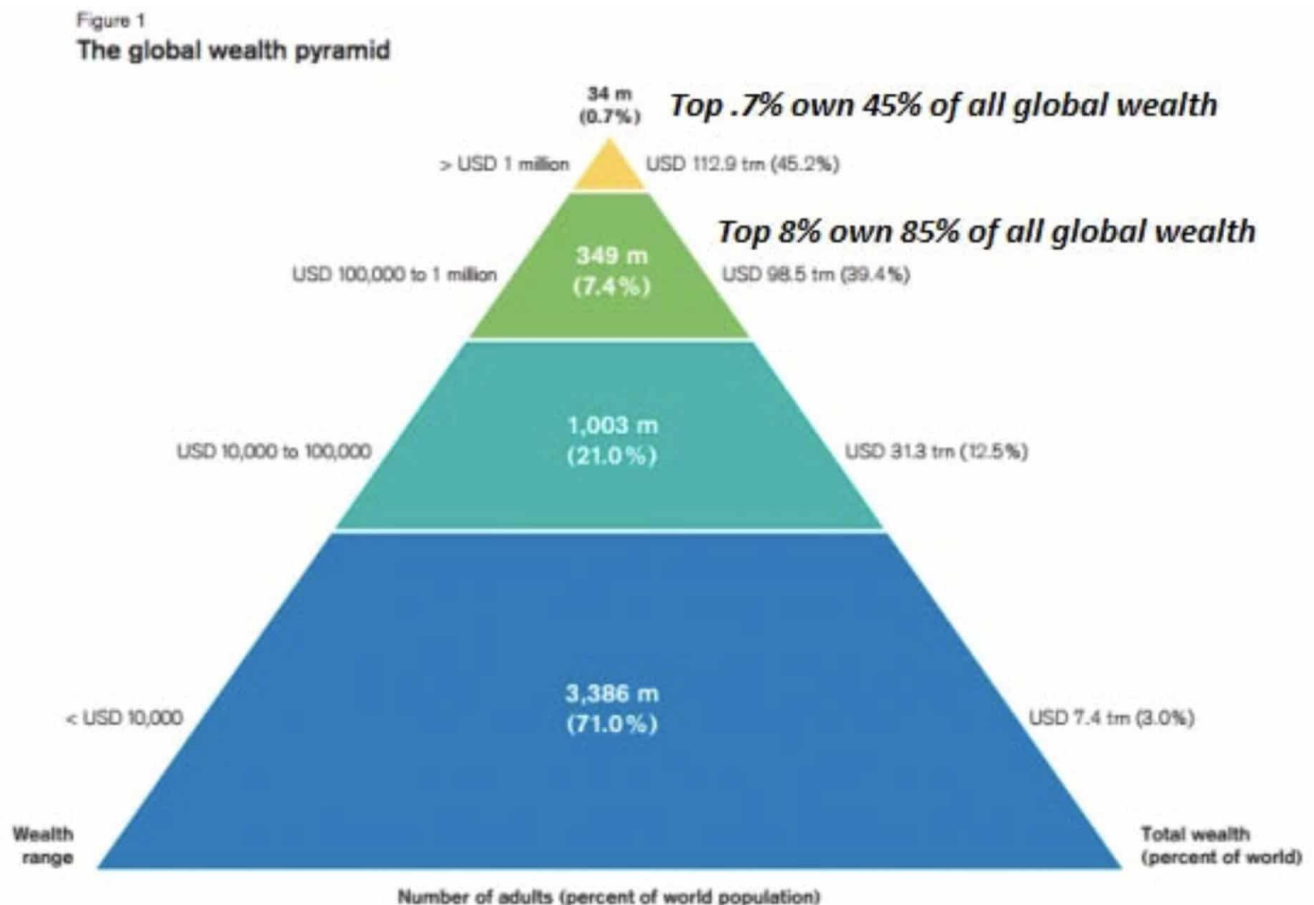
monnaie ou autre, c'est complètement artificiel ! On risque d'avoir une inflation très forte et tout cet argent qui aura été imprimé va détruire le pouvoir d'achat de toutes les devises, et tout va finir par s'effondrer mais quand, personne ne peut le dire...

La plupart des gens n'ont pas d'épargne ou sont endettés et ce sont eux qui souffriront lorsque les gouvernements feront faillite

Source: or.fr Le 09 Nov 2020



Ci-dessous, la Pyramide de richesse montre comment 0,7% de la population mondiale contrôle 45% de la richesse mondiale, alors que 8% en détient 85%. Il s'agit de quelques privilégiés. La plupart des gens n'ont pas d'épargne ou sont endettés. Ce sont eux qui vont souffrir lorsque les gouvernements feront faillite, ce qui arrivera probablement dans les années à venir. Cette répartition inégale des richesses mènera finalement au désordre social et à de graves conflits civils.

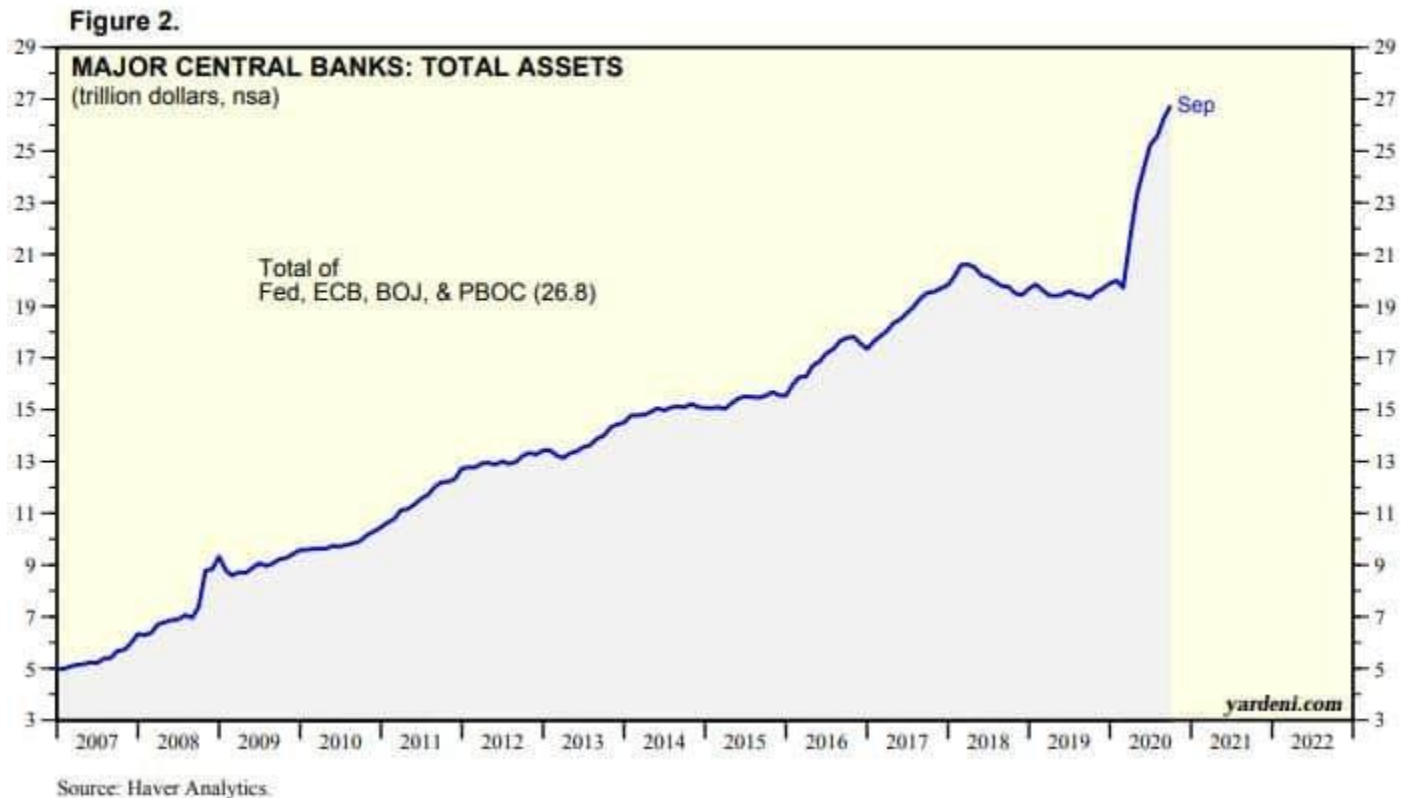


Source: James Davies, Rodrigo Lluberas and Anthony Shorrocks, Credit Suisse Global Wealth Databook 2015

Les banques centrales ne réussiront pas à sauver le système. Elles font même tout le contraire !!

Source: or.fr Le 09 Nov 2020

Il est intéressant de voir que les banques centrales échouent constamment dans leurs tentatives de contrôler, ou plutôt de manipuler, le cycle économique. Le système financier était en faillite en 2006-2009, et il s'est presque effondré. Depuis 2006, les taux d'intérêt ont baissé à presque zéro, voire sont passés en territoire négatif, dans la plupart des pays. Pendant ce temps, [les banques centrales ont imprimé plus de 13 000 milliards \\$.](#)



La courbe d'impression monétaire a pris de l'ampleur en 2009 et, depuis 2019, l'impression s'accélère. Dans le même temps, la dette mondiale est passée de 130 000 milliards \$ en 2006, à [plus de 250 000 milliards \\$](#) aujourd'hui. Ce plan de relance massif que le monde a expérimenté au cours des dix dernières années aurait dû avoir un impact majeur sur la croissance mondiale... mais ce n'est pas du tout le cas. Prenez les États-Unis, par exemple. **Entre 2007 et 2016, le PIB américain avait crû en moyenne de 1,3% par an. [C'était exactement le même rythme de croissance que durant la Grande dépression de 1930-1939.](#)** Ni l'impression monétaire à l'échelle mondiale, ni celle des États-Unis, n'ont aidé le pays à faire mieux que durant la dépression des années 1930. Vous me direz que c'est légèrement mieux depuis 3 ans, oui en effet mais que très légèrement et ce, en laissant le déficit budgétaire déraiser de 1000 milliards \$ par an... C'est une fausse croissance achetée à crédit. C'est un signe clair que l'économie américaine fonctionne sans carburant. Cela ne sert à rien de "pousser sur la ficelle"... pourquoi ? Parce que si nous pouvions tous vivre grâce à la monnaie imprimée, nous pourrions arrêter de travailler et tout simplement continuer d'imprimer. Pour une raison qui m'échappe, les banquiers centraux et les gouvernements ne réalisent pas qu'ils atteindront un point où ils ne pourront plus tromper personne. Je suppose qu'ils consultent des prix Nobel comme Krugman, qui ne comprend pas non plus ce qu'est une monnaie saine.

« Covid-21 et confinement sans fin... ! »

Mes chères impertinentes, mes chers impertinents,

Le dossier Stratégies « **Covid-21 le confinement sans fin** » est en ligne et disponible dans vos espaces lecteurs.

Nous sommes à un moment un peu particulier de cette pandémie, un moment assez similaire à celui qui était le nôtre en janvier 2020, il n'y a pas encore tout à fait 11 mois !

Une éternité pourtant.



https://www.youtube.com/watch?v=DZMG5dErOtI&feature=emb_logo

Cela sera peut-être une fausse alerte et il est à espérer que la situation soit rapidement maîtrisée, pourtant, l'apparition d'un virus mutant au Danemark dans les élevages de visons avec au moins 214 humains touchés par ce mutant peut faire craindre l'arrivée d'un Covid-21.

Pour ceux qui n'auraient pas suivis les événements, vous trouverez dans cette édition, un article consacré à ce sujet illustré par une vidéo, pour le moins dérangeante.

Ce Covid-21, dont certains parlent déjà, pourrait effectivement arriver à la suite de mutations comme celle du cluster 5 au Danemark.

Si cela devait s'aggraver, alors c'est toute la compréhension de la dynamique épidémique actuelle qui serait remise en cause.

La crise sanitaire sera bien plus longue que ce que beaucoup pensent et pour le moment nous n'avons toujours aucun marqueur de fin de crise crédible.

L'économie va continuer à s'enfoncer.

Nos libertés seront de plus en plus rognées au nom de la lutte contre le virus.

Triste monde que celui de cette fin d'année 2020, et rien ne nous dit que 2021 ne pourrait pas être encore pire.

Je vous souhaite un bon JT de l'éco !!

Pour ceux qui veulent aller plus loin et rentrer dans les détails de l'analyse, vous pouvez vous abonner à [la lettre STRATEGIES en cliquant ici](#). Tout abonnement vous donne accès à l'ensemble des archives et des dossiers déjà édités soit 60 documents et des centaines de pages d'analyses, de conseils et de stratégies patrimoniales.

Il est déjà trop tard, mais tout n'est pas perdu. Préparez-vous !

Immobilier. Loyers impayés, bombe à retardement ?

Le problème pour l'immobilier va être double. D'abord l'impossibilité d'expulser un locataire qui ne paierait plus son loyer. Mais ce n'est qu'une partie de l'équation car si comme l'anticipe l'Institut de Recherches économiques et Sociales (IRES) estimait entre 6 et 7 millions le nombre de Français qui pourraient faire face à des difficultés pour payer leur loyer à cause des conséquences de la crise sanitaire, le problème sera de trouver des locataires solvables et capables de payer un loyer... entre un logement vacant et un logement occupé par un locataire en situation d'impayé, le propriétaire qui lui, doit payer un remboursement de crédit chaque mois est dans tous les cas dans une situation inconfortable.

La difficulté de l'immobilier c'est donc l'effet de levier.

Si vous avez peu de mou en tant que propriétaire, vous pouvez rapidement chuter et être obligé de revendre vos biens en catastrophe avec une grosse perte à la clef.

Il faut donc maîtriser votre « effet de levier ».

Charles SANNAT

Crise du Covid: loyers impayés, bombe à retardement?

Face aux nouvelles mesures de confinement et à l'entrée dans la trêve hivernale, l'inquiétude grandit dans le secteur immobilier. Le risque de voir fortement augmenter les impayés de loyers s'accroît. Une situation qui aurait de lourdes conséquences financières pour les propriétaires qui louent afin de rembourser leur crédit immobilier. Analyse.

Le reconfinement dû à la pandémie de Covid-19 ouvre une nouvelle période d'incertitudes économiques en France.

Alors qu'ils étaient restés jusque-là plutôt confiants, les professionnels de l'immobilier au sens large commencent à s'inquiéter des répercussions de cet état de crise prolongé. En effet, l'économie est portée à bout de bras par de coûteuses mesures de soutien du gouvernement. Un dispositif qui ne pourra probablement pas s'éterniser indéfiniment. Si les faillites d'entreprises demeurent pour l'heure limitées dans l'Hexagone, celles-ci pourraient se multiplier au premier semestre 2021.

Début novembre, la presse revenait ainsi sur la «possible bombe à retardement» de cette crise sanitaire que constituait pour le marché immobilier le risque de voir déferler une vague de loyers impayés. Nous sommes aux portes de la trêve hivernale, cette période de cinq mois où une expulsion prononcée par un juge à l'encontre d'un locataire mauvais payeur ne peut être mise à exécution. Cette année, au lieu de se terminer le 31 mars, la trêve hivernale avait été prolongée jusqu'en juillet.

Les petits propriétaires directement menacés

Crise du Covid et trêve hivernale: un cocktail qui ne laisse présager rien de bon aux propriétaires-bailleurs qui, comme le soulignait le Figaro, serait selon l'INSEE environ deux tiers à ne pas avoir les moyens de faire face à des impayés de loyers, ceux-ci étant nécessaires au remboursement de l'emprunt contracté pour l'achat du logement loué.

«Compte tenu du contexte économique (fermetures d'établissements, chômage partiel), beaucoup de gens vont réellement se trouver dans des situations économiques très difficiles. D'autre part, le risque d'expulsion étant encore une fois reporté, certains –de plus ou moins bonne foi– vont tout simplement se dispenser du paiement de leur loyer», résume auprès de Sputnik Maître Catherine Blanc-Tardy, avocate du barreau de Marseille et présidente de Syndec (Syndicat de défense des propriétaires et copropriétaires).

«Nos adhérents sont pour la plupart de petits propriétaires, artisans et commerçants, qui complètent par ces revenus locatifs leur maigre retraite. La situation promet pour eux d'être désastreuse», précise-t-elle. Notons que selon une autre étude de l'INSEE, 40% des accédants (propriétaires ayant encore des emprunts à rembourser) étaient issus de la «moitié de la population la moins aisée» en France.

Même en temps de Covid, la patience des banques est limitée

«À un moment donné, cela va craquer», confirme Wilfried Schaeffer auprès de notre rédaction. «Ce n'est que le début», estime cet avocat à Paris, spécialisé en droit immobilier, qui admet une hausse –pour l'heure modérée– du nombre de dossiers d'impayés. Le juriste met en avant l'effet de «stupéfaction» qu'a eu le premier confinement sur les acteurs économiques. En somme, si face à cet événement exceptionnel que fut le premier confinement, les banques ont fait preuve d'une certaine tolérance à l'égard de leurs débiteurs, cela ne devrait pas s'éterniser.

Bien que maître Schaeffer plaide pour la recherche d'une solution à l'amiable entre le propriétaire et son locataire, celui-ci rappelle qu'en temps normal, la procédure d'expulsion d'un locataire mauvais payeur en France peut durer «entre 18 et 24 mois». Une durée allant bien au-delà de ce que tolèrent les banques en matière de report de paiement de mensualités d'un prêt. Insistant sur le fait qu'à terme, les conséquences financières d'une telle situation peuvent être «dramatiques» pour le propriétaire lésé, l'avocat insiste sur l'importance de saisir un juge avant qu'il ne soit trop tard, à savoir avant que la déchéance du terme ne soit prononcée.

«Autrement, vous vous retrouvez, si c'est une hypothèque, à devoir vendre le bien. Et si c'est un crédit logement, c'est encore pire, parce que le dossier est alors pris en charge par un autre organisme qui paie la banque. Vous n'avez donc plus aucune possibilité de négocier avec elle», met en garde Wilfried Schaeffer.

C'est alors la double peine. Non seulement le propriétaire sera poussé à la vente du bien (et à la perte des frais d'acquisition de ce dernier) sans garantie de le revendre au prix d'achat, mais devra subir une valeur nettement dépréciée par la présence d'un locataire (entre 10% et 30%)... qui plus est si celui-ci est un mauvais payeur. Une perte sèche qui s'accompagne de frais de procédure, sans garantie de recouvrer les sommes dues par le locataire condamné en cas d'insolvabilité de ce dernier.

«Il faut savoir que l'expulsion est l'ultime étape qui va permettre au propriétaire de récupérer son bien, souvent très dégradé –après une période très longue de plus d'une année de temps judiciaire–, durant laquelle non seulement les loyers sont impayés, mais les charges de copropriété et les taxes diverses courent et que le propriétaire doit aussi exposer des frais d'huissier et d'avocat», précise Catherine Blanc-Tardy.

Face à cette crise planétaire, déjà présentée comme la pire depuis la Seconde guerre mondiale, et qui aurait précipité un million de Français supplémentaires dans la pauvreté, les mesures mises en place par le gouvernement afin de minimiser les pertes financières des propriétaires-bailleurs paraissent bien minces.

Les dérisoires aides de l'État aux propriétaires

Action Logement met ainsi une aide exceptionnelle de 150 € par mois sur deux mois –et bientôt six mois, comme l’a annoncé le 24 octobre Jean Castex– sur condition de revenus. Ces dernières concernent notamment les salariés, dont les ressources doivent être supérieures au SMIC et inférieures à 1,5 SMIC, afin d’aider à payer le loyer ou le prêt immobilier.

Les enjeux financiers n’en sont pas moins colossaux. Une étude de l’Institut de Recherches économiques et Sociales (IRES) estimait entre 6 et 7 millions le nombre de Français qui pourraient faire face à des difficultés pour payer leur loyer à cause des conséquences de la crise sanitaire. Cette étude est parue en avril. Un mois où, selon un rapport parlementaire remis le 5 novembre dans le cadre du projet de loi finance (PLF) 2021, la note des retards de paiement avoisinait les 150 millions d’euros pour les seuls bailleurs sociaux.

Signal faible? Une chose est sûre: les propriétaires n’ont pas les reins financiers d’offices HLM gérant des parcs entiers. Pour rappel, la crise de 2008, dite des «Subprimes» tire son origine de la liquidation des logements saisis aux ménages.

Source Agence de presse [Sputnik.com](https://www.sputnik.com) [ici](#)

Les bénéfices du Berkshire Hathaway (Warren Buffet) en baisse de 32 % !



Selon l’agence de presse Reuters le Berkshire Hathaway, qui est le fonds du très célèbre Warren Buffet a publié samedi dernier un bénéfice d’exploitation en baisse de 32 % pour son troisième trimestre par rapport à l’année dernière.

La raison ?

L’impact de la pandémie de coronavirus sur certaines de ses activités !!

Le bénéfice opérationnel est de 5,48 milliards de dollars contre 8,07 milliards un an plus tôt.

Ce sont les activités de la division de pièces détachées pour l’aéronautique et l’automobile qui souffrent le plus au sein du groupe.

Mais ne soyez pas trop inquiet pour Warren Buffet et ses actionnaires !

En effet, le Berkshire Hathaway a quasiment doublé son bénéfice net attribuable sur la période, à 30,14 milliards de dollars contre 16,52 milliards un an plus tôt, grâce à la progression en bourse de certains de ses actifs comme Apple dont il détenait pour 111,7 milliards de dollars d’actions à la date du 30 septembre !!!

Ainsi la société d’Omaha, ne va pas si mal que cela, et si certaines de ses activités plongent, certaines de ses participations voient leur valeur s’envoler.

C'est l'avantage d'un groupe comme le Berkshire Hathaway, il n'y a que la fin du monde qui pourrait ébranler un groupe comme ça et c'est ce que j'avais expliqué dans mon dossier consacré à la [Stratégie Buffet](#). C'est le moment de le relire à la lecture des événements actuels.

Charles SANNAT

Les syndicats des petits commerces demandent la restriction des ventes en ligne



Ce confinement n'a pas été bien pensé, voire pas pensé du tout et il est tout de même assez triste de voir notre gouvernement s'enfermer dans une telle marmelade...

Je ne reviens pas sur toutes les incohérences, mais enfin aujourd'hui nous nous infectons à l'école et dans les entreprises, dans les transports en commun, mais il n'est plus possible d'acheter un slip, une culotte ou une paire de chaussettes.

C'est totalement ridicule, le gouvernement est ridicule et Castex est ridicule dans son entêtement.

Donc on confine tout, ou on déconfiner les petits commerçants... Et si on ferme les restaurants et les bars, on ferme aussi les cantines scolaires et les selfs d'entreprises.

Charles SANNAT

Les petits commerces français demandent l'interdiction du Black Friday

Quatre fédérations françaises de magasins de centre-ville et centres commerciaux ont demandé aux autorités de restreindre les ventes en ligne et d'interdire notamment le Black Friday.

Dénonçant «la scandaleuse inégalité de traitement» entre «les commerçants physiques et les marchands du web», plusieurs fédérations de commerçants français réclament dans une tribune publiée dans le Journal du dimanche (JDD) la réouverture des commerces dits non essentiels dès le 12 novembre.

Dans le même temps, les auteurs de la pétition demandent au gouvernement de restreindre les ventes en ligne «aux seuls produits de première nécessité» et d'interdire notamment le Black Friday.

La tribune est signée par la Confédération des commerçants de France (CDF), la Fédération française des associations de commerçants (FFAC), la Fédération nationale des centres-villes «Vitrines de France» (FNCV) et le Conseil national des centres commerciaux (CNCC).

Pour un moratoire «sur tous nouveaux projets d'entrepôts»

Ils appellent les autorités à mettre fin à «l'iniquité structurelle existante entre la communauté des commerçants

français et les marchands 100% web» avec l'«instauration d'un moratoire sur tous nouveaux projets d'entrepôts».

Toujours dans le JDD, le ministre de l'Économie Bruno Le Maire prévient pour sa part qu'une réouverture «ne pourra [...] s'envisager qu'avec de nouvelles règles sanitaires».

Il souligne également que le gouvernement est en train de développer des solutions en vue d'encourager la numérisation des petits commerces de proximité.

Source Agence de presse russe [Sputnik.com](https://sputnik.com) [ici](#)

L'horreur au Danemark. Le massacre des visons, une simple grippette ?



Cette vidéo est assez impressionnante et choquera les âmes sensibles.

Les 17 millions de visons sont tués, broyés, détruits afin d'éviter qu'ils ne servent de « réservoir » à une nouvelle forme du coronavirus suite à une mutation du virus initial dans ces animaux qui est venue réinfecter 214 personnes à ce jour au Danemark.

[RussEurope-en-Exil]

Les conséquences économiques du re-confinement

par Jacques Sapir 3.novembre.2020



La seconde vague de l'épidémie qui touche, depuis la fin octobre 2020, une grande partie de l'Europe et la décision prise par le gouvernement français, à la suite de nombreux autres gouvernements européens, de re-confiner le pays à compter du 30 octobre, auront des conséquences économiques importantes.

Même si les règles de ce nouveau confinement sont un peu moins strictes que lors du confinement de mars à mai 2020, l'impact économique sera important, et viendra s'ajouter aux difficultés que connaît aujourd'hui l'économie française.

Cet impact ne se limitera pas aux effets immédiats. Il se traduira par une forte montée de l'incertitude chez les ménages et les entreprises, une incertitude qui devrait perdurer tant que l'épidémie ne sera pas efficacement contrôlée. Cette incertitude affectera profondément la trajectoire de récupération de l'économie jusqu'en 2024.

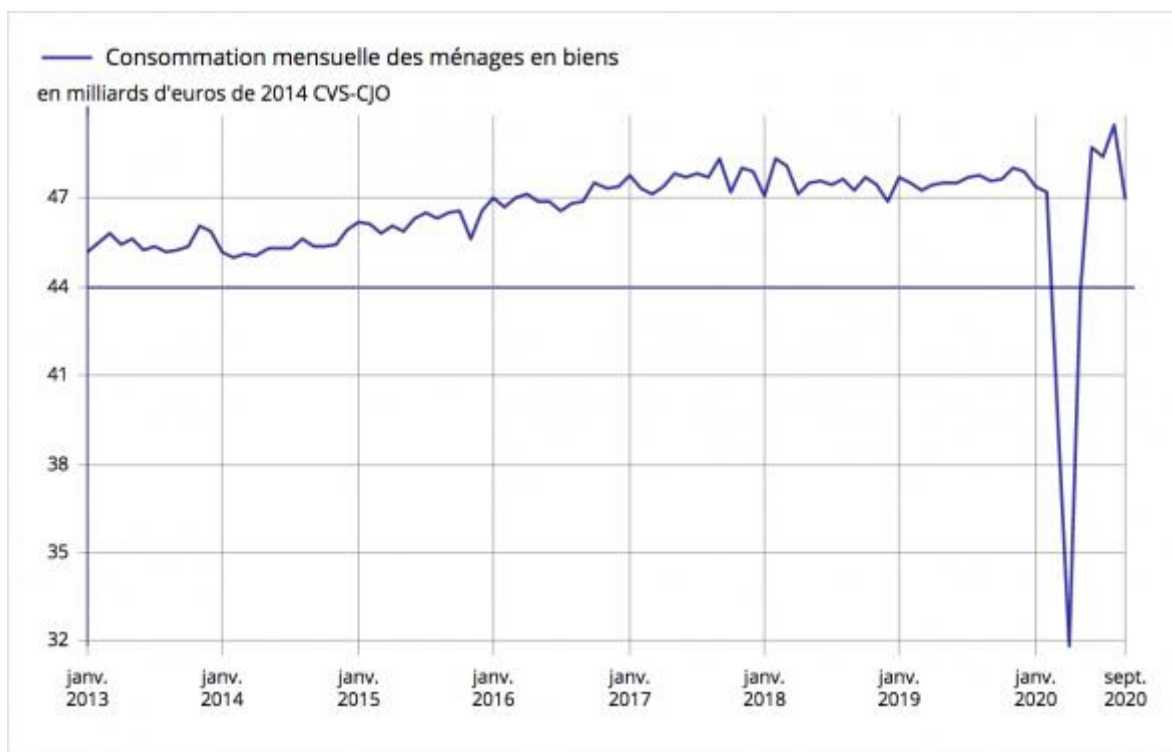
I. Etat de la situation au 30 octobre

Le ministre de l'économie et des finances avait déclaré le 30 octobre que, à la suite du premier confinement, et dans le cadre des effets du second, l'économie française connaîtrait un recul du PIB de 11%[\[1\]](#). Dans les premiers jours de septembre, et sous l'effet d'une reprise relativement forte de l'activité dès le mois de juin, il estimait alors ce recul à -9%.

On notera que cette prévision est légèrement plus optimiste que celle que nous avons faite, et qui situait ce recul entre -10% et -12% (tableau 1)[\[2\]](#). On notera aussi que le FMI estimait, quant à lui, l'ampleur de ce recul à -9,8%[\[3\]](#).

Pourtant, dès la fin du mois d'octobre, et se fondant sur les chiffres de septembre 2020, l'INSEE avertissait que la reprise serait nettement moins dynamique que les chiffres observés immédiatement après la fin du premier confinement.

Graphique 1



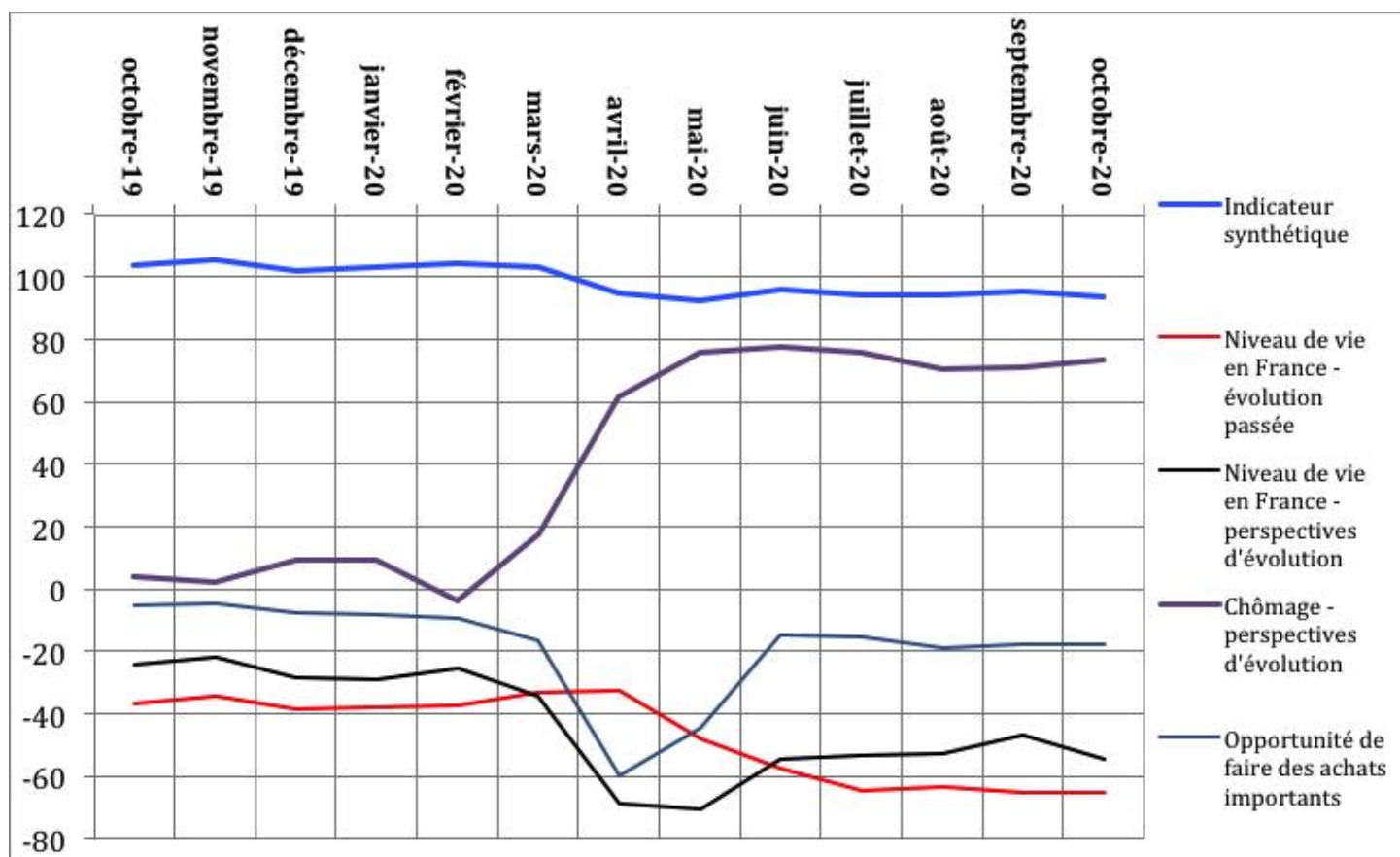
Source : INSEE

Plusieurs indicateurs économiques montraient que l'activité, après le redémarrage des mois de juin et juillet, montrait les signes d'un ralentissement.

Au début du mois d'octobre, la confiance des ménages dans la situation économique baissait légèrement à nouveau : l'indicateur qui la synthétise perdait alors un point par rapport à septembre. À 94, il retrouvait son niveau de juillet et août et demeurait significativement en dessous de sa moyenne de longue période.

Graphique 2

Perspectives des ménages



Source : INSEE

Le ralentissement concernait essentiellement le secteur des services. En octobre 2020, le solde d'opinion relatif aux perspectives générales d'activité du secteur baissait de nouveau et restait donc largement au-dessous de son niveau moyen[4].

Les chefs d'entreprise étaient bien plus pessimistes que le mois précédent sur leurs propres perspectives pour les trois prochains mois : les soldes sur l'activité prévue et la demande prévue chutant et s'éloignant encore de leur moyenne.

Toutefois, les chefs d'entreprise signalaient globalement que leur chiffre d'affaires a augmenté au cours des trois derniers mois : le solde d'opinion sur l'activité passée poursuit son rebond et dépasse sa moyenne de longue période.

Mais, les anticipations sur la demande, baisse. Ceci confirme que le rebond après le 1^{er} confinement était déjà en train de s'essouffler. Concernant l'emploi, le solde d'opinion sur les effectifs des trois derniers mois

augmentait légèrement mais restait au-dessous de sa moyenne. Celui sur les effectifs prévus reculait quant à lui, bien au-dessous de la sienne. Tout ceci se combine pour aboutir à des perspectives négatives pour le secteur des services.

Tableau 1

Latest World Economic Outlook Growth Projections

(real GDP, annual percent change)	2019	PROJECTIONS	
		2020	2021
World Output	2.8	-4.4	5.2
Advanced Economies	1.7	-5.8	3.9
United States	2.2	-4.3	3.1
Euro Area	1.3	-8.3	5.2
Germany	0.6	-6.0	4.2
France	1.5	-9.8	6.0
Italy	0.3	-10.6	5.2
Spain	2.0	-12.8	7.2
Japan	0.7	-5.3	2.3
United Kingdom	1.5	-9.8	5.9
Canada	1.7	-7.1	5.2
Other Advanced Economies	1.7	-3.8	3.6
Emerging Markets and Developing Economies	3.7	-3.3	6.0
Emerging and Developing Asia	5.5	-1.7	8.0
China	6.1	1.9	8.2
India	4.2	-10.3	8.8
ASEAN-5	4.9	-3.4	6.2
Emerging and Developing Europe	2.1	-4.6	3.9
Russia	1.3	-4.1	2.8
Latin America and the Caribbean	0.0	-8.1	3.6
Brazil	1.1	-5.8	2.8
Mexico	-0.3	-9.0	3.5
Middle East and Central Asia	1.4	-4.1	3.0
Saudi Arabia	0.3	-5.4	3.1
Sub-Saharan Africa	3.2	-3.0	3.1
Nigeria	2.2	-4.3	1.7
South Africa	0.2	-8.0	3.0
Low-Income Developing Countries	5.3	-1.2	4.9

Source: IMF, *World Economic Outlook*, October 2020

For India, data and forecasts are presented on a fiscal year basis, with FY 2020/21 starting in April 2020. India's growth is -8.6 percent in 2020 and 6.8 percent in 2021 based on the calendar year.

Or, ces services excluaien ceux liés à l’activité touristique (hôtellerie/restauration), un secteur qui avait particulièrement souffert de l’impact de l’épidémie et où le retour à la normale, en dépit du pic d’activité saisonnier du mois d’août, s’avérait chaotique.

Tableau 2

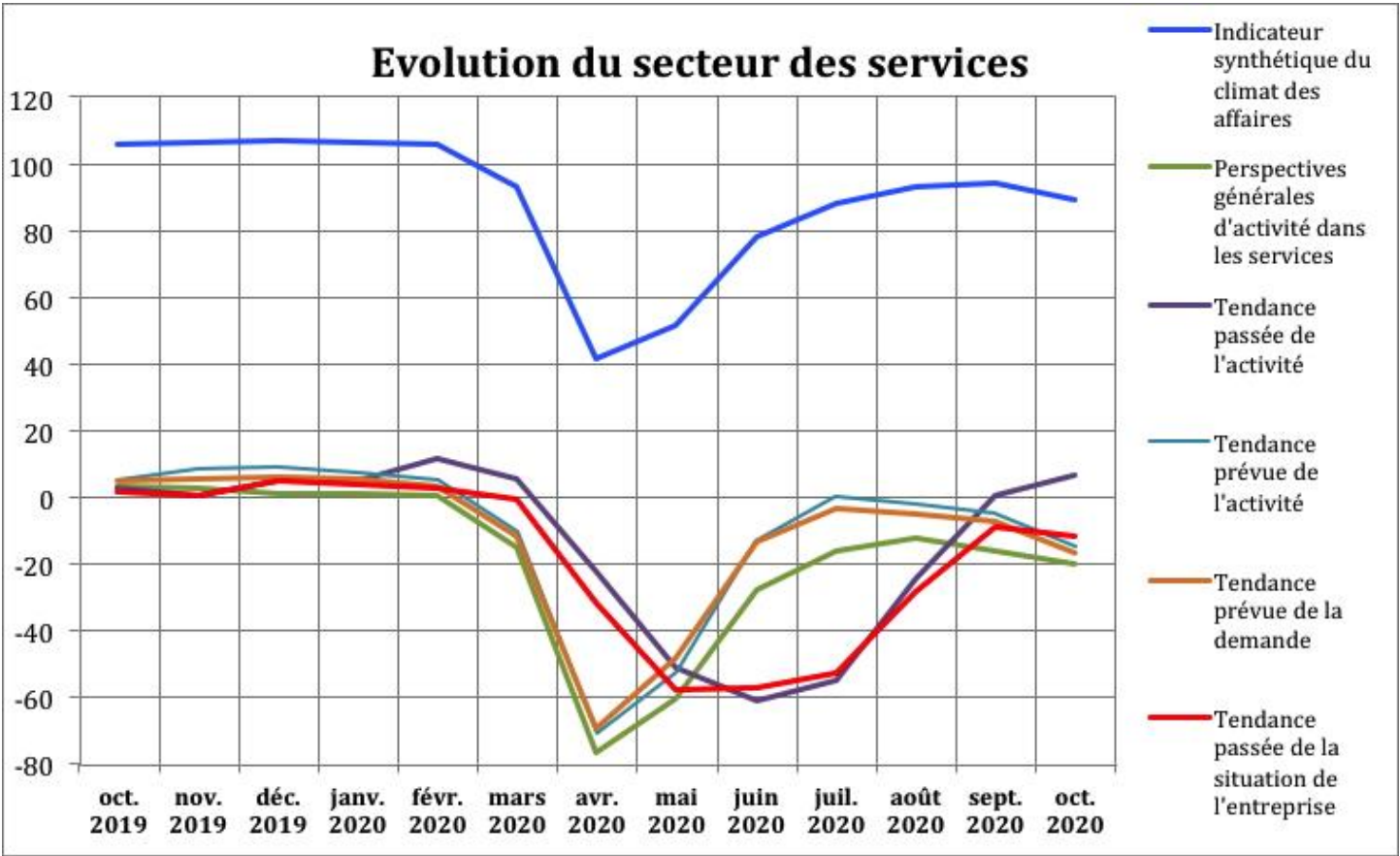
Composition du secteur des services

- 4941A Transports routiers de fret interurbains
- 4941B Transports routiers de fret de proximité
- 4941C Location de camions avec chauffeur
- 5229A Messagerie, fret express
- 5320Z Autres activités de poste et de courrier

(Source : INSEE)

La combinaison des données sur les services et celles sur les ménages dressait un tableau relativement inquiétant de l’économie française à la veille d’être frappée par la seconde vague de l’épidémie. Très clairement, l’économie française n’avait pas renoué avec la situation de 2019 et la reprise de l’activité se déroulait à un rythme moindre que prévu et espéré dès le moi d’août 2020.

Graphique 3



Cette situation générale rendait déjà, au début du mois d'octobre 2020, peu crédibles les prévisions officielles. Les prévisions faites par le FMI en octobre 2020 traduisaient donc cette inquiétude que l'on pouvait avoir sur le rythme du retour à la normale.

On pouvait s'attendre à ce que le 4^{ème} trimestre soit – au mieux – décevant. C'est donc dans ce contexte qu'est survenu le 2^{ème} confinement, imposé par la très forte recrudescence de l'épidémie de la COVID-19.

II – Quel nouveau confinement pour quel impact ?

Le nouveau confinement n'est donc la réplique exacte du premier, loin de là. Il est, pour l'heure, prévu pour un mois. Mais, il est hautement probable qu'il soit prolongé sur 6 semaines, voire sur deux mois.

Les écoles, collèges et lycées devraient rester ouverts, de nombreuses entreprises aussi. Les mesures les plus immédiatement contraignantes concernent la restauration, l'événementiel, les activités liées au sport, les petits commerces qui ne sont pas de « première nécessité ».

En terme d'activité directe, l'impact devrait donc être plus faible, même si les mois de novembre et décembre concentrent une grande partie des achats. Or, les français n'avaient pas repris leur volume habituel de consommation après le 1^{er} confinement.

Le volume des achats qui seront à nouveau retardés, voire annulé, sera important. Or, cela se traduira par une baisse de la production. A l'impact direct, lié à la chute de chiffres d'affaires des commerces et entreprises fermées par décision administrative, il faudra donc ajouter les produits qui ne seront pas fabriqués, faute de demande.

Dans le journal *Les Echos*, des économistes y estimaient le coût de ce nouveau confinement à 5% du PIB produit au 4^{ème} trimestre 2020[5]. Globalement, cela devrait représenter 2% du PIB annuel (compte tenu de l'importance du PIB au 4^{ème} trimestre).

Mais, ceci ne tient pas compte des effets à moyen terme engendrés par ce nouveau confinement. En effet, ce nouveau confinement vient ajouter aux effets du premier l'effet d'une incertitude généralisée. Les acteurs économiques, et une large part de la population, avaient pu penser que le premier confinement, pour aussi pénible qu'il fut, serait unique. Le deuxième confinement fait implicitement peser la menace d'autres épisodes de ce type.

L'incertitude qu'engendre cette 2^{ème} vague, dont nul ne peut dire si elle ne sera pas suivie par une 3^{ème} au printemps prochain, va mettre à l'arrêt les principaux projets d'investissement des entreprises, et pousser les ménages à suspendre leurs projets.

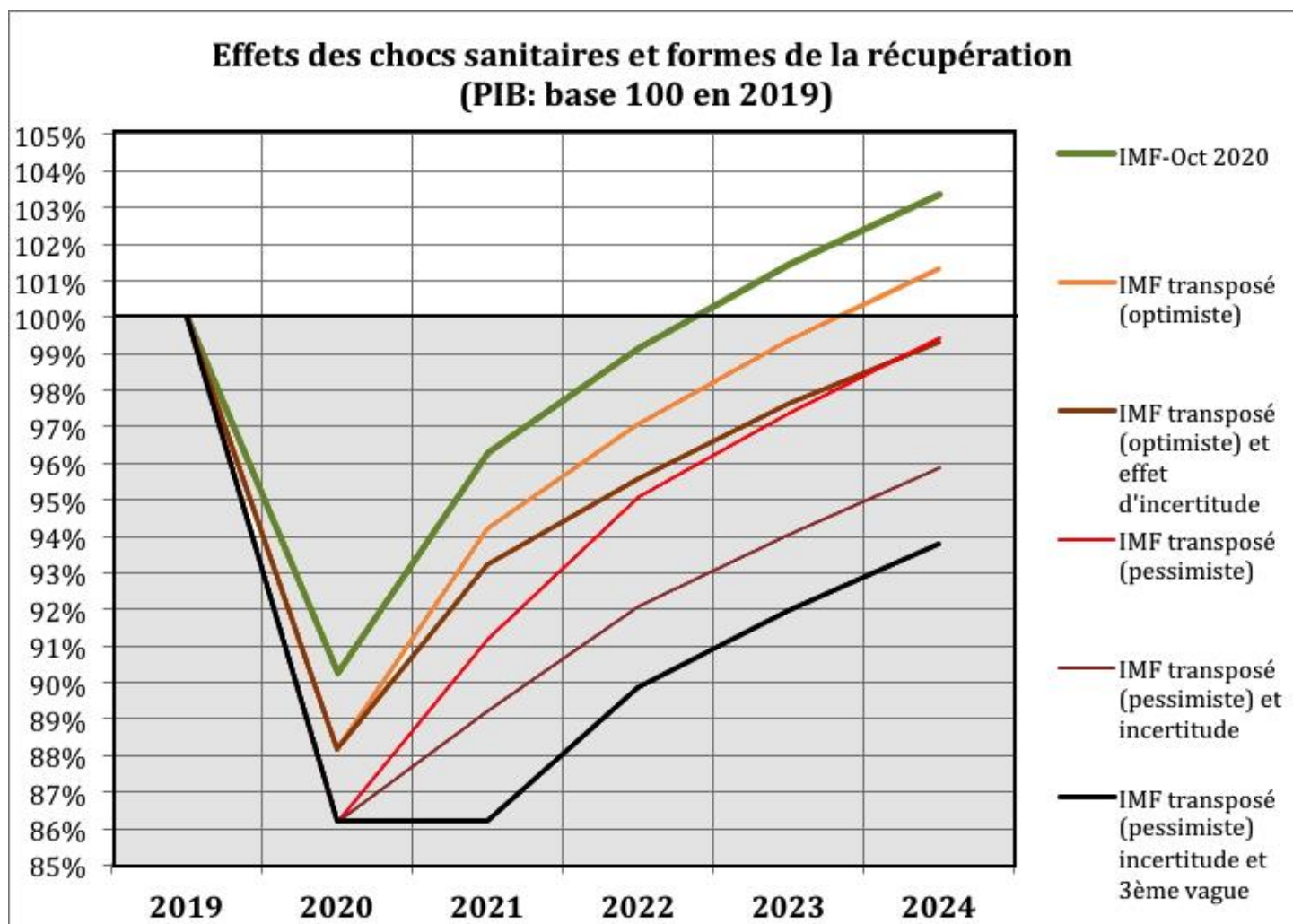
L'investissement privé, qu'il soit celui des entreprises ou des ménages, va être la première victime de cette incertitude. Or, sans investissement, il n'y aura pas de véritable reprise en 2021 et 2022. On doit donc, pour envisager la trajectoire de l'économie française dans les prochaines années, formuler plusieurs hypothèses.

1. Une hypothèse « optimiste » où les prévisions du FMI seraient simplement décalées de 2% du fait du 2^{ème} confinement, et où la reprise suivrait la trajectoire estimée au mois d'octobre 2020.
2. Une hypothèse conservant une estimation modérée de l'impact du 2^{ème} confinement, mais incluant l'effet de l'incertitude engendré par ce 2^{ème} confinement sur le rythme du retour à la normale.
3. Une hypothèse « pessimiste » où les prévisions du FMI seraient cette fois décalées de 4% du fait d'un 2^{ème} confinement plus long, et où la reprise suivrait la trajectoire estimée au mois d'octobre 2020.

4. Une hypothèse avec cette estimation de l'impact du 2^{ème} confinement à 4%, et incluant de plus l'effet de l'incertitude engendré par ce 2^{ème} confinement sur le rythme du retour à la normale.
5. Une hypothèse très pessimiste incluant l'effet d'un éventuel 3^{ème} confinement et d'une stagnation de l'économie en 2021, puis y ajoutant les effets d'une grande incertitude sur le rythme de retour à la normale.

Ces différentes hypothèses sont représentées sur le graphique 4, où la prévision initiale du FMI (qualifiée d'hypothèse « 0 ») sert alors de base pour mesurer l'effet additionnel du 2^{ème} confinement.

Graphique 4



Source : FMI et CEMI – Centre Robert de Sorbon

La première hypothèse peut être qualifiée d'optimiste. Elle repose, implicitement sur l'idée que le 2^{ème} confinement ne durerait qu'un mois et qu'un vaccin efficace (ou un traitement faisant l'unanimité) apparaîtrait vers la fin du printemps 2021.

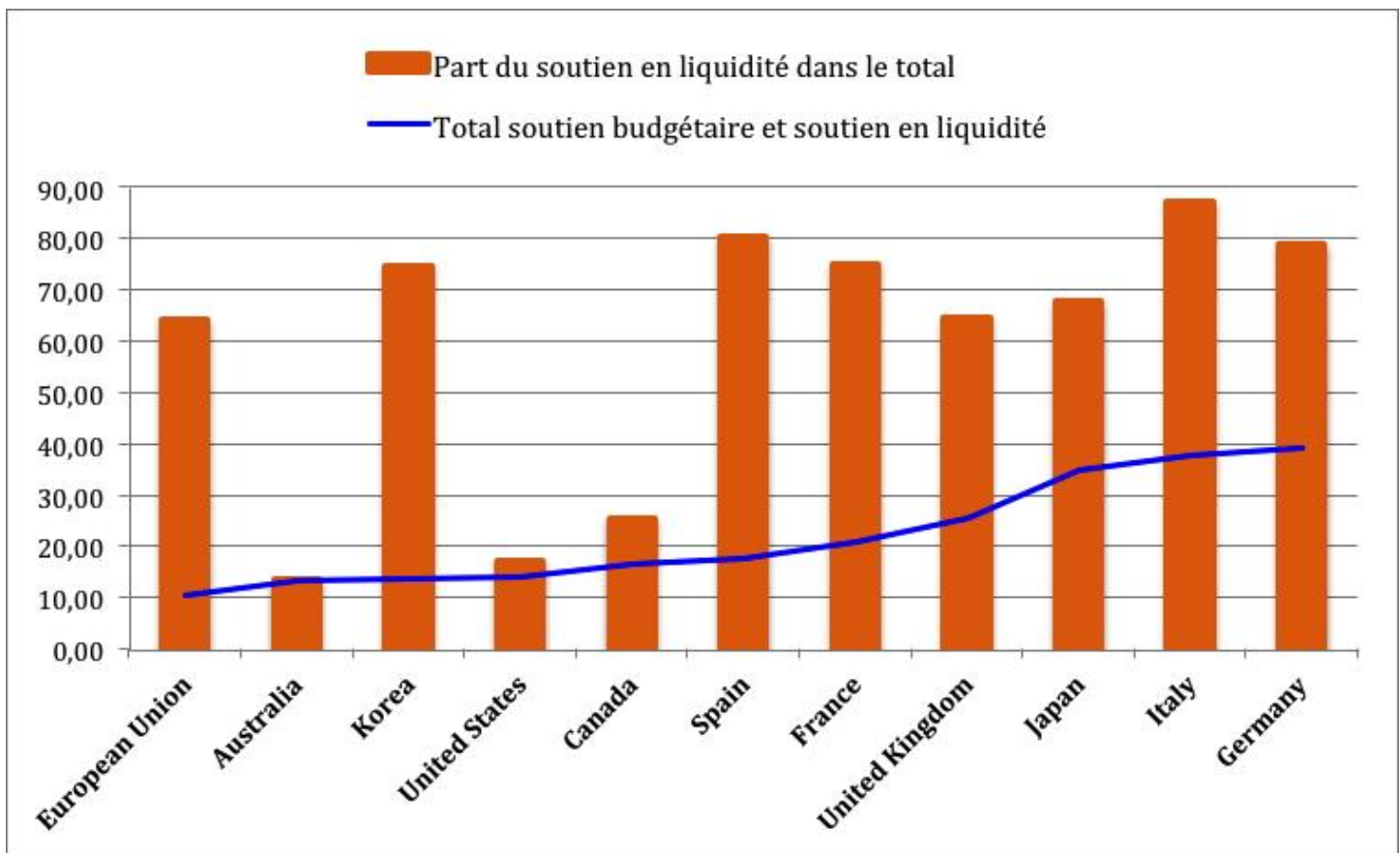
Elle apparaît aujourd'hui comme faiblement réaliste. La seconde hypothèse, qui inclut l'impact de l'incertitude due à des réponses médicales d'une efficacité très modérée, aboutit au même résultat que la troisième hypothèse, qui diffère uniquement de la première par la durée du confinement. L'économie française n'aurait pas retrouvé en 2024 son niveau de 2019.

La 4^{ème} hypothèse, qui inclut, elle aussi, l'impact de l'incertitude aggrave le précédent résultat. L'économie française, en 2024, est loin de retrouver le niveau de 2019, et se situe entre celui de 2017 et de 2018. L'impact peut être mesuré en considérant que, économiquement, nous serions en 2024 renvoyés au moins 6 ans en arrière.

Par ailleurs, cette hypothèse doit aussi inclure un impact important sur les banques. Une partie des prêts garantis par l'Etat ne seront pas remboursés dans cette situation. La situation des banques françaises deviendra difficile du fait de la montée massive des créances douteuses dans leur bilan.

Graphique 5

Poids en % du PIB des aides à l'économie dans différents pays



Source : FMI, septembre 2020

Or, la France, comme l'Italie, l'Allemagne ou l'Espagne, a soutenu son économie massivement par des prêts garantis, ces derniers représentant 75% du total du soutien à l'économie. Inversement, des pays comme les Etats-Unis et le Canada ont essentiellement mis l'accent sur l'aide budgétaire.

La 5^{ème} hypothèse, qui inclut une hypothétique 3^{ème} vague fait plonger l'économie française à peu de choses près au niveau où elle était au début des années 2010. Elle constitue, à l'heure actuelle, l'hypothèse du « pire » qui puisse survenir.

III. Un appauvrissement important de la France ?

En termes de perte de richesse par rapport à la situation de la mi-octobre, le 2^{ème} confinement pourrait avoir, selon les hypothèses retenues, un impact qui irait du raisonnable au dramatique.

Tableau 3

Pertes de richesse (en % du PIB 2019) additionnelles par rapport aux hypothèses du FMI

H Nature de l'hypothèse	2020	2020-2024
1 FMI transposé (optimiste)	2,0%	14%
2 FMI transposé (optimiste) et effet d'incertitude	2,0%	16%
3 FMI transposé (pessimiste)	4,0%	21%
4 FMI transposé (pessimiste) et incertitude	4,0%	33%
5 FMI transposé (pessimiste) incertitude et 3ème vague	4,0%	42%

Deux constatations s'imposent. La première est que l'introduction de l'incertitude dans une hypothèse « optimiste » (1 mois de confinement) ne rajoute que peu de pertes supplémentaires par rapport à l'hypothèse « optimiste » pure.

Par contre, les pertes de richesses montent rapidement dans les hypothèses « pessimistes », et du fait des pertes induites par la durée du confinement et du fait de l'incertitude. Ces pertes atteignent évidemment leur maximum avec l'hypothèse (5), et se monteraient, alors, à 42% du PIB de 2019, en addition – il convient de le rappeler – aux pertes du 1^{er} confinement. Ces dernières, suivant les estimations du FMI, s'élèveraient déjà à 313,7 milliards d'euros aux prix de 2019, soit à 12,9% du PIB de 2019.

A ces pertes globales (pour le 1^{er} et les confinements ultérieurs) qui iraient donc de 26,9% du PIB de 2019 (hypothèse 1) à 54,9% du PIB de 2019 (hypothèse 5) il faudrait alors ajouter les dépenses supplémentaires induites par le traitement de la probable crise bancaire et celles engendrées par toutes les pathologies associées à la forte hausse du chômage qui surviendra inévitablement.

Sur ce dernier point, on doit craindre l'effet cumulatif sur la trésorerie des TPE (et de nombreux petits commerces car on s'attend à ce que 200 000 d'entre-eux fassent l'objet d'une fermeture administrative) de ce 2^{ème} confinement.

En effet, dans les petits commerces les produits vendus financent leur propre achat, les fournisseurs accordant des délais de paiement ou des traites allant de 30 à 90 jours. Le fait que les commerces ne puissent plus vendre (sauf les commerces de produits alimentaires) et, qui plus est, dans une période de fortes ventes anticipées, va causer une crise de trésorerie dans un très grand nombre de TPE et de commerces, crise que le gouvernement cherche à éviter par des mesures spécifiques[6].

Ces dernières comprennent La prise en charge jusqu'à 10 000 € par mois de la perte de Chiffre d'Affaires des TPE/PME qui ont été fermées administrativement, des mesures de trésorerie pour les charges et les loyers à payer dans cette période, un *plan spécial* pour les indépendants, les commerçants et les très petites et moyennes entreprises, plan sur lequel, à l'heure actuel, on ne sait que peu de choses, un accompagnement pour les TPE/PME comme les artisans qui entreprendront des démarches de numérisation et le maintien d'un chômage partiel dérogatoire[7].

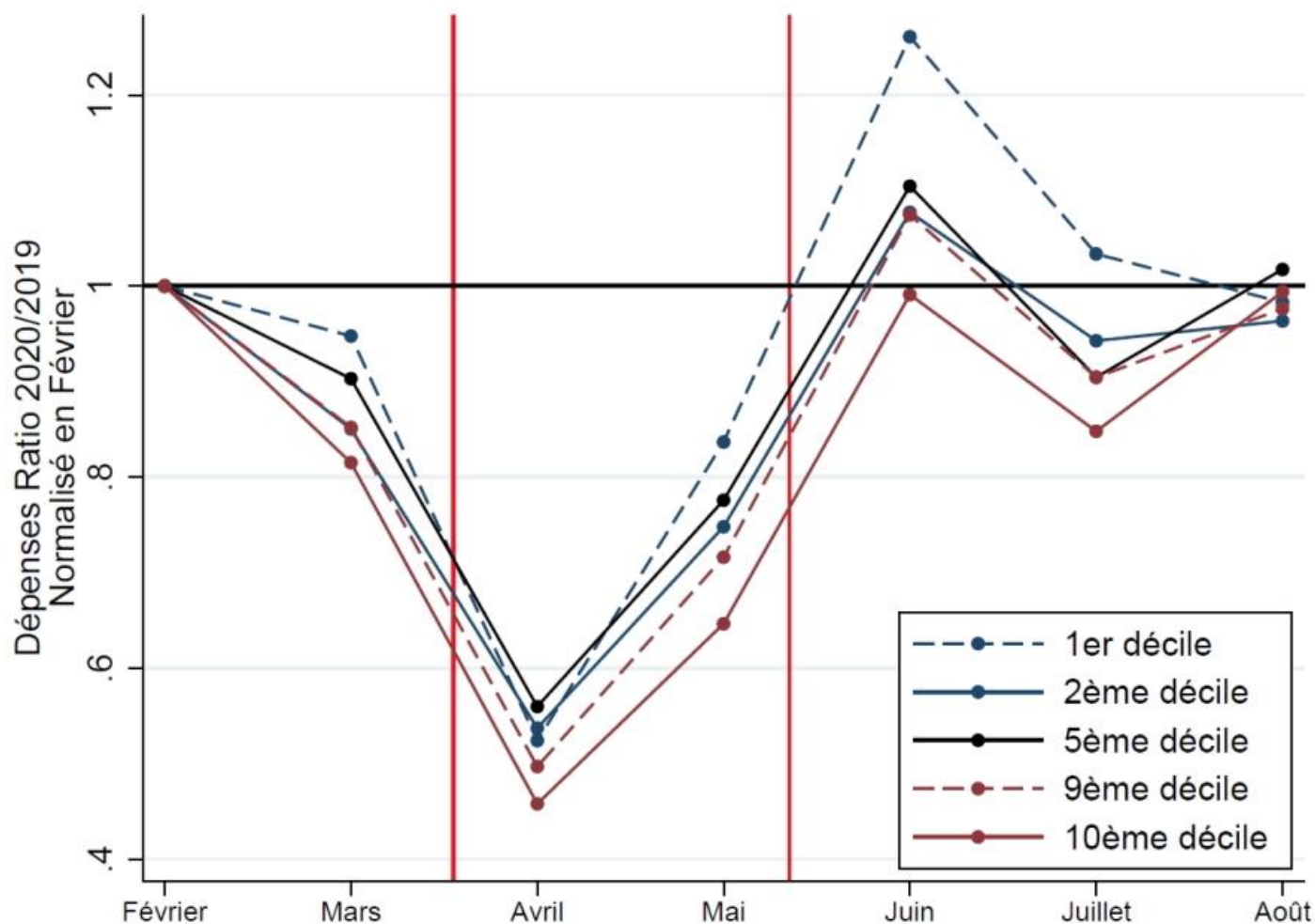
Pour autant le gouvernement n'a ni abordé le sujet des pertes d'exploitation, ni détaillé le « plan spécial » pour les TPE/PME qu'il entend mettre en œuvre.

Ajoutons, et cela a déjà été constaté lors du 1^{er} confinement, que les inégalités croitraient de manière importante. Cela s'est vu dans les comportements de consommation et d'épargne des ménages (graphique 6), ainsi que le montre l'étude du CAE publiée le 12 octobre[8].

Les auteurs de cette étude, réalisée sur la base de l'exploitation des données bancaires, écrivent : « L'accumulation d'épargne pendant la période récente a donc été très inégale. Si l'épargne globale des ménages pendant la période a été massive (près de 50 milliards d'euros de plus que ce qu'aurait prédit la continuation de la tendance pré-Covid), elle a été très fortement concentrée sur les deux derniers déciles. Le surcroît d'épargne des deux déciles les plus aisés s'élève en effet à 32 milliards d'euros. Près de 70 % du surcroît de l'épargne ont donc été faits par 20 % des ménages. Les deux premiers déciles ont en revanche beaucoup moins pu épargner sur cette période » [9].

Graphique 6

Dynamique de la consommation par déciles de dépenses



Source : CAE *Dynamiques de consommation dans la crise : les enseignements en temps réel des données bancaires*, octobre 2020, p. 7.

Ils en concluent : « Cette analyse confirme la grande sensibilité des ménages à bas revenus et à faible épargne aux variations du revenu. En effet la propension marginale à consommer est par exemple plus élevée chez les ménages disposant de moins d'épargne liquide. Elle suggère qu'un soutien beaucoup plus franc aux ménages les plus modestes, plus exposés aux conséquences économiques des mesures sanitaires, va très rapidement s'avérer nécessaire ».

La nouvelle phase de confinement que la France connaît va donc non seulement conduire à une répétition de ce qui s'était produit au printemps dernier, mais risque fort d'y ajouter un élément cumulatif qui risque de faire basculer une partie de la population dans la très grande pauvreté. Il est donc clair que les inégalités se sont accrues[10]. Une note de la Direction Générale du Trésor énumère d'ailleurs ce phénomène lié au confinement[11].

En 2024, le risque est donc non seulement que nous soyons dans une France plus pauvre, mais aussi bien plus inégalitaire que celle de 2010.

Conclusion

Le 2^{ème} confinement aura donc, en dépit des allègements prévus par rapport au 1^{er} confinement (mars-mai 2020), des effets négatifs sur l'économie française. Ces effets seront liés à la fois à sa durée réelle (aujourd'hui un mois, mais potentiellement de 6 à 8 semaines) et au degré d'incertitude sur le futur qu'il va introduire pour les acteurs économiques. Son impact sur l'accroissement des inégalités est plus que probable, même s'il ne peut être estimé avec précision à l'heure actuel.

Le plus inquiétant reste, cependant que, dans les hypothèses (4) et (5), le niveau de 2019 ne serait pas retrouvé avant 2026-2028. Autrement dit, l'économie française connaîtrait, du fait de l'épidémie du COVID-19, l'équivalent d'une « décennie perdue ».

Cette « décennie perdue » aurait des conséquences importantes et sur le niveau du chômage et sur les finances publiques et en matière d'investissements. En conséquence, le « potentiel de croissance » de l'économie française serait alors faible jusqu'à 2030, et sa capacité à retrouver si ce n'est le plein emploi mais tout simplement le niveau d'emploi de 2019, tout en restant dans les cadres actuels de l'euro et de l'UE, resterait très limité. S

eule une politique très expansives des investissements publics, se substituant aux investissements privés défaillants, accompagnée par une modification substantielle du cadre institutionnel européen dans lequel s'inscrit l'économie française, serait susceptible d'éviter cette « décennie perdue ».

Une destruction pas créative pour un sou

François Leclerc 8 novembre 2020 Décodages.com



La vague d'insolvabilité qui plane sur de larges pans de l'économie européenne pourrait entraîner une destruction de richesses sans aucune création en retour, nous sommes entrés dans l'ère de l'économie zombie.

De nombreuses entreprises sont contraintes d'épuiser leurs réserves de liquidités et d'augmenter leur dette au point de mettre leur solvabilité en question. Les prêts et aides des gouvernements ne font que prolonger le suspens.

De graves dommages ne sont pas traités comme il le faudrait. Une perte temporairement comblée par un prêt est toujours une perte et n'apporte pas de réponse à l'érosion du capital. Les bilans de nombreuses entreprises ont été si gravement touchés que le retour à la normale est douteux et ne les placent pas en situation de contribuer à un renforcement de la croissance.

Elles n'investissent pas, les simulations de la Banque européenne d'investissement (BEI) montrent que l'investissement des entreprises européennes pourrait chuter de plus de moitié afin de répondre aux besoins de trésorerie prioritaires. Dans les années à venir, on ne peut pas compter sur les entreprises dont les revenus couvrent à peine le service de la dette, même avec des coûts d'emprunt historiquement bas, pour s'engager dans la politique d'investissement dont l'Europe a besoin. Tandis que nombres d'entre elles peuvent au mieux espérer retarder le constat de leur insolvabilité.

Tout cela indique un besoin urgent de recapitaliser une grande partie des entreprises européennes afin de réduire leur surendettement. Leur recapitalisation est particulièrement urgente pour les petites et moyennes entreprises européennes qui ont moins accès aux marchés que leurs homologues américaines.

La solution réside dans l'injection de nouveaux capitaux, provenant soit des contribuables, soit des créanciers via des procédures d'insolvabilité accélérées qui restructurent les entreprises sans les liquider. La Commission a certes assoupli ses règles en matière d'aides d'État, mais l'absence d'une approche de recapitalisation pan-européenne est une occasion manquée. La ligne de défense de ceux qui néanmoins préconisent cette recapitalisation est inacceptable, car il est proposé en toute indécence que les apports publics ne soient pas assortis de droits de vote.

Ce devrait au contraire être un levier permettant d'introduire la démocratie au sein des entreprises, mais pas sous la forme restrictive du classique « contrôle ouvrier » qui ne correspond pas à des aspirations plus profondes à encourager.

L'économie du re-confinement : Ubu roi

Par Pierre Robert. 6 novembre 2020 Contrepoints.org



En intervenant sur tous les fronts, la machinerie administrative a fait bondir la part des dépenses publiques, rapprochant dangereusement l'économie française d'une économie administrée de commandement soviétique.

Au nom de la santé publique l'administration est en train de passer une camisole de force à notre économie et de lui infliger des dégâts irréversibles. Cette manœuvre s'accompagne d'une restriction drastique du périmètre de nos libertés et d'une mainmise de la technocratie sur l'organisation de toutes les activités.

Une camisole de force

Huit mois après le début officiel de l'épidémie, l'État dicte en effet aux entreprises la manière dont leurs salariés doivent s'organiser pour travailler. Il soutient celles dont il a ordonné la fermeture comme la corde soutient le pendu, règle les salaires d'une fraction croissante de la population et [décide à la place des consommateurs ce qu'ils peuvent ou non acheter](#).

Il prétend aussi [planifier l'hypothétique et future relance](#) d'une économie qu'il a mise à genoux et que manifestement il voue à la décroissance.

En quelques mois, en intervenant sur tous les fronts, la machinerie administrative a fait bondir la part des dépenses publiques de 55,6 % à 64,3 % du PIB, un niveau qui devient réellement extravagant pour un pays développé supposé être encore une économie de marché.

Avec de tels chiffres on se rapproche dangereusement d'une économie administrée de même nature que celle que les citoyens soviétiques ont dû supporter pour leur malheur pendant plus de 70 ans avec les résultats que l'on connaît.

L'épreuve que notre pays est en train de vivre est à cet égard un cas d'école pour montrer l'ampleur des dysfonctionnements que génère l'illusion de pouvoir piloter l'économie par le haut.

Elle met en lumière les raisons pour lesquelles ignorer à ce point son [fonctionnement spontané](#) et ne pas tenir compte du comportement individuel des acteurs confrontés à ce qu'on tente de leur imposer génère des effets pervers et des blocages en série. Quelques exemples en font la démonstration

Le diktat du nécessaire et du superflu

Paru le 3 novembre, un décret fixe les « *mesures applicables aux moyennes et grandes surfaces spécialisées ou généralistes et aux prestations de services à domicile* ».

Si elles font moins de 400 mètres carrés elles n'ont pas de souci à se faire. Mais si elles dépassent cette superficie elles doivent fermer tous leurs rayons proposant à la vente les produits que les consommateurs n'ont plus le droit d'y acheter comme les jouets, les meubles, les bijoux, les livres, les jeux vidéo, les CD et DVD, les vêtements, les fleurs, le gros électroménager mais pas le petit (va-t-on publier un arrêté pour fixer la ligne de démarcation ?) ni les déodorants ou les produits de maquillage...

On imagine l'enchaînement des réunions interministérielles, les échanges frénétiques de textos, les appels téléphoniques multiples, les interventions ciblées des groupes de pression, les arbitrages minutieux qui ont du présider à l'élaboration de ces mesures dérisoires.

Prises dans un souci d'équité pour les petits commerçants contraints de fermer leurs boutiques et pour certains condamnés à court terme à la faillite, ce ne sont pas elles qui vont les sauver.

Ce qui les a inspirées relève du malthusianisme le plus pur (réduire l'offre pour réduire les contacts). Les effets pervers en sont redoutables puisque tous les acteurs physiques sont empêchés de vendre à l'approche des fêtes de fin d'année mais pas Amazon ni les sites d'e-commerce qui peuvent continuer à prospérer.

Au nom de ce que certains nomment « la justice », on aggrave les choses en oubliant que toute mesure imposée d'en haut pour contraindre l'activité lèse le plus grand nombre mais crée des opportunités pour ceux qui sont en mesure de lui échapper.

Lancée à fond la machinerie administrative a produit ce qu'elle fait le mieux : empêcher bien plus que protéger.

Pour ce qui est des services, on a délibérément sacrifié les bars, les restaurants, les coiffeurs, les esthéticiennes, les cordonniers (la liste n'est pas exhaustive) au virus, ce qui a peu de chances de l'amadouer.

Quant à la culture, dans l'esprit de la haute fonction publique, elle fait manifestement partie du superflu, chose pourtant si nécessaire selon Voltaire, et qui l'est encore plus en temps de confinement.

Blocage en vue pour les routiers et le BTP

Sur les autoroutes les restaurants-relais ont été fermés le 30 octobre dernier. 500 000 travailleurs de la route sont concernés. Or ces lieux qui leur assurent aussi le stationnement pendant les périodes de repos, des douches, des sanitaires décents et un minimum de vie sociale leur sont indispensables.

À défaut d'être entendus par les pouvoirs publics leurs syndicats envisagent de passer rapidement à l'action. Sans réponse rapide [ils menacent](#) de «prendre [leurs] responsabilités, avec toutes les conséquences que cela peut engendrer».

On voit comment une question au départ en apparence marginale, un grain de sable dans la mécanique administrative, peut déclencher une réaction en chaîne avec à la clé une avalanche de demandes de dérogations si on y répond positivement ou un blocage de très grande ampleur dans le cas inverse.

Le cas du bâtiment est également révélateur de ce qui se passe lorsqu'on prétend tout régir à coup de normes et de décrets. Il est prévu que si une seule personne est détectée positive sur un chantier, l'ensemble du personnel qui y est employé passe automatiquement en « cas contact » et donc arrête de travailler.

On comprend aisément le degré très élevé d'incertitude que cela génère pour les clients comme pour les entreprises du secteur. On voit mal dans ces conditions comment le BTP pourrait retrouver une activité normale avant longtemps.

L'oukase du télétravail

« Télétravailler cinq jours sur cinq », telle est l'injonction du gouvernement. Pour la ministre du Travail, le télétravail doit être la règle, il n'est pas une option mais bien « une obligation » quand le poste le permet, c'est-à-dire sauf exception justifiée et contrôlée.

Face à un sujet complexe on lance donc un mot d'ordre uniforme et simple qui dicte aux entreprises la manière dont elles devraient organiser leur fonctionnement. C'est une prérogative que le gouvernement ne s'était pas jusqu'alors attribuée.

En agissant ainsi il ne tient aucun compte des particularités propres à chaque branche d'activité ni à chaque entreprise. Philippe Darmayan, président de l'Union des Industries et Métiers de la Métallurgie déplore à juste titre [cette intervention excessive de l'État](#) : « On est en train de rogner sur la responsabilité du chef d'entreprise, qui est d'organiser le travail et de mener le dialogue social ».

Sur le terrain les inspecteurs du travail sont déjà à l'œuvre pour mener des contrôles et infliger des sanctions alors qu'on devrait laisser à chaque entreprise la souplesse d'appliquer le télétravail à la carte en fonction de

leur situation particulière et des réactions de ceux de leurs salariés disant ne pas pouvoir supporter un deuxième confinement. L'économie ne doit ni s'arrêter ni s'effondrer mais le dirigisme ambiant ne l'y aide pas.

Les acteurs de terrain comptent aussi

Ceux qui nous gouvernent ne voient manifestement l'économie que d'en haut, en position de surplomb. Or il faut la voir d'en bas et pour inverser la régression en cours se référer à une autre approche, hostile à sa représentation en termes de système dont la marche serait déconnectée des comportements des individus interagissant sur les marchés.

Au lieu de la penser comme un tout, il faut la penser comme une organisation décentralisée assurant néanmoins, mais de façon involontaire, la coordination des activités. C'est ce à quoi nous invite Hayek pour qui « *la liberté est cette conduite humaine particulière où la coercition de certains par d'autres se trouve réduite au minimum possible dans une société* »¹.

Dès lors le rôle auquel l'État devrait se cantonner est de définir un cadre de règles simples, stables et peu nombreuses. Il est de rendre les acteurs de l'économie responsables de leurs actions, de leur faire confiance *a priori* dans la poursuite de leurs objectifs et le cas échéant de les sanctionner en faisant jouer ses prérogatives régaliennes.

Dans le domaine sanitaire, il était de dimensionner correctement le système de soins dont il s'est attribué la charge en 1945 à la création de la Sécurité sociale, et accompagné des partenaires sociaux.

À l'évidence, en dépit du niveau extraordinairement élevé des dépenses publiques dans notre pays, cela n'a pas été le cas. Face à l'épidémie il devait définir une stratégie équilibrée en [limitant les mesures de confinement aux plus fragiles qui sont souvent les plus âgés](#).

C'est ce que recommandent avec de solides arguments bien des économistes comme Daron Acemoglu ou Christian Gollier, directeur général de la Toulouse School of Economics

On s'est empressé de ne pas leur demander leur avis.

Les vertus de l'ordre spontané

En définitive l'épisode de très fortes turbulences que traverse la société française met en lumière tous les dysfonctionnements d'une économie qu'on prétend régir d'en haut.

Or comme Hayek nous le rappelle :

« *Nous devrions en savoir assez long pour éviter de détruire notre civilisation en étouffant le processus spontané de l'interaction des individus, en chargeant une quelconque autorité de le diriger. Mais pour ne pas tomber dans cette faute, nous devons rejeter l'illusion d'être capables de délibérément créer l'avenir de l'humanité.* »².



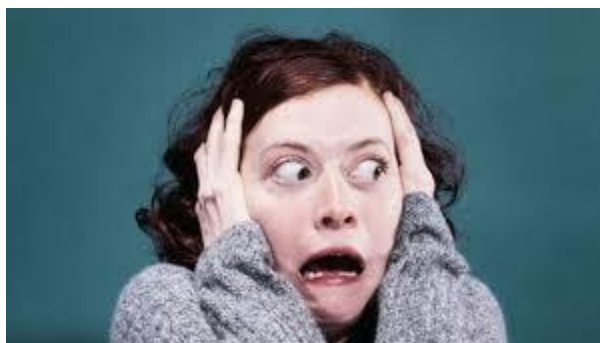
Pierre Robert

Pierre Robert est Agrégé de Sciences Economiques et Sociales, ancien professeur de Chaire Supérieure /Classes préparatoires aux grandes écoles. Auteur, Conférencier, Expert auprès de l'institut Sapiens, il est Chef économiste du Laboratoire Industries & Cultures / EMDP -Paris II, membre du Collectif Art faber. Il est l'auteur de "Fâché comme un Français avec l'économie" paru chez Larousse en 2019.



Essai : pour vous faire comprendre pourquoi il est nécessaire que vous viviez dans la peur.

Bruno Bertez 9 novembre 2020



En réponse à : [Pour contrer l'insolvabilité du système financier suite à la crise du subprime quoi de mieux qu'un subprime géant ...](#)

Le système financier moderne est solvable en lui-même et sur lui-même, ... si on n'en sort pas; puisqu'il suffit de créer de la monnaie de base pour le solvabiliser.

Tous les actifs financiers émis doivent être détenus par quelqu'un jusqu'à ce qu'ils soient retirés de la circulation par le remboursement, la faillite, les buy backs etc

Le système ne peut que se vendre les actifs financiers à lui même, les martiens n'achètent pas encore.

Vendre un actif financier c'est toujours en dernier ressort demander de la monnaie de base et ...offrir de la monnaie de base les banques centrales peuvent toujours le faire, ... tant qu'elle est acceptée.

En mars 2020 nous avons eu une fuite devant le marché financier, « un run » et les banques centrales l'ont stoppée en créant de la base money.

Ce qui est insolvable c'est à dire qui ne peut honorer les promesses contenues dans le système financier et ses valeurs, c'est le Réel.

L'insolvabilité c'est la rareté relative du Réel face à l'illimité du système financier.

Le système financier moderne est un ouroboros, il se mord la queue. Cela depuis qu'il n'a plus d'ancrage.

C'est ce que j'explique depuis 1982! A cette époque je me suis opposé à la dérégulation.

Le système tiendra tant que les porteurs d'actifs et de promesses financières n'en demanderont pas la contrepartie dans le Réel: or, immobilier, marchandises, oeuvres d'art, etc.

L'inflation c'est quand les gens cessent d'avoir peur, qu'ils deviennent confiants dans l'avenir; alors ils se départissent de leurs actifs de précaution et achètent et consomment des biens et des services. Et ils en font donc monter le prix en regard de la monnaie. On offre la monnaie et on demande les biens et services.

Le maintien des peuples dans la peur a pour finalité systémique de leur faire préférer le papier, la liquidité, les actifs de précaution au Réel par précaution, de peur de l'avenir, de peur de manquer.

C'est pour moi la plus grande découverte de Keynes que celle-ci : tant que les gens ont peur ils accumulent des actifs plus ou moins liquides de précaution. Donc ils acceptent la monnaie de la banque centrale et son équivalent, la dette de l'état. Car monnaie banque centrale et dette de l'état sont équivalents.

Éditorial. La situation de blocage politique US va produire, si elle se réalise, une nouvelle bulle mondiale.

Bruno Bertez 9 novembre 2020



Comme je l'ai expliqué dans mon article intitulé « chez Dupont tout est bon, » les marchés gorgés de liquidités oisives, assurés de l'impunité, confortés par les résultats du scrutin, s'orientent à nouveau à la hausse. C'e sera à nouveau une hausse cynique, ce que j'appelle une hausse de misère.

Hausse de misère car elle reposera sur le constat que le gouvernement sera incapable de faire ce qu'il faut pour compléter l'action de la Fed, il n'augmentera pas assez les dépenses pour transformer le crédit en dépenses et en revenus.

Le blocage politique fait anticiper une poursuite du gonflement de la hernie financière; voilà le fond de la situation.

La communauté spéculative apprécie les résultats d'un scrutin qui paralysera Biden; elle fait confiance à Powell pour créer la monnaie qu'il faudra afin de compenser la modicité des stimuli fiscaux.

Comme je l'avais anticipé on peut envisager que les projets fiscaux de Biden seront largement amputées voire divisés par deux.

La bipolarisation a en effet peu de chance de se réduire.

La Fed va être mise à contribution, cela semble évident pour la communauté spéculative mondiale. La communauté spéculative mondiale joue sur du velours, elle tient les autorités monétaires et fiscales en otage et elle les corneaquent en leur disant: « c'est marche ou crève! »

Le mois d'octobre va dans le sens d'un net ralentissement du rebond économique et le regain du Covid ne peut qu'accentuer la tendance à la morosité. Un nouveau stimulus est nécessaire.

C'est la raison pour laquelle les gouverneurs de la Fed sont en campagne depuis plusieurs semaines pour forcer la main des politiciens et obtenir un plan budgétaire.

La Réserve Fédérale a peur .

Elle a peur de devoir aller plus loin dans sa politique monétaire et de devoir franchir une nouvelle étape dans la constitution d'un risque systémique sur le marché financier. Et peut être sur le dollar.

La Fed a le vertige boursier. Elle a appelé les politiciens au secours et le résultat du scrutin , hélas ne va pas dans le sens d'un accord bipartisan sur un plan fiscal puissant et surtout efficace.

La Fed a peur de la Bulle la preuve en est qu'elle ne cesse de répéter non pas qu'il n'y a pas de bulle mais que l'on peut y faire face par de mesures prudentielles , réglementaires au niveau des agents économiques et financiers. Elle reconnaît le risque de bulle mais elle tient à tout prix à nier le fait que si bulle il y a elle va devoir y faire face par des mesures de resserrement monétaire.

Nous sommes au cœur du problème.

Selon le Financial Times du 18 octobre 2020, de hauts responsables de la Réserve fédérale appellent à une réglementation financière plus stricte pour éviter que les politiques de taux d'intérêt bas de la banque centrale américaine ne donnent lieu à une prise de risque excessive et à des bulles d'actifs sur les marchés.

Eric Rosengren, président de la Federal Reserve Bank de Boston, a déclaré au Financial Times que la Fed manquait d'outils suffisants pour «empêcher les entreprises et les ménages» de prendre un «endettement excessif» et a appelé à «repenser» les questions de «stabilité financière» aux États-Unis.

Si vous menez une politique monétaire de taux d'intérêt bas pendant une longue période, vous avez besoin d'une autorité de surveillance financière solide afin de pouvoir limiter le niveau de prise de risque excessif qui en découle », a-t-il déclaré en substance. Vous noterez en souriant que Rosengren pratique la langue de bois et désigne la vulgaire spéculation actuelle sous le nom pompeux et noble de « prise de risque excessif! »

Tout en reconnaissant maintenant que la politique de taux d'intérêt bas peut encourager les bulles sur les prix des actifs, les responsables de la Federal Reserve Bank sont néanmoins d'avis que pour éviter que les bulles d'actifs ne deviennent une menace pour la stabilité financière puis pour l'économie, il est nécessaire d'imposer des réglementations plus strictes aux consommateurs et aux entreprises.

Dans la manière de penser des décideurs politiques de la Fed, ce sont les entreprises et les consommateurs qui sont responsables des effets néfastes des bulles et que c'est donc eux qui faut contrôler et surveiller!

La Fed pense faux.

Il est étonnant que les responsables de la Fed mettent en garde contre la conduite des ménages et des entreprises en ce qui concerne les politiques de taux d'intérêt bas de la banque centrale américaine. La Fed met en garde contre ... ce qu'elle cause!

Il ne leur est pas venu à l'esprit que la cause principale des bulles réside dans les politiques monétaires trop souples de la banque centrale américaine et non dans les réactions des consommateurs et des entreprises.

En affirmant qu'une politique réglementaire prudentielle peut empêcher la formation de bulles, ou y parer, la Fed non seulement pense faux, mais elle ment: elle sait très bien que ce n'est pas à ce niveau que les choses se passent. Elles se passent non pas en aval de la politique monétaire, mais en amont!

La production de bulles n'est pas une conséquence non voulue contrairement à ce que l'on veut faire croire au public naïf et aux médias simplistes, non, la production de bulles est délibérée dans le nouveau système mis en place par Greenspan: la régulation par les bulles est le prolongement de la régulation ancienne par le cycle du crédit.

Simplement comme la régulation par le crédit est dépassée depuis longtemps, comme on a dépassé ses limites intrinsèques, les autorités monétaires sont obligées d'aller plus loin, plus loin jusqu'au risque qu'elles évitaient dans le passé: l'inflation délibérée des prix des actifs.

L'inflation des prix des actifs est le moyen de repousser les limites du crédit, les limites de la solvabilité par les cash flows, les limites de la solvabilité par les collatéraux.

Face à l'insolvabilité en regard des flux financiers on a mis en place une pompe qui gonfle la valeur des actifs qui servent des répondants, de garanties des dettes.

Avant, la solvabilité était garantie par les cash flows, maintenant dans le nouveau système, alors que les cash flows sont insuffisants, la solvabilité est garantie par les patrimoines, les actifs, les bijoux de famille, l'immobilier ou les espoirs sur leurs valorisations futures.

Comprenez une fois pour toutes que baisser les taux d'intérêt c'est essayer d'imposer un monde où on se contente de cash flows insuffisants. La baisse des taux sans risque produit la baisse des taux avec risque et donc impose que l'on se contente de cash flows de plus en plus faibles.

On est passé d'un système de crédit et de solvabilité fondé sur le profit à un système fondé sur l'inflation du prix des actifs, ce qui est exactement la réplique du système, du Système de John Law!

Quand les taux d'intérêt sont à zéro on n'a plus besoin de profit pour honorer et servir les dettes, on a simplement besoin que la valeur des actifs au bilan ne cesse de monter.

On ne peut vouloir une chose sous un aspect et ne pas la vouloir sous un autre aspect qui lui en est indissociable.

Vouloir que les gens se contentent de rentabilité très faible et de plus en plus faible signifie la même chose que de dire le prix des actifs anciens doit sans cesse devenir de plus en plus élevé.

La politique de régulation monétaire consiste dans son cycle entier à pousser le cycle du crédit à ses limites extrêmes, à utiliser au maximum le crédit impulse et l'effet de levier, à gonfler le prix des actifs afin de créer des collatéraux qui solvabilisent la masse de dettes et il suffit de compléter en alimentant en liquidités pléthoriques afin de masquer la réalité de l'insolvabilité par l'illusion de liquidité. 1

La politique monétaire a fondamentalement pour objectif et effet de soutenir à bout de bras l'édifice des fausses valeurs du crédit, des dettes privées et publiques et des actions.

Pourquoi ? Tout simplement parce que les bulles sont , ne sont rien d 'autre que de la monnaie sous une autre forme, de la monnaie qui a glissé le long de la pente de la recherche de rendement.

Les bulles ce sont des avatars de la monnaie mise en circulation, avatars qui se développent/mutent tout au long de la pente de la recherche du plus grand profit , du moindre risque et de la jouissance la plus rapide.

Bulle =égale Monnaie.

Une bulle c'est de la monnaie qui a glissé le long de la pente du plus grand profit facile, c'est ce que la Fed utilise à l'aller de sa politique monétaire mais qu'elle récuse au retour de cette politique. Elle utilise cette relation monnaie=bulle mais elle la récuse dans le sens bulle =monnaie. C'est un mensonge prométhéen car la substance qui fait la Bulle, les Bulles, c'est la monnaie.

Et j'ajoute cette vérité: une bulle ne se définit pas par un prix excessif en regard des fondamentaux, non une bulle ce n'est pas un prix mais une masse multipliée par un prix.

Ainsi en Europe il y a une bulle colossale de masse monétaire et pourtant cette masse monétaire n'a pas grossi en prix , elle a grossi en quantité émise.

C'est la même chose avec les emprunts d'état dans le monde: ils font bulle non pas en raison de leur prix boursier mais en raison de la masse colossale qui en est émise et qui est disproportionnée en regard des capacités de remboursement et de service de ces dettes par les états.

Une bulle ce n'est pas seulement un prix c'est un prix que multiplie une masse.

En fait c'est encore plus compliqué que cela car il faut non seulement introduire l'aspect volume/quantitatif comme je viens de le faire mais aussi l'aspect qualitatif: l'émergence d'une bulle n'a pas besoin d'être toujours associée à une hausse des prix – par exemple, si le taux de croissance des biens correspond au taux de croissance de la masse monétaire, aucun changement de prix n'aura lieu. L'important n'est pas de savoir si l'émergence d'une bulle est associée à des hausses de prix mais plutôt de tenir compte du fait que **l'émergence d'une bulle donne lieu à des activités non productives qui détournent la richesse réelle des véritables investissements générateurs de richesse.** Mais ceci est une autre histoire pour un autre jour!

Pour les consommateurs et les entreprises, les achats dits spéculatifs ne sont que des comportements normaux/rationnels qui visent à les protéger contre l'issue future possible des politiques monétaires d'argent facile de la Fed.

En règle générale, plus la Fed pompe d'argent, plus grandes sont les chances de hausse générale des prix des actifs au-dessus de leur moyenne historique. De plus, contrairement aux affirmations délirantes des responsables de la Fed, il n'est pas possible d'abaisser artificiellement les taux d'intérêt sans entraîner les effets secondaires néfastes d'une telle baisse.

Toute tentative de supprimer ces effets secondaires au moyen de politiques réglementaires va générer des résultats beaucoup plus douloureux.

En Prime:

Le point de vue d'**un simplet** de renommée mondiale sur les bulles, et dire qu'il est Prix Nobel!

Au Forum économique mondial de Davos, en Suisse, le 27 janvier 2010, le lauréat du prix Nobel d'économie **Robert Shiller** a fait valoir que les bulles pouvaient être diagnostiquées en utilisant la même méthodologie que les psychologues utilisent pour diagnostiquer la maladie mentale.

Shiller est d'avis qu'une bulle est une forme de dysfonctionnement psychologique. Par conséquent, la solution pourrait être de préparer une liste de contrôle similaire à ce que font les psychologues pour déterminer si une personne souffre, par exemple, de dépression. Les points clés d'identification d'une bulle typique selon Shiller sont:

- Forte augmentation du prix d'un actif.
- Grand enthousiasme du public face à ces augmentations de prix.
- Une frénésie médiatique qui l'accompagne.
- Des histoires de gens qui gagnent beaucoup d'argent et qui suscitent l'envie
- Intérêt croissant pour une classe d'actifs auprès du grand public.
- De nouvelles «théories» pour justifier des hausses de prix sans précédent.
- Une baisse des critères d'attribution de prêt.

La pensée de Schiller reflète celle des élites, c'est une pensée de surface, positive, mécanique qui s'interdit la compréhension en profondeur d'un phénomène. Décrire une chose n'est pas suffisant pour en comprendre les articulations et les principales causes. Hélas.

Etats-Unis divisés, marchés comblés ?

rédigé par [Bruno Bertez](#) 9 novembre 2020

« Vague bleue », trumpisme, gouvernement divisé... pour les marchés, désormais, tout est une bonne nouvelle.



Le S&P 500 a bondi de 7,3% la semaine dernière, sa plus forte progression hebdomadaire depuis avril. Dans le même temps, le Nasdaq 100 (NDX) a pris 9,4%.

Plus d'un tiers des actions NDX ont affiché [des gains à deux chiffres pour la semaine](#). Facebook a grimpé de 11,5%, Tesla 10,8%, Microsoft 10,5%, Apple 9,2% et Google 8,7%. Qualcomm a augmenté de 17,6% et Nvidia de 16,2%.

La spéculation sur les options – qui sont des bons de droit à écart de cours – est en plein essor, avec les grandes valeurs technologiques comme cibles préférées. Cet aspect clé de la bulle spéculative qui a fait rage cette semaine a contribué à propulser d'énormes écarts de cours.

Le récit haussier s'est déplacé. On est passé d'une « vague bleue » (avec les relances massives qui en résultent) comme excellente pour les actions... à un tout autre récit, lui aussi haussier : « un gouvernement divisé (entre démocrates et républicains) est magnifique pour le marché actions ».

Chez Dupont, tout est bon

Comme vous pouvez une fois de plus le constater, ce sont les mouvements de la Bourse qui produisent les récits qui les justifient et non l'inverse. Les marchés sont capables, dans la même semaine, de monter sur un scénario et sur son contraire ! Tout est bon...

A retenir : le trumpisme n'est pas mort, Donald Trump ayant recueilli plus de 70 millions de voix.

La perspective d'un Washington divisé semblerait alléger une certaine pression sur le marché vulnérable des valeurs du Trésor US – et, par la baisse des rendements du Trésor, sur le crédit des entreprises en général.

De toute façon, tout cela est marginal : les décisions économiques ne sont pas prises sur des dixièmes de point de taux !

Faut-il vraiment croire, [dans le contexte de crise d'aujourd'hui](#), qu'un Washington irrémédiablement divisé et belliqueux fonctionnera d'une manière ou d'une autre au profit du pays, de l'économie et des marchés ?